

Une
science
pour
l'humanité



Mme. Rabaya, Bangladesh



Francisco Lepeda, Guatemala



CRDI Rapport annuel
1998-1999

IMAGES DE DÉVELOPPEMENT



Madame Rabaya habite Tangail au Bangladesh. Elle est reconnue pour sa connaissance des semences qui revêt une grande importance pour la communauté. Elle collabore présentement au projet du CRDI qui s'assure que les semences locales puissent faire concurrence aux produits importés.



Francisco Zepeda qui participe à la récolte de chicle dans la forêt tropicale du Nord du Guatemala est aussi membre d'un collectif villageois qui entend mieux contrôler la ressource forestière. Voir p. 24.

COUP D'ŒIL SUR LE CRDI

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une société d'État créée par le Parlement du Canada en 1970 pour aider les scientifiques et les collectivités des pays en développement à trouver au moyen de la recherche des solutions à leurs problèmes économiques, sociaux et environnementaux.

LE MANDAT

Lancer, encourager, appuyer et mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement.

© Centre de recherches pour le développement international 1999

La Bibliothèque nationale du Canada a catalogué cette publication de la façon suivante :

Centre de recherches pour le développement international (Canada)

Rapport annuel CRDI 1998-1999

Annuel
1970/71-

Texte en français et en anglais.

Titre de la page de titre addit.:
IDRC Annual Report 1998-1999

ISSN 0704-7584

ISBN 0-88936-905-4

1. Assistance technique canadienne - Périodiques.

2. Aide économique canadienne - Périodiques.

I. Titre.

HC60 338.91'71'01754 C75-743379F

Le rapport est entièrement imprimé sur du papier recyclé et l'encre est d'origine végétale. Pour réduire les frais d'impression, le nombre d'exemplaires est limité; on trouvera cependant le rapport sur le site Web du CRDI à

<http://www.idrc.ca/library/document/annual/ra9899/>

Une édition microfiche est aussi offerte sur demande. Vous pouvez avoir accès par courriel au rapport ou aux documents mentionnés en faisant parvenir un courriel à www4mail@web.bellnet.org, portant uniquement la mention suivante dans le corps du texte : « GET <http://...> » (inscrire au long l'adresse URL requise).

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Peter Bennett : p. 32 (has)
Daniel Buckles : couverture (haut), p. 13
Marie Ciotola : p. 38 (haut, gauche)
Roula El-Rifai : p. 49 (haut, droite)
Kerry Franchuk : p. 46 (has)
Heather Hudson : pp. 39 (bas), 42, 44 (encadré et bas à droite)
Périscoop : p. 3 (bas, gauche)
David Portnoy : p. 32 (haut, gauche)
Bridget Turner : p. 43
Pierre Zaya : p. 54

ACDI

Cindy Andrew : p. 2 (haut)
Benoit Aquin : p. 23 (haut)
David Barbour : pp. 31 (haut, gauche), 38 (haut, gauche), 40 (haut), 52 (haut)
Peter Bennett : p. 41 (haut)
Virginia Boyd : p. 28 (haut)
Carol Hart : pp. 5 (haut), 45, 46 (haut et milieu), 47, 48, 50 (haut, gauche et bas, droite), 60 (bas)
Roger Lemoyne : pp. 5 (bas), 39 (haut), 40 (milieu et bas), 41 (bas), 57 (haut)
Pat Morrow : p. 27 (bas)
Pierre St-Jacques : pp. 30 (bas), 34 (haut), 36 (bas), 58 (haut)

CRDI

David Barbour : pp. 3 (haut), 4 (milieu), 8 (milieu), 9, 19, 51 (haut), 59 (haut)
André Bélanger : p. 56 (bas, droite)
Peter Bennett : pp. 2 (milieu), 3 (bas, droite), 4 (haut), 5 (milieu, droite), 10, 11, 14 (has), 16, 33 (haut), 34 (milieu et bas), 35 (haut et milieu), 51 (has), 52 (milieu), 92
Robert Charbonneau : p. 28 (bas)
S. Colvey : pp. 14 (milieu), 17, 21. (has), 33 (bas), 37 (centre haut), 52 (has), 56 (encadré)
Kevin Conway : couverture (bas), pp. 4 (bas), 21 (haut), 24, 25 (centre, haut), 26
Chusa Gines : pp. 22 (bas), 23 (bas)
IDRC : pp. 36 (haut), 49 (haut, gauche), 50 (haut, droite), 57 (bas), 58 (milieu), 60 (haut), 64, 66
P. Lacroix : p. 38 (bas, droite)
G. Long : p. 61
Denis Marchand : pp. 22 (milieu), 56 (haut, gauche), 58 (bas), 59 (bas)
N. McKee : p. 29 (haut)
R. Ramlochand : p. 28 (milieu)
D. Sing : pp. 5 (centre), 22 (haut), 27 (haut)
Karen Spierkel : p. 53 (haut)
Chin Saik Yoon : p. 15

M.S. Swaminathan Research Foundation
p. 44 (haut, gauche)

UNICEF

Horner : pp. 3 (milieu), 29 (bas), p. 8 (bas)

Secrétariat de l'EPPSEA, p. 31

Ambassade d'Ukraine, carte p. 48

Forintek Canada, p. 53 (bas)

IDB America, Banque interaméricaine pour le développement, Roger Hamilton : p. 25 (haut, droite), carte p. 24

Fonds mondial pour la nature, p. 30 (haut)

Table des matières

LE CRDI

L'essentiel...

Sur l'institution, ses programmes et ses opérations	2
---	---

Vous avez des questions ?

Pour mieux comprendre le CRDI	8
-------------------------------	---

Message de la présidente

Maureen O'Neil sur le rôle du CRDI et son incidence dans les pays du Sud	12
--	----

Des mots, des gestes

Les objectifs du CRDI mis en pratique	18
---------------------------------------	----

Nos adresses

Au Canada, à l'étranger et dans le cyberspace	20
---	----

LES PROGRAMMES

Protection de la biodiversité

Utilisation durable de la biodiversité : Des villageois guatémaltèques prennent en charge la gestion des ressources forestières	21
---	----

Exploitation équitable des ressources naturelles

Le Programme d'économie environnementale pour l'Asie du Sud-Est : le bilan des coûts économiques de la dégradation de l'environnement	27
---	----

Sécurité alimentaire

Dés gens, des terres et de l'eau : Un champignon redonne espoir aux agriculteurs africains	33
--	----

Information et communication

Acacia : Les télécentres, outil du développement	39
--	----

Stratégies et politiques pour des sociétés en santé

Le Bureau pour les initiatives en Europe centrale et de l'Est : Un programme d'assainissement du bassin fluvial du Dniép en Ukraine	45
---	----

Emploi durable

Petites, moyennes et micro-entreprises : Innovations et technologie : Des produits d'origine végétale assurent le gagne-pain des collectivités pauvres	51
--	----

L'EXPLOITATION

La gestion de l'information

La gestion de l'information sur la recherche : Un plan d'action pour moderniser les systèmes et les technologies de l'information	57
---	----

L'administration

Un Conseil des gouverneurs d'envergure internationale veille à l'orientation stratégique et répond de l'organisme	63
---	----

LE RAPPORT FINANCIER

Le point sur nos ressources et notre rendement	71
--	----

L'essentiel de l'institution

- Le CRDI et le Conseil de recherches en sciences humaines ont lancé un nouveau programme d'aide au développement international afin d'inciter les jeunes chercheurs canadiens à s'intéresser à l'étude des problèmes de l'heure qui influent sur les relations entre le Canada et les pays d'Asie et d'Amérique latine.

Pour en savoir plus sur les nouveaux programmes de subvention, voir
<http://www.sshrc.ca/francais/renseignements/guidesubventions/idrc.html>

- Le CRDI a également créé un nouveau programme de financement afin de stimuler la **recherche coopérative visant à améliorer l'état de santé des populations** des pays du Sud. Lancé par l'initiative de programme Écosystèmes et santé humaine, le programme permettra aux universités canadiennes, aux centres internationaux de recherche agricole et aux établissements de recherche en santé ou en agriculture de pays en développement d'entreprendre ensemble l'étude des effets de la gestion des écosystèmes agricoles sur la santé humaine. Ainsi, des chercheurs tenteront de trouver des méthodes écologiques pour remplacer les produits chimiques agricoles afin d'améliorer la santé de la population et de réduire les coûts des soins de santé.

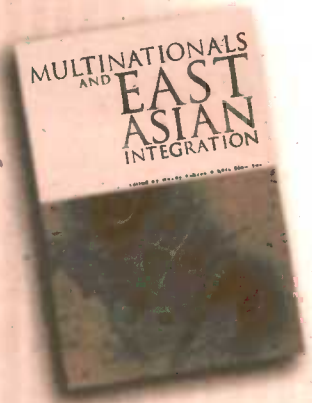
Pour plus de détails sur ce nouveau programme de financement, voir
http://www.idrc.ca/media/ecofund_f.html

- En 1998-1999, huit gouverneurs ont été nommés au Conseil des gouverneurs du CRDI. Il s'agit de mesdames Mervat Badawi, Margaret Catley-Carlson et Beryl Gaffney, et de Octavio Gomez-Dantés, Sir Alister McIntyre, Tom McKay, Francisco Sagasti et Rodger Schwass.

Le lecteur trouvera plus d'information sur les membres du Conseil des gouverneurs et leur rôle au sein du CRDI à la page 63.

- Les professeurs Wendy Dobson, directrice du Centre for International Business à l'Université de Toronto et Chia Siow Yue, directrice de l'Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS) à Singapour, ont reçu le **prix Masayoshi Ohira** pour l'ouvrage intitulé *Multinationals and East Asian Integration*, coédité par le CRDI et l'ISEAS. Ce prix prestigieux a été accordé aux deux économistes pour leur apport remarquable à la compréhension de l'intégration régionale en Asie de l'Est. Ce prix a été institué en l'honneur du regretté Masayoshi Ohira, ancien premier ministre du Japon, considéré comme l'un des architectes d'un Japon moderne et ouvert.

*Voir le sommaire de *Multinationals and East Asian Integration* à*
<http://www.idrc.ca/books/806.html>



- Le CRDI a créé un fonds d'aide spécial pour appuyer les efforts de reconstruction du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua dévastés par l'ouragan Mitch. Le Fonds pour la recherche en reconstruction est mis à la disposition des scientifiques et des planificateurs de la région afin de les aider à déterminer les meilleures stratégies de reconstruction de leurs pays.


Voir un compte rendu plus détaillé du Fonds pour la recherche en reconstruction à http://www.idrc.ca/media/Mitch_f.html

- Une étude effectuée par le CRDI en 1997 sur l'infrastructure des systèmes d'information et de communication a révélé la nécessité d'améliorer les communications entre le siège social du Centre et ses bureaux régionaux. Le CRDI a donc conçu un **projet pilote intranet** comme moyen de collaboration et d'échange d'information. Le projet a mené à la création d'un groupe chargé de la coordination des sites internet public et privé du CRDI.

Voir page 57 les divers moyens pris par le CRDI pour accroître l'utilisation des technologies de l'information et de la communication en vue de rationaliser ses opérations et de simplifier la mise en œuvre de ses programmes.




L'essentiel des programmes




Des chercheurs canadiens font la **guerre à l'ennemi numéro un des cultures céréalières** au Mali. La *striga* est une plante adventice qui, selon les estimations, infeste les deux tiers des champs consacrés à la culture des céréales en Afrique, détruisant jusqu'à 70 % des cultures de subsistance. Des spécialistes de la lutte biologique contre les mauvaises herbes à l'Université McGill ont identifié un champignon qui anéantit la *striga* et augmente le rendement des champs de sorgho. Ils ont aussi trouvé un moyen pour les femmes de produire et de vendre un inoculum du champignon, leur permettant d'arrondir leurs revenus et d'accroître les disponibilités alimentaires.

Pour plus de détails, voir page 33.



Après deux décennies de recherche, le CRDI a à son actif une longue liste de **produits dérivés de matières premières locales** : teintures d'indigo, huiles essentielles de romarin et de thym, carraghénines provenant d'algues rouges, amidon extrait du manioc et adhésif de contreplaqué tiré du mimosa. Les résultats font maintenant l'objet d'une vaste diffusion et les enseignements que l'on peut tirer d'une vingtaine de ces projets servent à un réseau de recherche créé pour améliorer la qualité et intensifier la commercialisation des produits naturels en Afrique.

S'il vous intéresse de connaître quelques-uns de ces projets, source de revenus et d'emploi dans le monde en développement, lire l'article en page 51.



Au Guatemala, qui se remet de 36 ans de guerre civile, les besoins économiques sont énormes. Le gouvernement a néanmoins réservé 1,6 million d'hectares de forêt afin **d'éviter la surexploitation de la biodiversité** qui fait la richesse du nord du pays. Mais l'installation non réglementée des nouveaux migrants et des réfugiés rapatriés en quête de terres menace la réserve. La gérance communautaire des ressources forestières peut aider à protéger la biodiversité en permettant aux gens de gagner leur vie grâce à l'utilisation durable des produits forestiers.

Voir en page 21 le compte rendu de ce projet.

Le Dniepr est le troisième plus grand fleuve d'Europe et l'un des plus pollués. Malgré sa contamination produite par les retombées radioactives de la catastrophe de Tchernobyl, les pesticides toxiques, les effluents industriels et la non-épuraton des égouts, le fleuve constitue la source d'eau potable de 70 % des Ukrainiens. Le Canada participe à son assainissement dans le cadre d'un programme géré par le CRDI qui contribue au remaniement de la politique environnementale de l'Ukraine en offrant des services scientifiques et techniques.

Le lecteur trouvera une description du projet en page 45.

D'après l'édition 1998-1999 du *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale, la gestion et la protection de l'environnement vont de pair avec l'accroissement du savoir et de l'information. Le Programme d'économie environnementale pour l'Asie du Sud-Est (EEPSEA) concourt à cet objectif dans une région où l'environnement a grandement souffert de la croissance économique. EEPSEA aide les chercheurs à effectuer des **analyses économiques des problèmes environnementaux en vue d'influer sur l'élaboration de politiques** qui tiennent davantage compte de l'environnement.

Voir page 27, le compte rendu d'une étude sur les dommages causés par les fumées et les feux de forêt qui ont ravagé l'Indonésie en 1997.

Pour la majorité des habitants des pays du Sud, le téléphone, l'ordinateur, le télécopieur et Internet font partie d'un autre monde. Mais les télécentres, qui donnent **accès aux technologies de l'information et de la communication**, peuvent mettre cet autre monde à la portée des collectivités pauvres du Sud. Deux initiatives du CRDI appuient en Afrique, en Asie et en Amérique latine divers projets de télécentres afin de fournir aux populations de ces pays les moyens de contrôler leur propre développement.

Les recherches, fort complexes, qui sont associées aux télécentres et leur incidence sur le développement sont décrites en page 39.

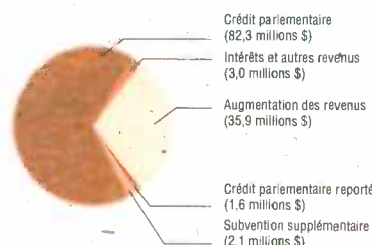


L'essentiel de l'exploitation

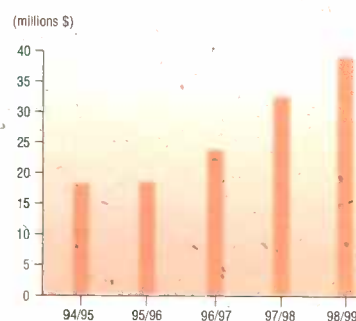
Au cours de 1998-1999, le Centre a continué d'augmenter ses revenus pour compléter le crédit parlementaire annuel qu'il reçoit. Grâce à l'accroissement des activités liées à l'augmentation des revenus, le Centre a pu consacrer cette année encore une somme élevée à ses dépenses de programme, malgré la réduction du crédit parlementaire. Le CRDI a aussi consacré beaucoup de temps et d'énergie à la mise en œuvre de nouveaux systèmes d'information afin de faire face aux problèmes anticipés en l'an 2000.

Les revenus

Les revenus du Centre se sont élevés à 125,1 millions de dollars, soit une augmentation de 3,7 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Bien que les revenus d'origine parlementaire aient continué de baisser, les fonds provenant des activités liées à l'augmentation des revenus ont atteint un nouveau sommet. Ils ont totalisé 35,9 millions de dollars, soit 6,4 millions de dollars (ou 21,8 %) de plus que l'an dernier.

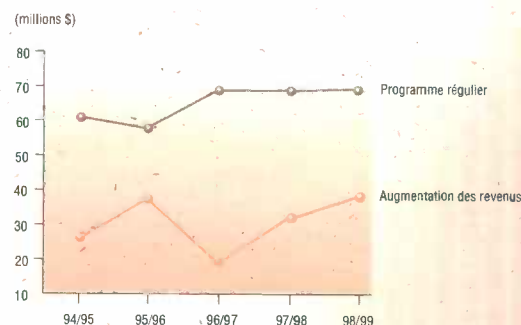
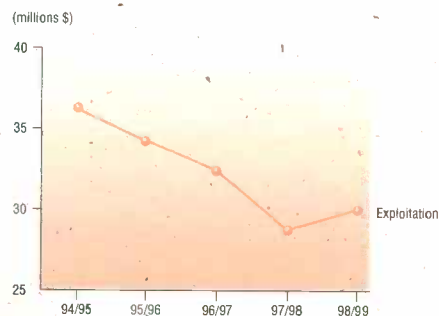


Revenus de source non parlementaire



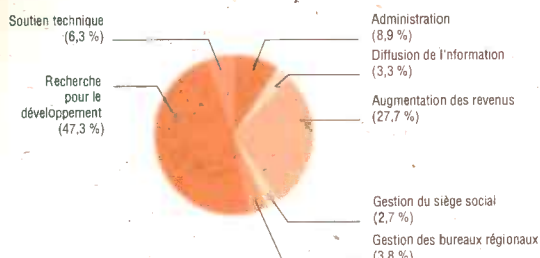
Les affectations

En 1998-1999, les affectations pour le programme régulier se sont élevées à 69,4 millions de dollars, ce qui représente une légère augmentation par rapport à l'exercice précédent. Les fonds provenant des activités liées à l'augmentation des revenus ont totalisé 38,3 millions de dollars, soit 6,3 millions de plus que l'an dernier. L'augmentation des affectations pour l'exploitation est en grande partie attribuable aux investissements faits dans les systèmes et technologies de l'information. Les graphiques ci-dessous illustrent les affectations pour le programme régulier, l'exploitation et les activités liées à l'augmentation des revenus.



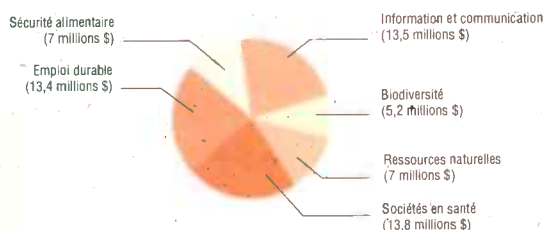
Les dépenses

Au cours du présent exercice, les dépenses se sont élevées à 129,8 millions de dollars, soit une augmentation de 12,1 millions de dollars comparativement à 117,7 millions de dollars l'an dernier. Cette hausse est attribuable à l'accroissement des dépenses pour le programme régulier et pour les activités liées à l'augmentation des revenus. L'augmentation des sommes relatives que le Centre consacre à la recherche ou à des activités liées à la recherche, comparativement aux dépenses d'administration, est aussi fonction de l'accroissement des activités liées à l'augmentation des revenus.



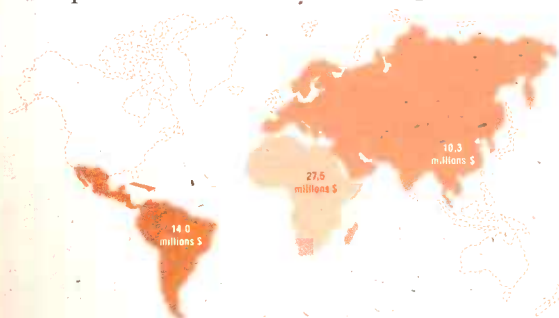
Les affectations selon les thèmes du programme

Cette année, des 69,4 millions de dollars affectés au programme, 59,9 millions ont été consacrés à de nouveaux projets correspondant aux six thèmes du programme institutionnel. Les 9,5 millions de dollars restants sont allés à des services institutionnels et à d'autres activités internes. La figure ci-dessus indique (en millions de dollars) les montants dépensés pour chacun des thèmes.



La répartition de la recherche dans le Sud

Comme le montre la répartition géographique des affectations de programme du Centre, l'Afrique a bénéficié du soutien le plus important au cours du présent exercice.



Afrique	(39,6 %)
Asie	(14,9 %)
Amérique latine	(20,2 %)

12,2 millions \$ (17,5 %) ont été affectés à des projets d'envergure mondiale et 5,4 millions (7,8 %) à des activités internes

Les systèmes et technologies de l'information

En juillet 1997, la haute direction a approuvé un plan d'action triennal en matière de systèmes et technologies de l'information (STI). En 1998-1999, deuxième année de mise en application du plan d'action, les activités suivantes ont été entreprises :

- Élaboration de mesures relatives aux problèmes anticipés en l'an 2000
- Configuration et installation des applications financières d'Oracle
- Construction et mise à l'essai du module intégré de gestion des subventions et des projets
- Achèvement de la mise à niveau des postes de travail
- Amélioration de l'infrastructure – liens de communication et sécurité
- Phase préparatoire des systèmes Ressources humaines et Déplacements.
- Intranet

Vous avez des questions ?

Le CRDI. Pourquoi? Comment?

Le CRDI est né de la conviction que l'évolution d'un pays repose sur la capacité qu'ont ses citoyens de prendre en mains leurs propres problèmes de développement. Depuis la création du Centre il y a 29 ans, cette certitude ne s'est jamais démentie.

Afin d'aider les collectivités du monde en développement à trouver des solutions pratiques aux importants enjeux auxquels elles font face, le CRDI appuie les travaux des chercheurs et scientifiques du Sud. Ces professionnels dévoués ont conçu des outils, des techniques et des ressources qui répondent aux besoins de leurs pays et de leurs populations. Ils ont élargi les bases du savoir indigène, faisant ainsi en sorte que les collectivités du Sud aient les capacités nécessaires pour poursuivre le processus de développement lancé par le CRDI. Une telle création de capacités est devenue la marque de commerce internationale du CRDI.

En quoi le CRDI est-il différent de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ?

Le travail du CRDI et celui de l'ACDI se complètent. Le CRDI aide les scientifiques et les collectivités des pays en développement à mener des recherches en vue de résoudre leurs problèmes économiques, sociaux et environnementaux. Le Centre finance donc la recherche de longue durée et en assume les risques d'entrée de jeu. L'ACDI est, quant à lui, l'organisme du gouvernement fédéral chargé d'administrer le gros du programme officiel d'aide au développement du Canada. L'ACDI s'occupe surtout des aspects pratiques du développement durable. De fait, l'ACDI a souvent fourni des fonds afin de mettre en œuvre les résultats de recherches financées par le CRDI.





En quoi le CRDI est-il différent des autres organismes et ministères gouvernementaux voués au développement international ?

Le CRDI jouit d'un degré d'autonomie qui lui permet de jouer un rôle unique dans la politique étrangère du Canada. Sa situation particulière lui laisse la marge de manœuvre voulue pour tisser des liens et faire avancer la cause du Canada, même lorsque des considérations d'ordre politique empêchent le gouvernement d'intervenir officiellement. Ainsi, le CRDI a financé des travaux de recherche dans des pays où la situation politique est précaire, comme le Laos et le Cambodge, et a aidé à la reconstruction de ces sociétés déchirées par la guerre.

Qui plus est, la structure organisationnelle du CRDI le distingue des autres sociétés d'État et entreprises publiques. Le Centre est dirigé par un Conseil des gouverneurs d'envergure internationale : onze Canadiens, dont la présidente, et dix experts d'autres pays. La tradition veut que sept d'entre eux soient des scientifiques de pays en développement, les trois derniers venant de pays industrialisés.

Comme tout autre ministère ou organisme fédéral, le CRDI est tenu de suivre les règles de gestion financière énoncées dans la Loi sur la gestion des finances publiques. Toutefois, à l'instar de quelques autres sociétés d'État, dont la Banque du Canada et la Société Radio-Canada, il est exempté de certains règlements applicables aux sociétés d'État. En pratique néanmoins, le Centre respecte la loi à la lettre. Le CRDI est aussi tenu de rendre compte au Parlement et il se soumet chaque année à l'examen du vérificateur général du Canada.

Quelles sont les sources de financement du CRDI ?

Le CRDI étant une société publique créée par le Parlement. Son financement provient principalement des crédits annuels accordés par ce dernier. Cependant, le Centre diversifie de plus en plus ses sources de financement comme l'y autorise la Loi sur le CRDI. Grâce à sa réputation internationale et à ses réseaux bien établis par exemple, il a pu conclure des ententes de cofinancement avec d'autres organismes donateurs. Le CRDI peut ainsi augmenter ses contributions financières et mener à bien un programme de recherche plus ambitieux. Dans le cadre de certains projets, le Centre recueillera pour chaque dollar investi jusqu'à quatre dollars d'autres donateurs.

En quoi les travaux du CRDI profitent-ils aux pays du Sud ?

Le CRDI appuie la recherche dans les pays en développement depuis 29 ans. Cette aide a eu des répercussions multiples et d'une portée considérable. Par la formation offerte à des milliers de chercheurs du Sud, le CRDI a contribué à créer un bassin de spécialistes qui cherchent des solutions aux problèmes de développement aux échelons local, régional, national et mondial. L'aide accordée par le CRDI à des projets de recherche particuliers a permis de mettre au point des technologies novatrices et efficaces dont le Sud avait un urgent besoin. La recherche prévisionnelle financée par le CRDI influe sur les politiques nationales des gouvernements des pays en développement, entre autres dans les domaines de l'environnement, des sciences et de la technologie, de l'économie et de l'aménagement urbain.

Le CRDI a également innové dans la manière dont se fait la recherche dans le monde en développement. Le Centre privilégie une approche participative et pluridisciplinaire qui tient compte des inégalités entre les hommes et les femmes. Cette méthode, qui accorde une place égale aux femmes et aux hommes et aide à assurer la pertinence de la recherche, est adoptée de plus en plus par les chercheurs du Sud.

On trouvera plusieurs exemples des projets financés par le CRDI dans le magazine Explore à http://www.idrc.ca/reports/index_f.cfm et dans la banque de technologies appropriées Nayudamma à http://www.idrc.ca/nayudamma/index_f.html



En quoi les travaux du CRDI profitent-ils aux Canadiens ?

Bien que le CRDI cherche surtout, au moyen de la recherche, à aider les pays du Sud à trouver des solutions à leurs problèmes de développement, les travaux du Centre profitent également aux Canadiens.

Plusieurs activités du CRDI sont menées en collaboration avec des chercheurs du Canada et des pays en développement, et les institutions canadiennes sont souvent appelées à y contribuer à titre de partenaires. Le CRDI crée ainsi des liens entre les établissements d'enseignement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, au Canada et à l'étranger, car il offre à leurs représentants une occasion unique de former des entreprises conjointes ou des partenariats et de profiter mutuellement de leur savoir. En outre, le transfert de technologies canadiennes – la technologie radar, par exemple – dans les pays du Sud procure aux Canadiens des avantages économiques et leur offre la possibilité de repérer de nouveaux débouchés et de former des partenariats.

Étant donné l'interdépendance croissante des nations, aider d'autres pays ne peut que servir les intérêts des Canadiens. Une multitude de problèmes – les maladies, la dégradation de l'environnement, le chômage, par exemple – sont désormais

sans frontières. Accroître la sensibilisation aux enjeux écologiques et la protection de l'environnement dans le monde en développement permettra d'améliorer l'environnement de la planète tout entière. La transmission des maladies d'un pays à l'autre se raréfie lorsque la santé devient une affaire mondiale. Faire face aux enjeux du développement contribue au développement durable et à la stabilité, ce qui en retour apporte paix et sécurité tant à l'échelon régional qu'à l'échelle planétaire.

Qui plus est, l'appui indéfectible du Canada aux scientifiques du Sud lui a valu le respect et l'estime de bien des pays.

Comment les chercheurs peuvent-ils présenter une proposition de recherche au CRDI ?

Le principal mode d'action du CRDI consiste à appuyer les projets et les partenariats proposés par des institutions de recherche des pays en développement. Toutefois, puisque cette approche comporte des partenariats Nord-Sud, des institutions canadiennes pourraient vouloir présenter au CRDI une proposition de recherche en collaboration avec un ou plusieurs partenaires du Sud. Évidemment, le domaine de recherche proposé doit correspondre aux programmes du CRDI. Les agents de programme qui auront été consultés indiquent aux chercheurs dans quelle mesure leur projet correspond aux priorités du CRDI et si le projet a des chances d'être financé par le Centre. Si le projet semble prometteur, on demandera aux chercheurs de remettre un résumé du projet qui fera l'objet d'une évaluation préliminaire. Si l'examen est concluant, les chercheurs seront priés de présenter une proposition de recherche complète qui sera évaluée à son tour.

Pour obtenir tous les renseignements sur la façon de présenter au CRDI une proposition de recherche et sur les critères d'évaluation des propositions, voir http://www.idrc.ca/institution/proposition_f.html ou demander la brochure Proposer une recherche à n'importe quel bureau du CRDI.



Message de la présidente



Maureen O'Neil
présidente

Une science pour l'humanité

En octobre, la Terre accueillera le six milliardième être humain. Selon toutes probabilités, cet enfant naîtra quelque part dans le monde en développement. D'après l'Organisation mondiale de la santé, il aura probablement, plus facilement que ses parents et ses grands-parents, accès à des soins de santé minimaux, à de l'eau potable et à des installations sanitaires. Il sera sans doute aussi immunisé contre les six principales maladies infantiles : la rougeole, la poliomyélite, la tuberculose, la diphtérie, la coqueluche et le tétanos. En grande partie grâce à ces progrès, ce nouveau venu dans la famille humaine peut s'attendre à vivre 66 ans.

Mais longue vie n'est pas nécessairement synonyme de vie meilleure. Le six milliardième habitant de la planète et sa famille compteront sans doute parmi les nombreux citoyens du monde en développement qui doivent hypothéquer la salubrité de leur environnement pour satisfaire à leurs besoins quotidiens et se procurer nourriture, eau, logement et gagne-pain. La pauvreté engendre la pauvreté et, avec chaque nouvelle génération, la concurrence pour obtenir une part des précieuses ressources en déclin, entraîne une recrudescence des conflits.

Année	Population mondiale	Nombre d'années écoulées
1804	1 milliard	—
1927	2 milliards	123
1960	3 milliards	33
1974	4 milliards	14
1987	5 milliards	13
1999	6 milliards	12

— adapté de *Revision of the World Population Estimates and Projections* (Nations Unies, 1998)

C'est pour briser le cercle vicieux de la pauvreté et aider les collectivités du monde en développement à trouver des solutions à leurs problèmes que le CRDI a été créé. Les chercheurs du Sud que le Centre finance s'intéressent aux causes des problèmes environnementaux, sociaux et économiques les plus urgents et tentent de trouver des solutions durables et équitables. Nous devons à leur conscience et à leur créativité les nombreux et remarquables succès que le Centre a connus depuis sa création en 1970. Mais tout n'est pas résolu pour autant.

Des défis à relever

Pour Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, la saine gestion des affaires publiques est peut-être le facteur le plus important dans la lutte contre la pauvreté et pour l'aide au développement. Pour assurer leur avenir, les gens doivent pouvoir prendre part aux décisions qui influent sur leur vie et leur société. Mais cela n'est possible que si un gouvernement vraiment représentatif s'engage à garantir les libertés d'expression et d'association et à consacrer les ressources de l'État à l'amélioration de la vie des citoyens.

Au CRDI, aider les gens à façonner leur avenir est un axe important de recherche. La recherche participative, qui suppose la réelle participation des pauvres à la gestion de leur environnement et à la recherche de solutions, n'est pas l'exception mais plutôt la règle. Le CRDI reconnaît ouvertement le rapport qui existe entre pauvreté, démocratie et environnement dans la conduite de ses affaires.



Mme Shahera, Bangladash. Les connaissances indigènes forment une composante importante de la recherche scientifique au CRDI.

Le lecteur trouvera en page 24 un excellent exemple de la façon dont le CRDI incite les groupes désavantagés à participer aux travaux qu'il appuie. Il s'agit d'un projet financé par le CRDI dans la province de Petén, au nord du Guatemala, qui abrite la Réserve de la biosphère Maya. Des chercheurs de la région travaillent en collaboration avec les collectivités marginalisées qui y sont installées pour procurer à ces dernières des moyens de subsistance qui soient durables et protègent la biodiversité de la réserve. Le savoir local sur les ressources forestières est conjugué à des recherches scientifiques qui mènent à l'élaboration de plans de gestion et d'exploitation de la forêt et de ses produits dérivés sur lesquels les habitants de la réserve détiennent des droits exclusifs. Étant donné la longue histoire de conflits et, partant, de méfiance qui caractérise le Guatemala, la participation enthousiaste de la population locale est en soi une victoire. L'appui soutenu du gouvernement est aussi un signe prometteur pour l'avenir de la paix et de la démocratie au Guatemala.

Les habitants de Petén ont trouvé pour leurs produits plusieurs débouchés sur les marchés internationaux. Dans ce cas, la mondialisation des marchés a été profitable. Mais, l'intégration des marchés et d'autres aspects de la mondialisation se sont souvent conjugués aux politiques des gouvernements nationaux pour nuire aux entreprises du Sud. La crise économique en Asie en est un exemple manifeste. Ce qu'on sait moins, cependant, c'est que la propagation fulgurante d'une nouvelle culture planétaire chez les jeunes contribue à ce que Richard Mkandawire, ancien directeur du Programme du Commonwealth pour la jeunesse, en Afrique centrale appelle la désafricanisation des jeunes du continent. Un nombre croissant d'entre eux n'ont part ni à l'économie traditionnelle fondée sur les liens de parenté, ni à la nouvelle économie qui repose sur les échanges internationaux. Qui plus est, les systèmes d'éducation en Afrique subsaharienne ont du mal à s'adapter aux restrictions budgétaires et au rayonnement de la jeunesse. Peu d'entre eux offrent donc aux jeunes les programmes d'apprentissage dont ils ont besoin pour s'occuper d'eux-mêmes et de leur famille; nombreux sont les jeunes qui quittent l'école avant d'avoir atteint l'âge de 12 ans.

Or, il est impossible d'ignorer les coûts que représente, pour le développement, le défaut de répondre aux besoins de cet important segment de la société. Afin d'évaluer les défis que devront relever ces jeunes, l'initiative de programme *Évaluation des politiques sociales* a étudié divers moyens par lesquels le Centre pourrait aider les jeunes à gagner leur vie et contribuer à l'essor des entreprises en Afrique subsaharienne. On a proposé une stratégie permettant de cibler les compétences que ce vaste groupe hétérogène devrait acquérir. La stratégie serait donc axée sur la motivation, les forces et les aptitudes dont ces jeunes ont besoin pour survivre, lesquelles ressemblent fort à celles que doivent posséder les entrepreneurs. Un Réseau sur le savoir et la subsistance des jeunes, basé au Centre de recherche sur les jeunes de l'Université Venda en Afrique du Sud, et un Centre de renforcement et de formation du secteur informel et des entreprises au Kenya ont aussi été lancés afin de mettre en contact travailleurs sociaux, gestionnaires de programmes, chercheurs et décideurs.

La Réserve de la biosphère Maya couvre 1,6 million d'hectares de forêt tropicale. La zone représente 19 % des terres du Guatemala et 50 % de ses forêts.

À l'échelle mondiale, le nombre de jeunes âgés de 15 à 24 ans se chiffre à un peu plus d'un milliard. Quarante-vingt pour cent d'entre eux vivent dans le monde en développement.

— L'État de la population mondiale (FNUAP, 1998)

Au Malawi, 7 % des garçons et 3 % des filles de 15 à 24 ans sont entrés à l'école secondaire en 1995.

— Statistical Charts and Indicators on the Situation of Youth, 1980-1995 (Nations Unies, 1998)

Pour procurer un travail aux 700 millions de jeunes qui doivent entrer sur le marché du travail dans les pays en développement d'ici 2010, l'Organisation internationale du travail (OIT) prévoit qu'il faudra créer plus d'un milliard d'emplois.

- L'État de la population mondiale (FNUAP, 1998)



Bien des jeunes africains ne semblent appartenir ni à l'économie traditionnelle, ni à la nouvelle économie mondiale.

La solution au sous-emploi des jeunes et à la rareté des moyens de subsistance dont ils disposent pourrait venir, en partie, de l'essor des petites, moyennes et micro-entreprises (PMME). Ce secteur crée la majorité des emplois non agricoles dans le monde en développement. Les toutes petites entreprises sont une source de revenu indispensable et offrent aux pauvres en général, mais aux femmes et aux autres groupes marginalisés en particulier, des perspectives d'emploi. Favoriser l'essor des PMME peut aider à étendre les possibilités d'emploi à l'extérieur des agglomérations industrielles et, partant, contribuer largement aux initiatives de développement locales et régionales.

Mais les PMME doivent surmonter bien des obstacles : faible productivité, accès limité au crédit, manque d'information et de possibilités de formation. Elles doivent aussi faire face à la concurrence accrue résultant de la libéralisation du commerce. Grâce à l'initiative de programme *Petites, moyennes et micro-entreprises : Innovations et technologie*, décrite en page 54, le CRDI est devenu une importante source de financement de la recherche dans ce secteur capital, trop souvent négligé.

Alors que les gouvernements et les citoyens conviennent volontiers de la nécessité de mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, des stratégies d'emploi pour les jeunes, il semble qu'ils soient plutôt en désaccord quant à l'importance des questions environnementales. En 1997, le CRDI a participé au financement d'une vaste étude internationale qui a révélé que, dans tous les pays du monde (y compris dans des pays en développement comme le Nigéria ou la Chine), les gouvernements et les citoyens divergent d'opinion en ce qui a trait à l'environnement.

La première enquête internationale sur l'environnement indique clairement que les gens se préoccupent beaucoup plus de l'environnement qu'il y a sept ans lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro. Les gouvernements, en revanche, se sont davantage intéressés à l'économie. Le sondage révèle également que de plus en plus, la santé des enfants constitue une préoccupation majeure. Dans 19 des 20 pays à l'étude, plus de huit personnes sur dix se sont dites d'avis que la dégradation de l'environnement nuit à la santé de leurs enfants. *Les gens craignent pour la santé de leurs enfants et de leurs petits-enfants*, affirme Doug Miller, président d'EnviroNics International Ltd., l'organisme chargé du sondage. *Même à l'état latent, c'est un puissant levier politique*. Il prédit que cette appréhension et d'autres préoccupations relatives à l'environnement donneront lieu à une autre vague verte de progrès.



Qu'un environnement sain soit fonction d'une économie saine, voilà une notion qui s'est imposée avec force dans le Nord au terme de 40 ans de recherche en économie de l'environnement. Par son *Programme d'économie environnementale pour l'Asie du Sud-Est* (EEPSEA), dont il est question en page 30, le CRDI a contribué à ajouter cette perspective au programme de renouveau économique des décideurs de la région. Jusqu'à tout récemment, l'intensité de la prospérité économique en Asie du Sud-Est avait occulté la lourde charge que faisait peser sur l'environnement une croissance économique à deux chiffres. Au cours de la dernière année toutefois, les chercheurs d'EEPSEA ont retenu l'attention des ministres de l'environnement de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et du monde entier lorsqu'ils ont publié une étude sur les coûts réels des fumées et des feux qui ont ravagé l'Indonésie en 1997.

Les chercheurs d'EEPSEA ont su proposer des stimulants économiques pour obvier aux causes de l'épuisement des ressources et à la pollution de l'environnement. Les Philippines, par exemple, ont adopté un système de tarification des ressources et d'autres mesures économiques dans le cadre de leur politique de protection de l'environnement. Ils se préparent présentement à les mettre en œuvre.

EEPSEA témoigne du succès de ce qu'est un réseau de recherche bien rodé. Grâce aux technologies de l'information et de la communication (TIC), les participants d'EEPSEA sont au courant des derniers développements dans le domaine de l'économie de l'environnement et peuvent échanger des idées sur d'éventuels projets de recherche. Le CRDI s'est rendu compte que les TIC, associées aux réseaux de recherche, permettent de réduire l'isolement des chercheurs du monde en développement et d'accélérer la diffusion d'une information et d'un savoir indispensables.

Le CRDI a intensifié son recours aux réseaux, mais il a aussi constaté les besoins croissants de connectivité des chercheurs, institutions et autres partenaires du Sud à ces mêmes réseaux. En 1999, un projet de deux ans, connu sous le nom d'*Unganisha*, prendra fin. Il vise à rapprocher les responsables de projets isolés, à resserrer les liens entre les initiatives de programme et les agents de programme du Centre, et à améliorer la collaboration entre les divers services du CRDI. Les projets financés par le CRDI ont bénéficié d'une aide financière directe et de l'appui technique nécessaire pour trancher les équipes de projet à l'Internet, leur enseigner comment se servir des TIC et comment publier des documents sur le Web. *Unganisha* a permis aux chercheurs du Sud de profiter de la masse de renseignements disponibles sur l'Internet et, ce qui est encore plus important, de prendre part aux discussions et aux débats scientifiques régionaux ou mondiaux.



L'avocat laotien Phevipanh Ngaosyvathn participe à une conférence japonaise par le biais de l'Internet. Le service national de courriel a été mis sur pied par le Réseau panasiatique.

Une évaluation indépendante d'EEPSEA, effectuée par Moban Munasinghe, ancien chef de la Division de la politique et de l'économie de l'environnement de la Banque mondiale, a révélé que le programme avait satisfait à la majorité des critères d'évaluation ou les avait dépassés, et que la participation des femmes était remarquablement élevée.

Unganisha est un mot swahili qui signifie connectivité.



Il est essentiel de comprendre comment les gens et les sociétés acquièrent et utilisent le savoir – et pourquoi parfois ils échouent – pour améliorer la vie des populations.

– James Wolfensohn, Rapport sur le développement dans le monde (Banque mondiale, 1998)

Les TIC contribuent sans contredit à la mise en commun des connaissances et à la réalisation des programmes du CRDI. Le Centre n'est pas sans savoir toutefois que les TIC peuvent accentuer l'écart qui existe, tant en ce qui a trait au volume d'information disponible qu'à l'accès à cette information, entre le Nord et le Sud, et entre les riches et les pauvres de tous les pays du monde. Pour tenter d'échapper à ce piège, le CRDI s'est posé la question suivante : comment les collectivités désavantagées du monde en développement peuvent-elles faire appel aux TIC pour exploiter davantage leurs capacités et contourner certaines des difficultés qui font obstacle à leur développement ? La réponse est venue de la plus vaste initiative que le Centre ait jamais entreprise : le programme *Collectivités et société de l'information en Afrique*, ou Acacia.

Avec Acacia, le CRDI ne cherche pas à brancher l'Afrique tout entière. Au contraire, nous travaillerons surtout avec les collectivités rurales et désavantagées, en particulier avec les femmes et les jeunes, afin de démontrer comment les TIC peuvent être mises à contribution pour résoudre les problèmes de développement. Voir en page 42 la description d'un volet de la recherche menée par Acacia et le Réseau panasiatique sur la création de télécentres.

Les télécentres sont les derniers-nés d'une série d'instruments que le CRDI utilise depuis longtemps pour favoriser la mise en commun de l'information. Une information à jour et exacte est tout aussi vitale pour les gens et les collectivités qui cherchent à améliorer leur accès aux soins de santé qu'elle l'est pour les marchés financiers et les établissements bancaires internationaux. Pour les pays en développement cependant, avoir accès à l'information ou aux résultats de la recherche ne suffit pas : ces renseignements doivent se transformer en un savoir dont les gens peuvent se servir au quotidien.

La transformation des résultats de la recherche en connaissances utiles pour des villageois du monde en développement est un processus complexe. Vingt-neuf ans de recherche ont montré que bien des facteurs entrent en compte. La salubrité de l'environnement et la stabilité de l'économie, le système d'éducation, l'organisation sociale et culturelle et la gestion des affaires sont tous des éléments qui ont un rôle à jouer. Si la recherche que nous finançons doit permettre d'améliorer la vie des gens, il nous faut comprendre dans quelle mesure elle peut s'insérer dans leur quotidien; nous devons donc avoir une vue d'ensemble. En revanche, les outils scientifiques excellent dans le détail, dans la discipline rigoureuse que la recherche exige, dans ses résultats quantifiables et reproductibles. Ce n'est qu'en conjuguant les connaissances de diverses disciplines qu'apparaît, plus clairement, le portrait global. Voilà pourquoi les programmes du CRDI réunissent désormais des équipes pluridisciplinaires.

La voie de l'avenir

L'approche pruridisciplinaire adoptée par le Centre offre cette perspective plus vaste, nécessaire pour mieux comprendre des problèmes complexes comme la détérioration de la biodiversité ou la pauvreté. Le présent rapport annuel souligne éloquentement les bénéfices d'une telle approche.

Au cours de l'année qui vient, nous aurons l'occasion d'évaluer son efficacité et de rajuster le tir. Mars 2000 marque en effet la fin du plan de recherche en vigueur. Pour nous aider à élaborer le prochain plan quinquennal, nous comptons sur le savoir-faire de nos gouverneurs, dont huit proviennent de pays en développement et sont des professionnels de réputation internationale. Nous avons aussi demandé à d'éminents chercheurs, du Canada et du monde en développement, de nous faire part de leur point de vue. Et nous avons profité de l'expérience acquise « sur le terrain » par notre personnel régional. Tous ces apports sont essentiels à notre compréhension des besoins du monde en développement, besoins que viendra souligner la naissance du six milliardième membre de l'humanité.

Cette naissance, quelque part dans le monde en développement, devrait être l'occasion de se rappeler que 1,3 million de personnes ne vivent toujours qu'avec moins de 2 \$ canadiens par jour. Elle dira aussi comment, par le passé, l'humanité a constamment mis à profit l'intelligence collective pour surmonter les graves problèmes qui menaçaient sa survie. Tout au cours du siècle, les taux de mortalité infantile ont baissé et l'espérance de vie a augmenté grâce aux progrès de la médecine et des régimes de soins de santé. Le défi pour le CRDI et, de fait, pour tous les programmes de développement, consiste à concevoir des stratégies qui permettront à tous d'être à la hauteur des promesses qui les habitent à la naissance et de respecter ainsi l'intégrité et les limites de notre biosphère.

Voilà l'essence du développement durable et équitable, un objectif qui sera toujours celui du CRDI !

Maureen O'Neil

Maureen O'Neil
Présidente



En 1955, 21 millions d'enfants sont morts avant d'avoir atteint l'âge de 5 ans. En 1997, ils étaient 10 millions.

En 1900, l'espérance de vie était de 45 ans; en 1955, elle était passée à 48 ans; elle se situe présentement à 66 ans.

des mots des gestes

Le mandat

Lancer, encourager, appuyer et mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement.

Les objectifs

institutionnels

- Favoriser et appuyer la production et l'application de résultats de recherche susceptibles de mener à des politiques et à des technologies pouvant améliorer les conditions de vie dans les pays en développement.
- Mobiliser et consolider les capacités de recherche indigènes dans le Sud, en particulier les capacités ayant trait aux politiques et aux technologies qui favorisent la santé et la prospérité des sociétés, la sécurité alimentaire, la biodiversité et l'accès à l'information.

Les thèmes

- Protection de la biodiversité
- Exploitation équitable des ressources naturelles
- Sécurité alimentaire
- Information et communication
- Stratégies et politiques pour des sociétés en santé
- Emploi durable

Programmes

complémentaires

- Les Affaires publiques
- Le Bureau du partenariat et du développement des affaires
- L'Évaluation
- La Formation et les Bourses
- Le programme des Partenariats canadiens
- Les Services de gestion de l'information sur la recherche
- Le Soutien aux programmes

Les initiatives de programmé, les secrétariats et les autres activités de recherche

- **Acacia : Collectivités et société de l'information en Afrique** (page 39)
- Agriculture urbaine
- *Bellonet*
- **Bureau pour les initiatives en Europe centrale et de l'Est** (page 45)
- Commerce, emploi et compétitivité
- Consolidation de la paix et reconstruction
- **Des gens, des terres et de l'eau** (page 33)
- Développement économique durable au Viet Nam
- Écosystèmes et santé humaine
- Évaluation des réformes des politiques sociales
- Genre et développement durable
- Gestion communautaire des ressources naturelles
- Impacts micros des politiques macro-économiques et d'ajustement
- Initiative de recherche sur les politiques minières
- Initiative pour les micronutriments
- **Minga : solutions de rechange pour la gestion des ressources naturelles en Amérique latine et dans les Antilles**
- **Petites, moyennes et micro-entreprises : Innovations et technologie** (page 51)
- Plantes de couverture : Une contribution à l'agriculture durable
- Politiques environnementales nationales : Projet de transition
- Projet d'interventions essentielles en santé
- **Programme d'économie environnementale pour l'Asie du Sud-Est** (page 27)
- Recherche pour la lutte mondiale contre le tabac
- Réseau d'étude sur les politiques technologiques africaines
- Réseau de recherche sur la gestion de la demande en eau, Moyen-Orient et Afrique du Nord
- Réseau panasiatique
- Secrétariat du Réseau international de forêts modèles
- Secrétariat Gestion de l'environnement
- Secrétariat sur le commerce et les politiques industrielles
- Systèmes d'apprentissage (Afrique)
- Uganisha
- **Utilisation durable de la biodiversité** (page 21)



Pour joindre le CRDI

Sur l'internet : www.crdi.ca

Courriels : info@idrc.ca (renseignements généraux)
reference@idrc.ca (service de référence à la bibliothèque)
order@idrc.ca (commande de livres ou abonnement à *Explore*)
pub@idrc.ca (renseignements sur les publications du CRDI)
mag@idrc.ca (correspondance adressée à la rédaction du magazine électronique *Explore*)

Telnet : [ddbs.idrc.ca](telnet://ddbs.idrc.ca) (accès direct aux catalogues et aux bases de données de la bibliothèque)

SIÈGE SOCIAL

BP 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9

Adresse municipale :

250, rue Albert, 5^e étage,

Ottawa (Ontario), Canada K1P 6M1

Tél. : (+ 1.613) 236.6163

Téléc. : (+ 1.613) 238.7230

ASIE

BUREAU RÉGIONAL DE L'ASIE DU SUD-EST ET DE L'EST

Tanglin 101, Singapour 912404, République de Singapour

Adresse municipale :

30 Orange Grove Road, 7^e étage, RELC Building,

Singapour 258352, République de Singapour

Tél. : (+ 65) 235.1344

Téléc. : (+ 65) 235.1849

Courriel : asro@idrc.org.sg

Web : http://www.idrc.org.sg/index_f.html

BUREAU DE L'ASIE DU SUD

17 Jor Bagh, New Delhi 110003, Inde

Tél. : (+ 91.11) 461.9411/12/13

Téléc. : (+ 91.11) 462.2707

Courriel : rfinan@idrc.org.in

Web : http://www.idrc.ca/saro/index_f.html

AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

BUREAU RÉGIONAL DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES ANTILLES

Casilla de Correo-6379, Montevideo, Uruguay

Adresse municipale :

Plaza Cagancha 1335, Piso 9,

111000 Montevideo, Uruguay

Tél. : (+ 598.2) 902.20.31 à 34, 902.20.37 à 43

Téléc. : (+ 598.2) 902.02.23

Courriel : lacroinf@idrc.org.uy

Web : <http://www.idrc.ca/lacro/index.html>

AFRIQUE

BUREAU RÉGIONAL DE L'AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

PO Box 62084, Nairobi, Kenya

Adresse municipale :

Liaison House, 2^e et 3^e étages,

State House Avenue, Nairobi, Kenya

(N.B. Tout courrier doit être adressé à la directrice régionale)

Tél. : (+ 254.2) 71.31.60/1, 71.32.73/4, 71.33.55/6,

71.35.78/9, 71.36.90/1, 71.36.99

Téléc. : (+ 254.2) 71.10.63

Courriel : chunja@idrc.org.ke

Web : http://www.idrc.ca/earo/index_f.html

BUREAU RÉGIONAL DU MOYEN-ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD

PO Box 14 Orman, Giza, Le Caire, Égypte

Adresse municipale :

3, square Amman, 5^e étage, Dokki, Le Caire, Égypte

Tél. : (+ 20.2) 336.7051/52/53/54/57/58

Téléc. : (+ 20.2) 336.7056

Courriel : skamel@idrc.org.eg

Web : http://www.idrc.ca/cairo/index_f.html

BUREAU RÉGIONAL DE L'AFRIQUE AUSTRALE

PO Box 477, WITS 2050, Afrique du Sud

Adresse municipale :

Braamfontein Centre, 9^e étage, 23 Jorissen Street,

Braamfontein, Johannesburg 2001 Afrique du Sud

Tél. : (+ 27.11) 403.3952

Téléc. : (+ 27.11) 403.1417

Courriel : hpapaconstantinos@idrc.org.za

Web : <http://www.idrc.org.za>

BUREAU RÉGIONAL DE L'AFRIQUE CENTRALE ET OCCIDENTALE

BP 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal

Adresse municipale :

Avenue Cheikh Anta Diop, Angle Boulevard de l'Est,

Dakar, Sénégal

Tél. : (+ 221) 864.0000

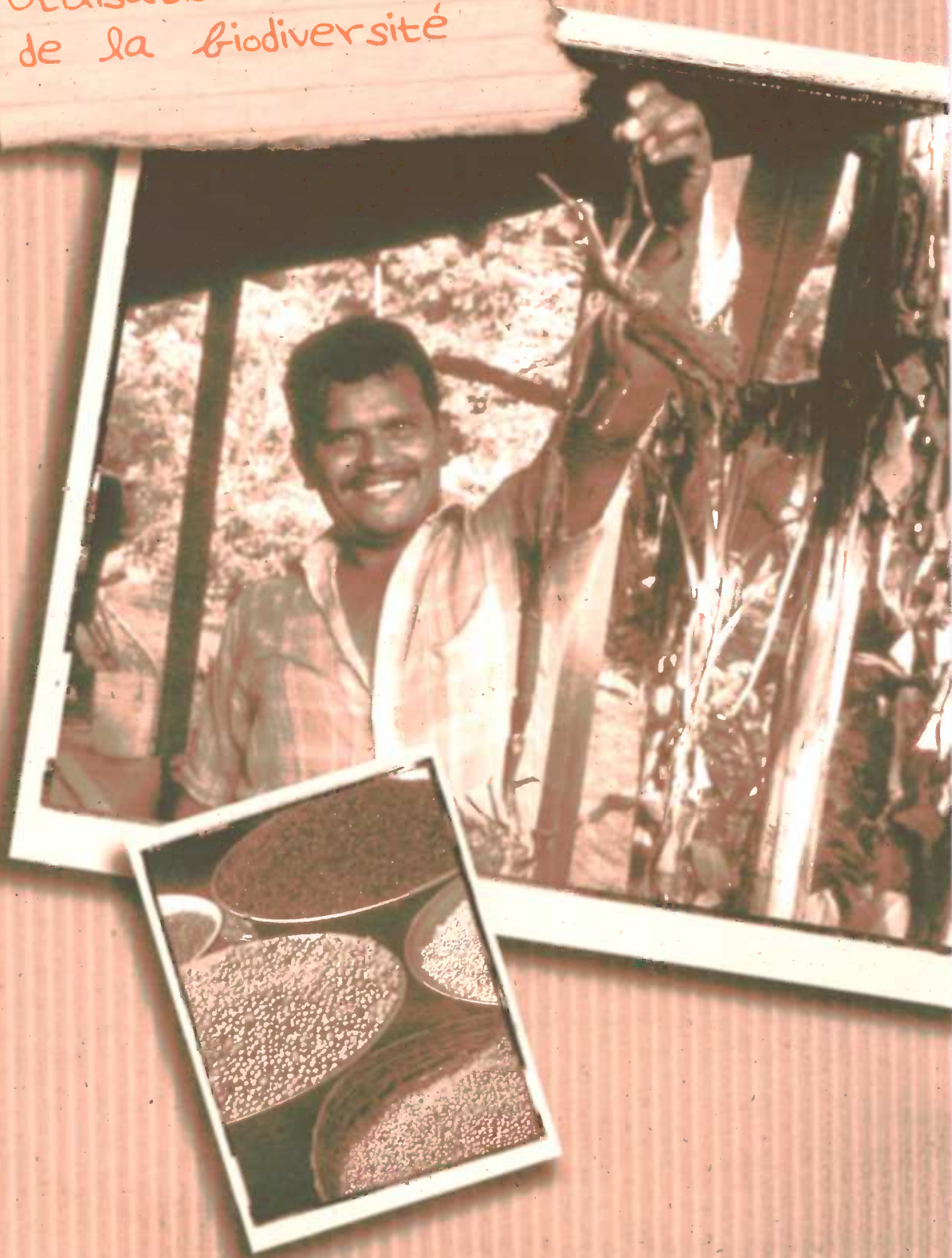
Téléc. : (+ 221) 825.3255

Courriel : kndiaye@idrc.org.sn

Web : http://www.idrc.ca/braco/index_f.html

Le thème : Protection
de la biodiversité

Utilisation durable
de la biodiversité





Utilisation durable de la biodiversité

L'enjeu


La marche de l'horloge biologique de la Terre est inexorable et, avec chaque seconde qui passe, d'autres micro-organismes, d'autres plantes, d'autres espèces animales disparaissent. On estime à une centaine par jour le nombre des espèces en voie de disparition qui viennent grossir la liste. Des écosystèmes entiers sont menacés par la destruction des habitats, la pollution, la surproduction agricole et l'introduction d'espèces végétales non indigènes. La mondialisation a exacerbé la situation en contribuant à l'érosion du savoir sur la biodiversité dans les collectivités locales et parmi les populations autochtones des pays du Sud où les ressources biologiques foisonnent.

Nous dépendons tous de la biodiversité : comme source de nourriture, de médicaments, d'équilibre écologique. Sans une diversité des ressources génétiques et un accès équitable aux avantages qu'elles procurent, notre capacité d'adaptation au changement est compromise et notre bien-être, menacé.



La solution

L'initiative de programme *Utilisation durable de la biodiversité* appuie la recherche sur le savoir indigène, la protection et la gestion de la biodiversité. En favorisant la conservation, ce genre de recherche fait en sorte que les collectivités apprennent à compter sur les ressources biologiques pour satisfaire leurs besoins fondamentaux : alimentation, logement et santé. Outre son incidence sur le plan local, la recherche a influé sur les débats politiques qu'ils soient régionaux, nationaux ou internationaux. Par exemple, l'initiative de programme a aidé les populations indigènes à présenter leurs points de vue aux réunions internationales sur la *Convention des Nations Unies sur la diversité biologique*, entente signée par 175 gouvernements qui se sont engagés à protéger la biodiversité.



De la biotechnologie à la botanique, des pratiques culturelles aux procédés agricoles, la biodiversité touche divers domaines. Une série de projets sur les plantes médicinales en Asie témoigne de la nature pluridisciplinaire des travaux; la recherche porte sur la production et le traitement des plantes médicinales, l'innocuité des substances phytothérapeutiques, les possibilités de revenu pour les collectivités et les pratiques commerciales. Les projets tentent aussi d'analyser les diverses façons dont les femmes et les hommes utilisent les ressources biologiques. La recherche a également pour objectif de favoriser l'accès à ces ressources et d'exercer un contrôle suffisant afin de veiller à préserver pour les générations à venir la diversité de la vie sur la planète.

Les objectifs

- Favoriser l'utilisation, la conservation et l'enrichissement du savoir, des innovations et des pratiques indigènes axés sur la protection de la biodiversité.
- Appuyer la création de modèles en vue de l'élaboration de politiques et de lois qui reconnaissent le droit de propriété intellectuelle et, partant, celui des populations autochtones et des collectivités locales à l'utilisation des ressources génétiques et aux avantages qui en découlent.
- Proposer des mesures incitatives, des méthodes et des politiques qui facilitent la participation des collectivités à la conception et à la mise en œuvre de stratégies de conservation et de développement de la biodiversité agricole et aquatique.
- Favoriser l'adoption de moyens d'existence durables et de mesures d'incitation à l'utilisation durable des produits naturels, notamment les plantes médicinales.

Les résultats

- Les résidents d'une réserve de la biosphère au Guatemala ont conclu avec le gouvernement un accord leur donnant le droit d'utiliser les ressources forestières comme gagne-pain, moyennant quoi ils assurent la gestion durable de la forêt. **(Reportage)**
- Plus de 20 millions d'hippocampes sont capturés chaque année afin d'approvisionner le marché des produits médicinaux traditionnels chinois. Des chercheurs du Canada, des Philippines et du Viet Nam étudient le commerce des hippocampes dans le cadre d'un vaste projet qui intègre la conservation des produits médicinaux d'origine marine, la gestion des ressources et le développement communautaire.
- Les 40 principaux groupes ethniques du Laos, chacun ayant ses propres traditions culturelles, ont contribué à favoriser la diversification génétique en exploitant la flore et la faune qui constituent la richesse du pays. L'Université de la Colombie-Britannique a travaillé en collaboration avec le gouvernement laotien à la préparation d'un projet de loi qui assurerait la protection et la gestion durable des ressources génétiques du Laos tout en garantissant un partage équitable des profits qui résulteront de leur exploitation commerciale.
- Cuba, le Nicaragua et Panama ont incorporé une recherche sur les plantes médicinales financée par le CRDI dans leur programme national de soins de santé primaires.



Fecha/Date: _____
Clima/Weather: _____

soleado/sunny nublado/cloudy lluvioso/rainy

Campamento a Camilita
Campsite to Carmelita

YEAR	No.	Juv.	Reg.	Notes
	No.	Juv.	Reg.	

La forêt des villageois.

Des villageois guatémaltèques prennent en charge une parcelle de forêt tropicale et découvrent dans l'utilisation durable des produits forestiers de nouvelles sources de revenu.



Le gouvernement du Guatemala a créé la Réserve de la biosphère Maya en 1990 pour protéger la faune et la flore de ces zones marécageuses d'Amérique centrale.



Les fermes remplacent les forêts alors que la population de Petén croît de 10 % l'an, les deux tiers en fonction de l'immigration.

Francisco Zepeda était sceptique. Ce travailleur solitaire de 52 ans avait passé sa vie dans les forêts de Petén à cueillir le chicle, latex utilisé dans la fabrication de la gomme à mâcher. Aussi n'est-ce pas sans méfiance qu'il a vu une organisation appelée ProPetén s'installer dans son village, Carmelita, au cœur de la Réserve de la biosphère maya, au nord du Guatemala. On lui proposait de poursuivre son travail comme *chiclero*, mais dans le cadre d'un projet communautaire de gestion de la concession forestière. En quoi pareil arrangement pouvait-il être profitable, à lui et aux autres résidents de Carmelita ?

Aujourd'hui, deux ans plus tard, 70 % des villageois ont été embauchés dans le cadre du projet et ont formé une coopérative. Ils ont acheté une voiture qui a été mise à la disposition de la collectivité et ont commencé à construire une école. L'exploitation traditionnelle des produits forestiers se poursuit mais sans épuiser les ressources locales. Le déboisement autour du village a considérablement ralenti. L'écotourisme y est florissant; la couverture arborescente, les nombreuses espèces d'oiseaux rares et les précieux vestiges de la civilisation maya attirent un grand nombre de visiteurs.

Tous ces avantages proviennent d'un accord signé en 1997 avec le gouvernement du Guatemala qui a donné lieu à la création d'une des plus vastes concessions forestières d'Amérique centrale. Cet accord stipule que les habitants de Carmelita détiennent les droits exclusifs d'utilisation des ressources des 54 000 hectares que couvre la réserve nationale. ProPetén, organisation qui a d'abord été établie comme unité locale de l'agence Conservation International (CI), basée à Washington, a aidé les villageois à délimiter la concession et à élaborer un plan de gestion. Ce plan identifie les zones où se fera l'exploitation des ressources renouvelables traditionnelles comme le *chicle*; le *xaté*, une fougère ornementale; et la *pimienta gorda* ou piment de la Jamaïque, communément appelé toute-épice. L'exploitation forestière est permise, mais sur certaines parcelles seulement. Le plan de gestion détermine aussi les habitats vitaux qui doivent demeurer à l'état sauvage. Un comité communautaire coordonne la gestion de la concession; Zepeda en assume la présidence.

Carmelita est au cœur de l'expérience que ProPetén a menée dans la Réserve de la biosphère maya, convaincue que la protection de la biodiversité n'est pas incompatible avec les besoins économiques des collectivités. Les enseignements que l'on peut tirer de cette expérience sont d'une importance cruciale pour Petén, le département le plus au nord du Guatemala et une des régions où la richesse de la biodiversité incite à une exploitation débridée. Au terme de 36 ans de guerre civile, en 1996, les colons se sont rués vers les terres inhabitées de Petén, leur nouvel espoir. L'exploration pétrolière et gazière a repris et les routes menant aux sites sont vite devenues des points de transit pour les nouveaux migrants et les réfugiés rapatriés en quête de terres où se réinstaller. Ils ont importé la culture sur brûlis peu appropriée au climat et aux sols de la région. L'élevage de bovins en liberté et les interventions forestières illégales ont détruit de vastes parcelles de terrain forestier.

Pour contrer ces pratiques qui menacent les forêts, ProPetén canalise ses efforts sur la Réserve de la biosphère maya, région de 1,6 million d'hectares qui représente 19 % des terres du pays et 50 % de ses forêts. ProPetén cherche de nouveaux moyens de mettre fin à la destruction de la biodiversité



Le chiclé est récolté ici depuis le siècle dernier pour fabriquer la gomme à mâcher. De nouveaux outils de mesure développés par le projet du CRDI tendent à rendre cette opération durable.



de la réserve. Le projet a été mis en œuvre dans huit villages et aujourd'hui des entreprises soucieuses de l'environnement, qui mettent en valeur les ressources forestières et le tourisme écologique, procurent à un grand nombre de villageois une bonne part de leurs revenus. ProPetén espère que ces entreprises, pourvu que les collectivités locales aient la haute main sur leurs ressources, offriront aux collectivités de la région des stimulants économiques suffisants pour les inciter à protéger la réserve et à décourager l'établissement de nouveaux arrivants.

ProPetén a contribué à la mise sur pied d'environ 40 micro-entreprises, connues sous le nom d'*ecoempresas*. Les produits mis en marché comprennent les sources traditionnelles de revenus comme le *chiclé* de même que de nouvelles « gammes de produits » tels que le miel organique, les pots-pourris, les champignons et les plantes médicinales. EcoMaya, une branche des *ecoempresas* chargée de la commercialisation, aide les collectivités à trouver de nouveaux débouchés pour leurs produits sur les marchés national et international. Un de ses premiers succès a consisté à signer une entente avec la firme britannique The Body Shop afin de lui fournir des végétaux provenant de la réserve pour ses pots-pourris de Noël. Des négociations sont aussi en cours avec une agence internationale de tourisme vert en vue d'organiser des circuits sur des pistes d'écotourisme exploitées par les Peteneros.

L'écotourisme est une des entreprises les plus prometteuses de la réserve. Le tourisme est la deuxième activité économique en importance au Guatemala et les écocircuits attirent un nombre croissant de voyageurs audacieux. Il existe présentement trois pistes d'écotourisme dans la réserve, chacune étant gérée et exploitée par des comités d'écotourisme communautaires. Les villageois fournissent l'équipement et les mules, et font office de guides, de cuisiniers et d'interprètes.

La participation des touristes à la surveillance écologique dans la réserve fait partie des nouvelles activités du tourisme vert. Lors de leurs randonnées pédestres, les touristes notent l'espèce et le nombre d'animaux qu'ils rencontrent, les conditions de la piste et tout signe d'activité humaine. Grâce à ces données, les collectivités et ProPetén peuvent évaluer l'incidence des changements effectués dans la réserve et prendre des mesures afin de prévenir les défrichements illicites en forêt.

Élaborés grâce à l'aide du CRDI, ces programmes de surveillance et d'évaluation sont des composantes de base de toutes les *ecoempresas*. Ils aident à déterminer la rentabilité de chaque entreprise et sa viabilité à long terme. Ainsi, une micro-entreprise de pots-pourris a découvert que l'écorce teinte qui entrait dans la composition de ses produits ne pouvait être soumise à une exploitation intensive; elle s'est donc tournée vers une autre source d'approvisionnement.

ProPetén a toutefois subi quelques revers. En 1997, des agriculteurs migrants ont mis feu à une station biologique expérimentale située le long d'une des pistes et ont pris plusieurs membres du personnel en otage. Les conflits se sont apaisés à force de consultations, mais les colons qui se sont installés illégalement exercent encore de fortes pressions. À Laguna del Tigre, une partie de la réserve convertie en parc national, les squatters sont plus de 4 000. ProPetén a créé une nouvelle organisation non gouvernementale afin de protéger le parc qui comporte d'importantes ressources d'eau douce. Le nom donné à l'ONG témoigne de la mission que s'est fixée ProPetén : Canan Kax, le gardien de la forêt en langue indigène.



Carlos Soza Manzanero

Le futur de Petén est entre les mains de gens comme Carlos Soza Manzanero.

Greg Love, coordonnateur du projet guatémaltèque, Conservation International

Carlos Soza Manzanero dirige ProPetén et est originaire de la région. Sa famille récolte le *xaté*, une plante ornementale.

Jeune, il a étudié aux États-Unis mais est rentré au pays pour participer à la conservation et à la préservation de sa région.



En 1997, Carmelita signait une entente avec le gouvernement guatémaltèque. La communauté héritait ainsi d'une réserve de 54 000 hectares, l'une des plus grandes en Amérique centrale.



Francisco Zepeda

J'ai compris que ProPetén ne voulait pas de nos ressources. Ils voulaient simplement que nous profitions de nos forêts en les conservant.

Tout un défi!

*En 1997, Francisco Zepeda a été nommé Président du Comité de Carmelita qui gère la concession forestière.

Regard sur l'avenir

ProPetén est à négocier un accord pour la création, dans une autre zone de la réserve, d'une concession forestière deux fois plus grande que celle de Carmelita. Les activités menées dans la réserve consisteront surtout en initiatives écologiques, telles que l'écotourisme, et en travaux de recherche scientifique. L'objectif ultime du projet est de devenir parfaitement autonome, les collectivités locales assumant l'entière responsabilité de la gestion et de l'utilisation des ressources forestières sans aide technique ou financière extérieure.

L'initiative de programme continuera d'appuyer principalement des réseaux de chercheurs et des recherches sur la biodiversité qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes. En ce sens, le projet *Crucible II* constitue une importante initiative de politique puisqu'il s'agit d'une tribune qui regroupe des représentants des institutions de recherche agricole, des populations indigènes, des organisations non gouvernementales, du milieu universitaire et de l'industrie. Il amorce présentement une deuxième étape au cours de laquelle seront élaborées des options stratégiques devant faire l'objet de la prochaine série de négociations globales sur les droits de propriété intellectuelle en matière de ressources génétiques.



Une travailleuse rassemble des produits de la forêt (semences, fleurs, écorces et feuilles) qui servent à produire un pot-pourri vendu sur les marchés internationaux sous le nom de Gatherings.

Des liens à explorer

Magazine électronique *Explore*, « La gestion des ressources dans la Réserve de la biosphère maya » : http://www.idrc.ca/reports/read_article_french.cfm?article_num=258

Magazine électronique *Explore*, « La création d'entreprises écologiques dans la Réserve de la biosphère maya » : http://www.idrc.ca/reports/read_article_french.cfm?article_num=290

Magazine électronique *Explore*, « Éducation et conservation à la Réserve de la biosphère maya » : http://www.idrc.ca/reports/read_article_french.cfm?article_num=216

Site de travail (anglais): <http://www.idrc.ca/biodiversity>

Site de Conservation International : <http://www.conservation.org>

Le thème : Exploitation équitale
des ressources naturelles

Le Programme d'économie
environnementale pour
l'Asie du Sud-Est






Le Programme d'économie environnementale pour l'Asie du Sud-Est


L'enjeu

Tout nouveau visiteur de l'Asie reçoit un choc devant l'engorgement des routes et la pollution qui affligent presque toutes les villes. Se déplacer de quelques kilomètres dans Jakarta ou Bangkok peut être un véritable supplice tant les véhicules agglutinés crachent une épaisse fumée noire. Ce problème, l'un des plus visibles en Asie, entraîne des coûts énormes tant sur le plan de la productivité que de la santé humaine.



À une heure de vol de Jakarta se trouve une ville où la circulation est fluide et l'air est limpide. À Singapour les conducteurs doivent payer des droits élevés pour l'enregistrement de leur automobile, selon une stratégie du pollueur-payeur qui a effectivement réduit la congestion des artères et la pollution. Les recettes servent à financer un système de transport en commun de premier ordre. Bien qu'exceptionnel, ce type de politique est capital en Asie du Sud-Est où l'accélération de la croissance économique s'est faite au détriment de l'environnement. Et comme rien ne semble vouloir mettre un frein à l'épuisement des ressources naturelles, il faut prendre de nouvelles mesures pour convaincre les gouvernements de la région que la protection de l'environnement n'est qu'un des nombreux éléments d'une saine gestion économique. Des recherches effectuées dans des domaines négligés par l'analyse économique traditionnelle, tels que l'effet de la pollution sur les dépenses de santé, témoignent de la nécessité d'adopter des politiques qui puissent profiter à la fois à l'environnement et à l'économie.

La solution



Le Programme d'économie environnementale pour l'Asie du Sud-Est (EEPSEA) a été créé en 1993 à l'appui de la formation et de la recherche en économie environnementale. Il a pour objectif de renforcer les capacités locales d'analyse économique des enjeux environnementaux, qu'il s'agisse d'évaluer les dommages causés à un cours d'eau contaminé par les résidus d'une mine de cuivre dans les Philippines ou de déterminer les conséquences pour l'environnement et les agriculteurs de la libéralisation du commerce à Sri Lanka. En calculant les coûts des problèmes environnementaux (démarche novatrice dans le monde en développement), la recherche financée par EEPSEA permet de conseiller judicieusement les décideurs.

Le réseautage sur lequel se fonde le programme permet non seulement de fournir de l'aide financière mais aussi d'organiser des réunions, de trouver des personnes-ressources, de donner accès à des ouvrages de référence et à des éditeurs spécialisés. Il offre aussi la possibilité de prendre connaissance des résultats de recherches semblables réalisées dans les dix pays membres : le Cambodge, la Chine, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, Sri Lanka, la Thaïlande et le Viet Nam. Le pôle d'attraction du programme EEPSEA est sans contredit l'atelier biennal qui regroupe chercheurs, gens du métier et décideurs de la région et du monde entier.

EEPSEA est financé par un groupe de sept donateurs. Un Comité consultatif, composé de chercheurs chevronnés, de décideurs de la région et d'intervenants internationaux établit les priorités du programme en matière de recherche et de formation. Le CRDI administre EEPSEA par l'entremise d'un petit secrétariat à Singapour et dans les Philippines.

Les objectifs

- Favoriser la recherche axée sur les politiques écologiques et de développement afin de répondre aux grandes questions de l'heure en Asie du Sud-Est.
- Créer un réseau régional de chercheurs locaux qualifiés en économie de l'environnement et des ressources.
- Travailler en partenariat avec les établissements d'enseignement et de recherche pour accroître la portée des activités du programme.
- Servir de catalyseur pour susciter dans la région des interventions visant à promouvoir le développement économique durable.


Les résultats

- Les résultats d'une étude sur les coûts économiques des dommages causés par les fumées et les feux de forêt qui ont ravagé l'Indonésie en 1997 ont été présentés aux ministres de l'Environnement de l'ANASE en 1998. L'étude a aussi fait l'objet de discussions au sein du Comité des affaires humanitaires et sociales de l'Assemblée générale des Nations Unies. **(Reportage)**
- EEPSEA a offert des cours de formation à près de 150 personnes et financé environ 65 projets de recherche.
- Plus de 30 % des gens qui vivent à Manille, capitale des Philippines, n'avaient pas accès à un service d'eau public. Il s'agissait pour la plupart des pauvres de la ville, obligés d'acheter de l'eau potable à des prix outrés. Les chercheurs ont examiné les moyens d'améliorer l'approvisionnement en eau, notamment grâce à des stimulants économiques, et leurs conclusions ont conduit à des projets de contrats pour la privatisation des services d'approvisionnement en eau de Manille.
- Les parcs nationaux de la Thaïlande manquent de fonds pour contrer les menaces que posent les établissements humains illégaux, les incendies de forêt, l'érosion du sol et la pollution. Adis Israngkura a conçu un cadre pour l'instauration d'un système de perception de droits en vue de financer la conservation des parcs. Ses recherches ont inspiré l'élaboration de plans directeurs pour deux parcs nationaux.
- Shiqui (Susan) Zhang a effectué une recherche, financée par EEPSEA, sur la pollution provenant des centrales thermiques alimentées au charbon. En 1998, elle représentait la Chine à deux rencontres internationales tenues dans le cadre du *Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone*. Elle est récipiendaire du premier Prix des jeunes scientifiques de l'environnement accordé par la Chine.



Des feux de forêt dévastateurs

Une étude fait le bilan des dommages causés par les fumées et les feux de forêt qui ont ravagé l'Indonésie en 1997.




Jamais au cours du siècle l'Asie du Sud-Est n'avait-elle connu une catastrophe écologique aussi terrible. Pendant de longs mois, en 1997 et 1998, l'Indonésie a été ravagée par des feux de forêt causés par un défrichement débridé et par les sécheresses. En 1997 seulement, plus de 5 millions d'hectares ont été détruits (une superficie presque égale à celle de la Nouvelle-Écosse) et la région s'est recouverte d'une épaisse fumée délétère, mettant en danger la santé de 70 millions de personnes.

Pour faire face à cette situation, EEPSEA et le Fonds mondial pour la nature en Indonésie ont entrepris une étude afin d'évaluer les coûts des pertes subies. Une équipe formée de chercheurs de l'Indonésie, de la Malaisie et de Singapour s'est rapidement mise à l'œuvre, assistée des spécialistes et du personnel d'EEPSEA et du Fonds.

Les coûts déterminés par les chercheurs à l'aide d'une importante banque de données et de diverses méthodes d'analyse touchent divers secteurs : bois d'œuvre, agriculture, biodiversité, produits de la forêt (autre que le bois d'œuvre), production industrielle et tourisme. L'étude a aussi évalué les coûts sur la santé à court terme, les fumées entraînant une sérieuse augmentation des troubles respiratoires. Même selon des estimations modérées, les pertes totales s'élevaient à 4,5 millions de dollars US, soit un montant supérieur à celui des dommages évalués aux fins des responsabilités légales dans les désastres de Bhopal et d'Exxon Valdez conjugués.

Les chercheurs ont également cerné les coûts sur le plan du potentiel perdu. En Indonésie, la valeur des ressources perdues équivaldrait au coût des services d'hygiène publique, d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées pour toute la population pauvre des régions rurales. À Singapour, les pertes subies dans le seul domaine du tourisme auraient pu financer intégralement pendant trois ans les caisses de secours du pays tout entier, lesquelles regroupent 50 organismes de charité qui viennent en aide à 180 000 personnes.

Outre l'évidente pertinence de ces conclusions sur le plan économique, l'étude présente des recommandations de principe afin de prévenir et de contenir à



En 1997, alimentés par El Niño et la sécheresse, de petits feux isolés sont vite devenus un infernal brasier, causant pour 4,5 milliards de dollars US de dommages en Indonésie.

L'étude a démontré que 80 % des feux avaient été intentionnellement allumés par des propriétaires de plantations; le reste étant allumé par des paysans pratiquant l'agriculture sur brûlis.

Le tourisme, une importante source de revenus en Asie du Sud-Est, a particulièrement souffert des feux.



l'avenir les feux de forêt. Les chercheurs recommandaient de modifier les pratiques de défrichement, d'adopter des méthodes d'aménagement forestier plus durables et d'utiliser à meilleur escient les résultats des contrôles des incendies.

Les résultats eurent une influence immédiate sur le gouvernement. Un rapport d'étape, comprenant une évaluation des dommages causés par les fumées seulement, fut présenté aux ministres de l'Environnement de l'ANASE en février 1998 afin d'aider à l'élaboration d'un plan régional de lutte contre les fumées. À l'issue de la rencontre, lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure Singapour pouvait aider l'Indonésie à circonscrire les incendies, le ministre de l'Environnement de Singapour a déclaré : *Même avec un budget serré, nous devons tenir compte de cette priorité car si nous n'aidons pas l'Indonésie, il s'ensuivra des pertes économiques énormes tant pour Singapour que pour la région tout entière. Tout l'argent que nous pourrions y consacrer sera de l'argent bien placé.* Les membres du Comité des affaires humanitaires et sociales de l'Assemblée générale des Nations Unies ont aussi pris connaissance de l'étude lors d'une réunion présidée par le sous-secrétaire général de l'ONU. Les conclusions et recommandations de l'étude continuent d'inspirer l'élaboration de plans d'action et la mise en œuvre de projets dans la région, tels que les systèmes d'alerte rapide ou des méthodes d'aménagement forestier autres que le déboisement, afin d'empêcher les feux de forêt.

L'étude a reçu une ample couverture médiatique, faisant l'objet de plus 130 mentions tant par les stations de télévision locales que dans les réseaux nationaux comme CNN, la BBC et Radio-Canada ou des quotidiens comme le *Globe and Mail*, le *Financial Times* et le *Washington Post*. Qui plus est, sa diffusion par des agences de presse comme Reuters donne à entendre que le rapport paraîtra dans les grands journaux du monde entier.

L'Indonésie aurait écopé de 85 % des dommages. La crise financière n'aura fait qu'empirer une situation déjà critique.

FIRE AND HAZE RELATED DAMAGES (USD)			
TYPE OF LOSS	LOST TO INDONESIA	LOST TO OTHER COUNTRIES	TOTAL
TIMBER	493.7	—	493.7
AGRICULTURE	470.4	—	470.0
DIRECT FOREST	705.0	—	705.0
INDIRECT FOREST BENEFITS	1077.1	—	1077.1
CAPTURABLE BIODIVERSITY	30.0	13.4	30.0
FIRE FIGHTING COSTS	11.7	272.1	25.1
CARBON RELEASE	—	16.8	272.1
SHORT TERM HEALTH	924.0	135.8	940.8
TOURISM	70.4	181.5	256.2
OTHER	17.6	—	199.1
TOTAL FIRE & HAZE	3799.9	669.6	4469



Agus Purnomo

Le directeur du Fonds mondial pour la nature de l'Indonésie M. Agus Purnomo, s'adressait au secrétariat de l'EPPSEA à Singapour dans un courriel pour suggérer que les deux organisations collaborent à une étude économique sur l'impact des feux. À peine trois semaines plus tard, des chercheurs se rencontraient à Jakarta, soulignant la souplesse et l'agilité de l'EPPSEA face à une catastrophe d'une telle ampleur.

M. Purnomo est lui-même passé par l'EPPSEA où il faisait partie d'un groupe de chercheurs en environnement qui devaient passer cinq semaines intensives à étudier le nouveau champs de l'économie environnementale à l'Université Harvard en 1993. Dès après ces études, il se liait à la Fondation Rockefeller de New York avant de retourner en Indonésie pour diriger le Fonds mondial pour la nature.



On estime à près de un milliard de dollars US les coûts de santé immédiats.



Jack Ruitenbeek

Nous voulons que cette étude attire l'attention des politiciens. Affirmer que les feux ont coûté cinq milliards attire plus l'attention que de dire simplement « beaucoup de gens ont été affectés », explique Jack Ruitenbeek, un expert international en économie environnementale, établi en Colombie-Britannique. M. Ruitenbeek est responsable de la méthodologie

et des modèles d'évaluation originaux retenus par cette étude. Il a ainsi pu trouver le moyen de dégager les coûts des dommages causés par les feux de ceux induits par la sécheresse ou la crise financière asiatique. Il va que des éloges pour l'approche de l'EEPSEA qui, dit-il, laisse les économistes locaux faire le travail entourés d'experts internationaux, là pour les aider. Présentement, M. Ruitenbeek enseigne à des étudiants de toute l'Asie un cours en économie environnementale de cinq semaines lancé par l'EEPSEA à l'Université Las Banas aux Philippines.

Regard sur l'avenir

L'étude sera coéditée sous le titre *Indonesia's Fire and Haze*, par l'Institut d'études de l'Asie du Sud-Est et le CRDI vers la fin de 1999. Le livre présentera en détails les résultats de l'étude ainsi que la méthodologie utilisée par les chercheurs.

La crise économique en Asie met l'environnement davantage en péril, l'exploitation des ressources naturelles pouvant s'intensifier afin d'accroître rapidement les revenus. Aussi le rôle que joue le programme EEPSEA, en attirant l'attention sur les avantages économiques de la protection de l'environnement, prendra-t-il une importance accrue dans cette région en rapide évolution. Il faudra aussi appuyer les associations nationales d'économistes de l'environnement et organiser des colloques à l'intention des journalistes et des organisations non gouvernementales. Les nouvelles technologies de l'information permettront également d'accroître la portée d'EEPSEA, grâce aux sites Web, au télé-enseignement et aux groupes de discussion.



L'étude a recommandé au gouvernement indonésien et à la communauté internationale d'abandonner l'idée d'assécher un million d'hectares de marécages pour les convertir à la riziculture. Les feux dans ces marais asséchés devaient être les plus difficiles à circonscrire et dégager d'épaisses fumées chargées d'acide sulfurique.

Des liens à explorer

Magazine électronique *Explore*, « L'étude d'une catastrophe écologique : les enseignements tirés des incendies en Indonésie » : http://www.idrc.ca/reports/read_article_french.cfm?article_num=283

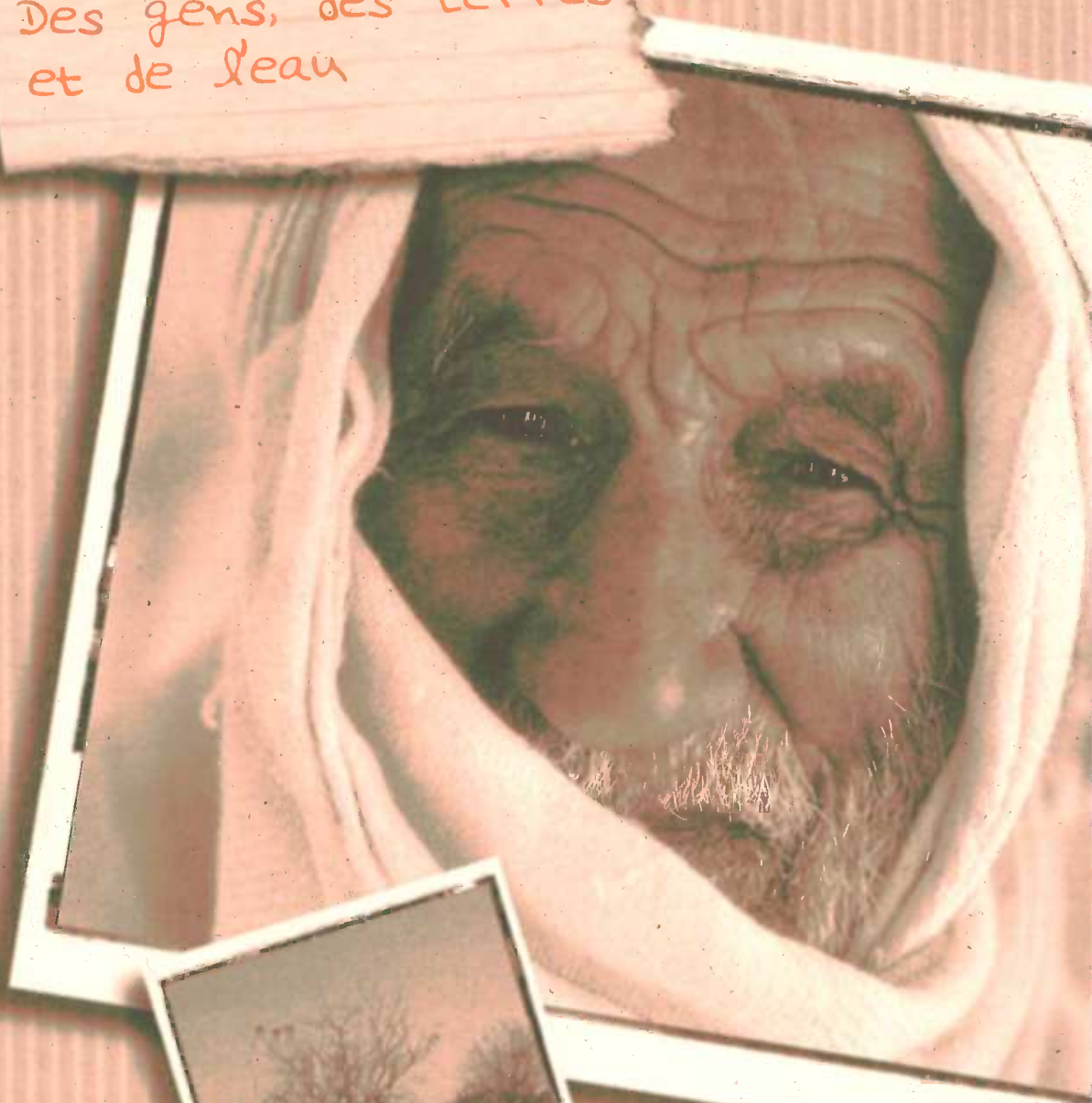
Rapport spécial, « *The Indonesian Fires and Haze of 1997: The Economic Toll* » : <http://www.idrc.org.sg/eeppsea/specialrept/specreptIndofire.htm>

Magazine électronique *Explore*, « Le coût des fumées de 1997 » : http://www.idrc.ca/reports/read_article_french.cfm?article_num=230

Site de travail : <http://www.idrc.org.sg/eeppsea/>

Le thème : Sécurité
alimentaire

Des gens, des terres
et de l'eau





Des gens, des terres et de l'eau

L'enjeu


Dans la plupart des régions rurales de l'Afrique et du Proche-Orient, les gens dépendent directement des terres et de l'eau : ils se nourrissent de ce qu'ils cultivent et boivent l'eau de leurs puits. Lorsque les champs sont épuisés et les puits à sec, la misère s'installe rapidement. Ce scénario n'est hélas que trop familier dans ces régions où l'eau et les terres arables sont rares. Le Proche-Orient ne peut compter sur aucune nouvelle source d'eau pour subvenir à ses besoins. En Afrique, la production alimentaire par habitant a considérablement diminué au cours des dix dernières années. L'activité humaine, à l'origine de ces problèmes, est aussi largement responsable de la désertification, de la pollution et du mauvais usage des ressources en eau. En outre, les programmes et les politiques élaborés pour résoudre ces problèmes échouent parce qu'ils prévoient rarement la participation à leur conception des gens concernés et ne tiennent nullement compte de leurs besoins, de leurs désirs et de leur savoir.

Des gens, des terres et de l'eau : une combinaison qui, sans contrôle, peut mener à la dégradation de l'environnement et décimer des populations.



La solution

L'initiative de programmes *Des gens, des terres et de l'eau* veut donner accès aux collectivités rurales de l'Afrique et du Proche-Orient à des sources plus sûres de nourriture, d'eau et de revenu. Aussi appuie-t-elle les recherches qui portent sur l'accès aux ressources en eau et en terres ainsi que sur l'usage qu'en font les hommes et les femmes, et proposent des moyens d'améliorer ces ressources. L'initiative est axée sur deux grands problèmes : la productivité du sol et la gestion de l'eau. Les projets financés vont de la recherche sur les moyens par lesquels les agriculteurs kenyans peuvent, de façon durable, augmenter le rendement de leurs champs de maïs à l'élaboration de politiques sur la gestion conjointe par Israël et la Palestine d'un point d'eau d'une importance vitale. Toutes les activités se concentrent sur les écosystèmes fragiles où les problèmes sont le plus aigus, comme les hautes terres d'Afrique orientale et centrale et les terres arides du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord.



L'initiative de programme peut tirer parti de l'approche qui a toujours réussi au CRDI : réunir des experts et les gens qui sont directement touchés par les problèmes de développement. Ainsi, un atelier tenu en Ouganda sur le développement durable du lac Victoria a rassemblé les représentants d'organisations non gouvernementales, d'organismes publics et privés, d'institutions internationales de même que des donateurs et des groupes d'agriculteurs et de pêcheurs. Favoriser la participation des populations locales à la recherche et envisager les problèmes de leur point de vue peut décider du succès des projets de développement et en assurer la durabilité.

Des gens, des terres et de l'eau : une formule gagnante pour trouver des solutions.

Les objectifs

- Mieux comprendre les facteurs qui conduisent à la dégradation du milieu naturel ou, inversement, à l'amélioration des ressources en eau et en terres.
- Contribuer à l'élaboration de politiques locales et nationales susceptibles d'améliorer l'accès, la disponibilité et la qualité des ressources en eau et en terres.
- Mettre au point et utiliser des stratégies de communication qui favorisent la participation des collectivités aux projets de développement.

Les résultats

- Au Mali, des essais *in situ* ont révélé qu'un champignon pouvait anéantir la striga, une mauvaise herbe responsable de la perte de 4,1 millions de tonnes de céréales chaque année. **(Reportage)**
- Des chercheurs israéliens et palestiniens de toutes disciplines — droit, écologie, hydrologie notamment — ont proposé diverses solutions pour la gestion conjointe de l'aquifère de montagne, qui fournit à Israël la moitié de son eau potable. Des hauts fonctionnaires du gouvernement participeront à la recherche sur la simulation des modèles de gestion proposés.
- Les participants à un atelier tenu en Jordanie ont analysé en quoi la philosophie et les pratiques islamiques influent sur la gestion des ressources en eau dans les pays musulmans. L'atelier, le premier sur ce sujet, a eu lieu sous les auspices d'un tout nouveau réseau de recherche sur la gestion de la demande en eau par les ruraux et les citadins du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord.
- Un nouveau réseau de recherche travaille en collaboration avec des collectivités d'Afrique du Sud afin d'y améliorer la gestion des ressources naturelles.
- Un programme sur l'analyse de la politique agricole (ASARECA) répertorie l'information de base et favorise la participation des collectivités à la conception et à l'évaluation de politiques agricoles.



Une lutte à finir contre la striga

Dans la lutte contre la striga, une plante adventice qui détruit les cultures céréalières en Afrique occidentale, le contrôle des parasites biologiques pourrait être la solution.



Lors d'essais au Mali, les chercheurs ont déterminé que le champignon *Fusarium oxysporum* pouvait réduire de 54 % à 90 % la croissance de la plante parasite Striga.



Les pertes attribuées à la Striga en Afrique s'élèveraient à 4,1 millions de tonnes par année, le sorgho étant le plus touché.

Marie Ciotola dépose son sac à dos et s'avance de quelques pas pour arracher un autre plant, prenant soin de ne rien perdre de la terre adhérent aux racines. L'attachée de recherche de l'Université McGill à Montréal arrive au terme d'une tournée de trois mois au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Elle recueille des végétaux et des échantillons de sol dans le cadre d'une véritable chasse organisée en vue d'enrayer la propagation de la *striga*, une plante parasite qui détruit les cultures céréalières en Afrique. Parmi les 250 organismes qu'elle a pu isoler de ses échantillons, elle espère en trouver un qui soit capable de venir à bout de la *striga*.

La striga est une calamité pour les cultures de subsistance. Parasite par nature, elle compense l'absence d'un système racinaire en pénétrant dans la racine des autres végétaux pour leur enlever des éléments nutritifs essentiels et en réduire la croissance. On estime que les deux tiers des 73 millions d'hectares consacrés aux cultures céréalières en Afrique, comme le maïs, le sorgho, le millet et le riz, sont touchés par la striga qui pullule dans les sols à faible fécondité où la diversité végétale est en baisse. Pour nombre d'experts, la striga est l'ennemi numéro un de la production alimentaire en Afrique où elle détruit jusqu'à 70 % des cultures de subsistance et entraîne une perte annuelle de revenus évaluée à 7 milliards de dollars US.

Les agriculteurs n'ont pas les moyens de se procurer les herbicides chimiques qui pourraient faire mourir le parasite, sans compter qu'il s'agit de substances nuisibles à l'environnement et à la santé humaine. En revanche, les produits naturels constituent une méthode de répression plus sûre. Le laboratoire de recherche sur les biopesticides de l'Université McGill que dirige Alan Watson effectue des recherches dans cette région, le CRDI lui ayant demandé en 1991 de mener une lutte à finir contre la striga. C'est dans le cadre de cette initiative que Marie Ciotola est partie pour l'Afrique.

Marie Ciotola cherchait des plants de striga portant des signes de flétrissure ou de pourriture, lesquels indiquent la présence de pathogènes fongiques dans le sol. Elle a isolé 250 organismes et en a choisi plusieurs fort prometteurs pour les faire analyser au laboratoire de l'université. Un en particulier, *Fusarium oxysporum*, a donné des résultats probants : non seulement il s'attaque au parasite, mais il en détruit aussi les graines. En 1994, des essais sur le terrain effectués au Mali ont donné des résultats encore plus spectaculaires : 90 % des plants de striga ont été

La production de *Fusarium* est perçue comme une tâche ménagère car elle requiert de tirer et de bouillir de l'eau.



supprimés mais les céréales ont été épargnées. Au moment de la récolte, le rendement des champs de sorgho avait même doublé. Des tests ultérieurs ont confirmé l'efficacité de *Fusarium*. Les données les plus récentes, recueillies en 1997, montrent que le champignon a enrayé à 84 % la striga des parcelles d'expérimentation. Les essais sur le terrain ont été menés en collaboration avec l'Institut d'économie rurale du Mali.

Après ces succès, il s'agissait de trouver un moyen de produire le champignon localement sous forme d'inoculum. Les chercheurs ont commencé par préparer un bouillon de culture qu'ils ont enfermé dans une petite capsule de gélatine. Ils ont découvert qu'il était possible de stériliser sur le feu les marmites utilisées pour la cuisine traditionnelle et de les utiliser pour y laisser fermenter le bouillon de culture dans de la paille de sorgho. Le mélange qui en résulte est alors mis à sécher et entreposé pendant plusieurs mois. L'époque des semailles venue, les agriculteurs peuvent retirer *Fusarium* des étagères où il séchait et le mêler aux semences. Une fois les graines semées, la pluie se charge d'activer l'inoculum.

La production locale de l'inoculum permet à *Fusarium* de faire plus qu'augmenter les ressources vivrières. Roger MacLean, étudiant diplômé qui travaille avec Watson, a laissé entendre que sa fabrication pourrait représenter pour les femmes des collectivités rurales un pouvoir économique et social accru. Après avoir effectué une étude socio-économique approfondie de 100 fermes, MacLaren a conclu que les femmes pourraient s'adonner à la production artisanale de *Fusarium* pour le vendre aux agriculteurs. La préparation de l'inoculum sec du champignon, à l'aide de marmites qu'elles ont toujours utilisées et d'eau, tout en restant dans leur sphère traditionnelle de travail pourrait constituer une nouvelle source de revenu. S'il a réussi à éradiquer la striga des champs des cultivateurs, *Fusarium* a aussi montré que l'indépendance financière des femmes et la quête d'indépendance alimentaire se complètent.



Marie Ciotola et Roger MacLean.

tous deux de l'Université McGill sont des acteurs clés de cette recherche. Partie seule en expédition scientifique, Marie Ciotola a ramassé des échantillons de plantes et de sols pour identifier des champignons pathogènes. Roger MacLean a de son côté étudié les fermes pour voir comment les femmes pourraient améliorer leurs revenus en produisant un herbicide biologique pour le vendre aux exploitants.

Ciotola et MacLean sont deux des nombreux chercheurs Canadiens qui contribuent leurs connaissances aux projets du CRDI tout en vivant une expérience de recherche unique dans un pays en développement.



La Striga menace la sécurité alimentaire de 100 millions d'Africains.



Certains paysans n'ont d'autre choix que d'abandonner leur terre, déclare Alan Watson, du Département de phytotechnie de l'Université McGill.

La jolie petite fleur rose de la Striga cache un redoutable parasite qui pénètre les racines des céréales pour utiliser son système racinaire, réduisant la croissance de la récolte.

La Striga répand des milliers de spores qui affligent la récolte suivante. La rotation des cultures ou l'utilisation d'herbicide demeure sans grand effet.

Regard sur l'avenir

L'équipe de recherche compte poursuivre ses expériences sur le terrain avec *Fusarium* et inciter les agriculteurs à participer plus activement aux essais et à la collecte des données. Idéalement, les essais mettront à contribution les habitants de cinq villages et les femmes participeront à la production de *Fusarium*. Les chercheurs visent aussi l'objectif plus lointain d'introduire *Fusarium* dans d'autres pays aux prises avec le parasite.

L'initiative envisage la création d'un réseau de recherche sur la gestion de la demande en eau en Afrique du Sud qui s'inspirerait de celui qu'il a déjà instauré avec succès au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Elle veut aussi créer un centre d'information sur le contrôle et la gestion de la jacinthe d'eau afin d'aider à supprimer cette plante aquatique qui envahit les eaux intérieures et menace les moyens de subsistance de millions de personnes en Afrique et au Proche-Orient. En 1999, l'initiative a également entrepris une évaluation exhaustive de ses programmes et de ses projets.



Plusieurs pays luttent contre la Striga dont le Burkina Faso, le Cameroun, le Nigeria, le Soudan et le Togo.

Des liens à explorer

Banque d'information Nayudamma, « Lutte biologique contre la striga » http://www.idrc.ca/nayudamma/striga_f.html

Site de travail : <http://www.idrc.ca/plawh>

Magazine électronique *Explore*, « Recherché : l'ennemi d'une herbe parasite » <http://www.idrc.ca/books/reports/1996/28-01f.html>

Le thème : Information et
communication

Acacia : Collectivités
et société de l'information
en Afrique



Acacia : Collectivités et société de l'information en Afrique

L'enjeu

Avec moins de 4,8 téléphones pour 1 000 personnes, il faut parfois compter jusqu'à une journée entière pour accéder à un téléphone public ou se brancher à Internet en Afrique subsaharienne. Pendant ce temps, au Canada, les téléphones portables sont dans presque tous les sacs à mains ou les poches de veston, et les gens, pressés d'obtenir une connexion instantanée à Internet, se plaignent de la lenteur des liaisons téléphoniques.

Il y a un écart énorme entre le Nord et les continents les plus pauvres de la planète. À l'exception de l'Afrique du Sud, seulement 1 personne sur 9 000 a accès à Internet en Afrique, comparativement à une moyenne mondiale de 1 pour 38. Ces inégalités accentuent davantage la division entre les sociétés où abonde l'information et celles où elle est rare. Alors que les technologies de l'information et des communications (TIC) deviennent ainsi des instruments de plus en plus précieux entre les mains des gouvernements, des entreprises, des organisations et des simples citoyens des pays du Nord, le monde en développement risque plus que jamais d'être laissé pour compte. L'Afrique, qui a déjà raté la révolution industrielle, ne peut se permettre de passer à côté de la révolution des télécommunications informatiques, avec toutes les implications qu'elle comporte pour le développement économique et social.

La solution

L'initiative Acacia, du nom d'un arbre qui pousse dans toute l'Afrique subsaharienne, est un programme complexe et ambitieux mis sur pied pour aider les collectivités désavantagées et les groupes sociaux du continent à prendre en mains leur propre développement, en s'appropriant et en utilisant judicieusement les TIC. Tout comme elles ont transformé la vie des pays industrialisés, Acacia croit que les TIC auront des répercussions révolutionnaires en Afrique.

Pour vérifier cette hypothèse, Acacia a lancé un programme intégré de projets de démonstration et de recherche en Afrique subsaharienne. Le programme s'est implanté à titre expérimental dans quatre pays : l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Sénégal et l'Ouganda. Les travaux touchent divers domaines : les politiques, les infrastructures, les technologies, la mise en valeur des ressources humaines, le renforcement des capacités et les applications de la recherche. Acacia contribue ainsi à l'harmonisation des politiques de télécommunications au sein des huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

Lancé en 1997, Acacia se consacre à l'expérimentation et à l'apprentissage. Chaque pays constitue un laboratoire différent pour évaluer les modèles favorisant l'accès des collectivités aux TIC et la question plus complexe du rôle de ces technologies dans le développement. Bien que l'on convienne généralement que l'information est essentielle au développement, les avis sont moins unanimes quant aux meilleurs moyens de la mettre en commun. Plusieurs voient les TIC comme un luxe qui vient détourner les investissements qui devraient répondre à des besoins fondamentaux comme l'approvisionnement en eau potable, les soins de santé primaires et l'éducation. Acacia est l'occasion de démontrer comment les TIC peuvent compléter ces objectifs de développement et aider à leur réalisation. Un programme de surveillance, nommé ELSA (Systèmes d'évaluation et d'apprentissage pour Acacia), cernera les succès et les échecs, lesquels à leur tour détermineront les activités courantes d'Acacia et les investissements éventuels dans les TIC au service du développement.

L'intérêt que porte le CRDI aux TIC n'est pas exclusif à l'Afrique. Le Centre finance aussi des projets d'infrastructure et de recherche en Amérique latine et, par l'intermédiaire du Réseau panasiatique (PAN), en Asie. Acacia et PAN donnent lieu à de fructueux échanges d'idées, de résultats et d'expériences relatifs à des projets qui rapprochent les pays et les continents.

Les objectifs

- Découvrir et démontrer comment les membres des collectivités désavantagées de l'Afrique subsaharienne, notamment les femmes et les jeunes, peuvent faire appel aux technologies de l'information et de la communication pour résoudre leurs problèmes de développement.
- Tirer des enseignements de la recherche et des expériences menées dans le cadre d'Acacia et assurer une vaste diffusion de ces résultats.
- Susciter l'intérêt des organismes internationaux pour les TIC et les inciter à utiliser ces technologies pour appuyer le développement des collectivités rurales et désavantagées et accroître leur accès aux TIC.

Les résultats

- Pour chacun des quatre pays où le projet pilote a été mis en œuvre, Acacia a consulté les principaux intervenants et décideurs pour élaborer une stratégie nationale. Ces stratégies constituent une orientation générale pour déterminer les projets à réaliser, communiquer l'information qui s'y rattache et donner suite aux résultats de la recherche sous forme de politiques et de mesures concrètes. Dans le cadre de chaque stratégie, Acacia a contribué à l'établissement de comités consultatifs nationaux qui participent aux projets et au développement des TIC dans les collectivités cibles.
- Le Sénégal a entrepris une décentralisation fort complexe qui autorise les populations locales à prendre part aux prises de décisions et à la prestation des services. Acacia aide à y implanter des instruments d'information, comme des logiciels de gestion budgétaire, afin de préparer les agents locaux à leurs nouvelles responsabilités.
- Acacia a joué un rôle important dans la promotion d'un réseautage scolaire et la diffusion en ligne de matériel didactique en Afrique du Sud et au Mozambique. Ces initiatives sont particulièrement profitables à de nombreuses écoles géographiquement éloignées et qui manquent de ressources.
- Acacia a entrepris, en partenariat avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), les réseaux Nortel, l'Institut des cadres supérieurs en gestion des télécommunications du Canada (TEMIC) et le gouvernement du Canada, une initiative visant à créer des centres de haut savoir à Dakar, au Sénégal, et à Nairobi, au Kenya.
- Les télécentres, considérés comme la version Internet des cabines téléphoniques, sont l'un des principaux moyens utilisés par Acacia pour faire l'essai de différentes méthodes permettant de faciliter l'accès aux TIC en Afrique. Le CRDI appuie également des projets de télécentres dans le cadre du Réseau panasiatique. (Reportage)



Acacia

Collectivités et sociétés de l'information en Afrique

Une étude de la Commission économique
des Nations unies pour l'Afrique a
démontré que chaque ordinateur
branché sur l'Internet en Afrique
desservait en moyenne trois usagers.

Un cybercentre communautaire

Deux initiatives du CRDI [Acacia et le Réseau panasiatique (PAN)] font appel aux télécentres pour connecter des collectivités pauvres à Internet et faciliter leur accès aux téléphones, aux télécopieurs et aux ordinateurs. Les télécentres sont également au cœur d'un vaste projet d'évaluation de l'incidence des technologies de l'information et de la communication sur le développement.



Le cybercentre communautaire de Nakaseke dessert les villages du nord de Kampala, en Ouganda où les infrastructures de télécommunication ont été détruites de 1971 à 1986.

Une étude effectuée en 1993 en Ouganda révèle que les fonctionnaires du gouvernement local devaient faire pas moins de 40 000 voyages par année pour s'occuper de questions administratives qui auraient pu être expédiées sur un simple coup de fil ou par lettre, si le téléphone et la poste avaient été des services fiables. Dans le continent voisin, une enquête menée dans 19 villages de Pondichéry, en Inde, indique qu'il n'existe pour desservir 22 000 habitants que 12 téléphones publics, dont trois sont en dérangement.

Partager des problèmes amène à trouver des solutions semblables. Le CRDI, dans le cadre de ses initiatives de programme Acacia et PAN, appuie des projets de télécentres en Afrique et en Asie pour permettre aux populations locales d'avoir accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Qu'il s'agisse d'un simple comptoir téléphonique ou d'installations offrant une gamme complète de services, les télécentres permettent aux habitants des régions rurales d'obtenir des renseignements utiles et d'échanger des idées avec des gens d'aussi près que le village voisin ou qui vivent à l'autre bout de la planète. En Ouganda, un télécentre situé dans une bibliothèque de Nakaseke offre plusieurs services conçus pour favoriser le développement rural dans une région ravagée par deux décennies de guerres civiles. Dans une boutique informatique de la région de Pondichéry, des femmes peuvent faire des appels téléphoniques et télécharger de l'information sur la santé à partir d'Internet, grâce au matériel installé dans un temple du village.



Le cybercentre communautaire de Nakaseke fait bon ménage avec la bibliothèque.

La Banque mondiale estime que les télécentres constituent « un puissant moteur de recherche et un instrument privilégié de lutte contre la pauvreté ». D'autres adoptent un point de vue plus critique, arguant que l'argent consacré aux télécentres serait dépensé à meilleur escient s'il servait à des programmes d'aide au développement plus traditionnels. Ne voulant pas rester étranger au débat, le CRDI fait l'essai de plusieurs modèles de télécentres en Afrique, en Asie et en Amérique latine pour se pencher sur diverses questions complexes. Les TIC améliorent-elles la qualité de vie ? Quelles applications serviraient le mieux les intérêts des collectivités pauvres ? En quoi le Web peut-il être profitable dans des régions rurales où le taux d'analphabétisme est élevé ? Comment l'accès à Internet, habituellement dicté par des considérations commerciales, peut-il être rentable dans des régions marginalisées ?

En installant des télécentres en différents endroits, le CRDI est à même d'étudier ces questions dans les conditions les plus diverses. Voici quelques-uns des nombreux projets de télécentres financés par Acacia et par PAN :

Les réseaux d'information peuvent-ils aider les communautés? Le télé-centre de Mamelodi, une bourgade pauvre de la banlieue de Pretoria en Afrique du Sud, fait partie des réponses.



- Un projet ayant pour but d'aider les populations autochtones de l'Équateur à protéger leur culture et leur terres grâce aux TIC. Des télécentres munis d'ordinateurs et de modems radio ont été installés dans trois collectivités éloignées dans les forêts d'Amazonie.
- Une initiative du gouvernement sud-africain visant à fournir à la population un accès universel aux TIC en installant, au cours des dix prochaines années, un téléphone à 5 km (une heure de marche) de chaque foyer. À cette fin, des télécentres ont été créés dans des collectivités désavantagées et insuffisamment desservies. Les installations ont eu lieu dans les locaux d'une association des femmes rurales et dans ceux d'une petite coopérative, dans une station de radio communautaire et dans un bureau de poste.
- Un télécentre polyvalent, à Tombouctou, au Mali, mis au point en partenariat avec l'Unesco et l'Union internationale des télécommunications (UIT). Ce télécentre, doté des plus récentes technologies de pointe, offrira des services de téléenseignement et de télé médecine ainsi que des services d'appoint aux entreprises.

L'évaluation est une importante composante des projets de télécentres. Aussi Acacia a-t-elle instauré un système d'évaluation et d'apprentissage, appelé ELSA, afin d'assurer la surveillance continue des télécentres en vue de tirer des succès et des échecs des enseignements qui orienteront les activités courantes et éventuelles de l'initiative de programme.

Bien que les projets de télécentres du CRDI en soient encore à leurs débuts, certains signes sont prometteurs. À Tombouctou, des médecins envoient des courriels à des collègues de l'étranger et lisent des extraits de revues médicales diffusés sur Internet. A Pondichéry, un groupe de 40 femmes, toutes des ouvrières possédant peu de biens, ont pu souscrire à une police d'assurance en cas de perte accidentelle d'un membre ou de décès par accident après avoir obtenu de l'information à ce sujet à leur boutique informatique. Une autre travailleuse y a découvert l'existence d'un programme gouvernemental de crédit et de formation pour la fabrication d'encens. Elle s'est inscrite au programme et fournit aujourd'hui de l'encens au magasin local.

Pour des gens qui n'avaient peut-être jamais composé un numéro de téléphone, les télécentres représentent l'occasion de dépasser les vieilles technologies. Acacia et PAN espèrent prouver que les TIC peuvent permettre aux pauvres de franchir d'un coup plusieurs étapes du développement pour profiter dès maintenant des avantages économiques et sociaux de l'ère informatique.



Esmé Modisane

Esmé Modisane est la gérante des Services d'information communautaire de Mamelodi. Elle a mis sur pied un programme de formation à l'informatique pour les jeunes qui utilise des bénévoles. Elle a aussi embauché une jeune recrue dans le cadre d'un projet de formation pour les femmes aux technologies informatiques. Déjà quelques-unes de ses «diplômées» ont déniché un emploi.

Modisane travaille à Mamelodi depuis 13 ans. Elle a œuvré avec les enfants, les jeunes et les personnes d'âge mur et connaît bien leurs besoins. Elle a aussi participé au programme de création d'emploi qui enseignait aux femmes à coudre, à tisser et à jardiner pour amasser un petit pécule.



Uma Rani et Sindari, bénévoles du Centre d'information Embolam à Pondichéry, en Inde, apprennent à manipuler des fichiers sonores.



Tombouctou

La médecine carbure à l'information. Ici, nous n'avons ni lune, ni autre. À chaque année, nous nous sentons de plus en plus dépassés.

Un médecin de Tombouctou, au Mali

Tombouctou compte un demi-million d'habitants mais seulement cinq téléphones publics. Le télécentre communautaire a été mis sur pied par Acacia avec le concours de l'UIT et de l'Unesco. Il permet aux médecins locaux de pratiquer la télé-médecine, de puiser aux ressources mondiales et de consulter des spécialistes.

Regard sur l'avenir

Les télécentres sont par nature des travaux constamment en voie d'exécution. De nouveaux télécentres ouvriront bientôt leurs portes, dans le cadre de projets qu'appuie Acacia au Mali, au Mozambique, en Afrique du Sud et en Ouganda, et d'autres financés par PAN au Mexique, au Pakistan et dans les Philippines.

L'ambitieuse mission de l'initiative Acacia continue à prendre de l'ampleur alors que le programme s'étend à d'autres pays d'Afrique avec la collaboration de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Un conseil consultatif international sera créé pour aider à orienter et gérer les activités d'Acacia. L'initiative de programme formera aussi des partenariats avec la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Unesco, l'UIT, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, d'autres donateurs nationaux ainsi qu'avec des exploitants et fournisseurs de services de télécommunications en Afrique.

Acacia poursuivra sa collaboration avec l'Association canadienne de la technologie de l'information afin de favoriser l'essor du secteur privé des TIC en Afrique et d'encourager la formation de partenariats entre les secteurs privés africain et canadien.



Les télécentres créent des entreprises comme ici dans un marché sénégalais.

Des liens à explorer

Site de travail Acacia : <http://www.idrc.ca/acacia/>

Site Web sur la stratégie nationale d'Acacia en Ouganda : <http://www.acacia.or.ug/>

Site Web du Réseau panasiatique : <http://www.panasia.org.sg/>

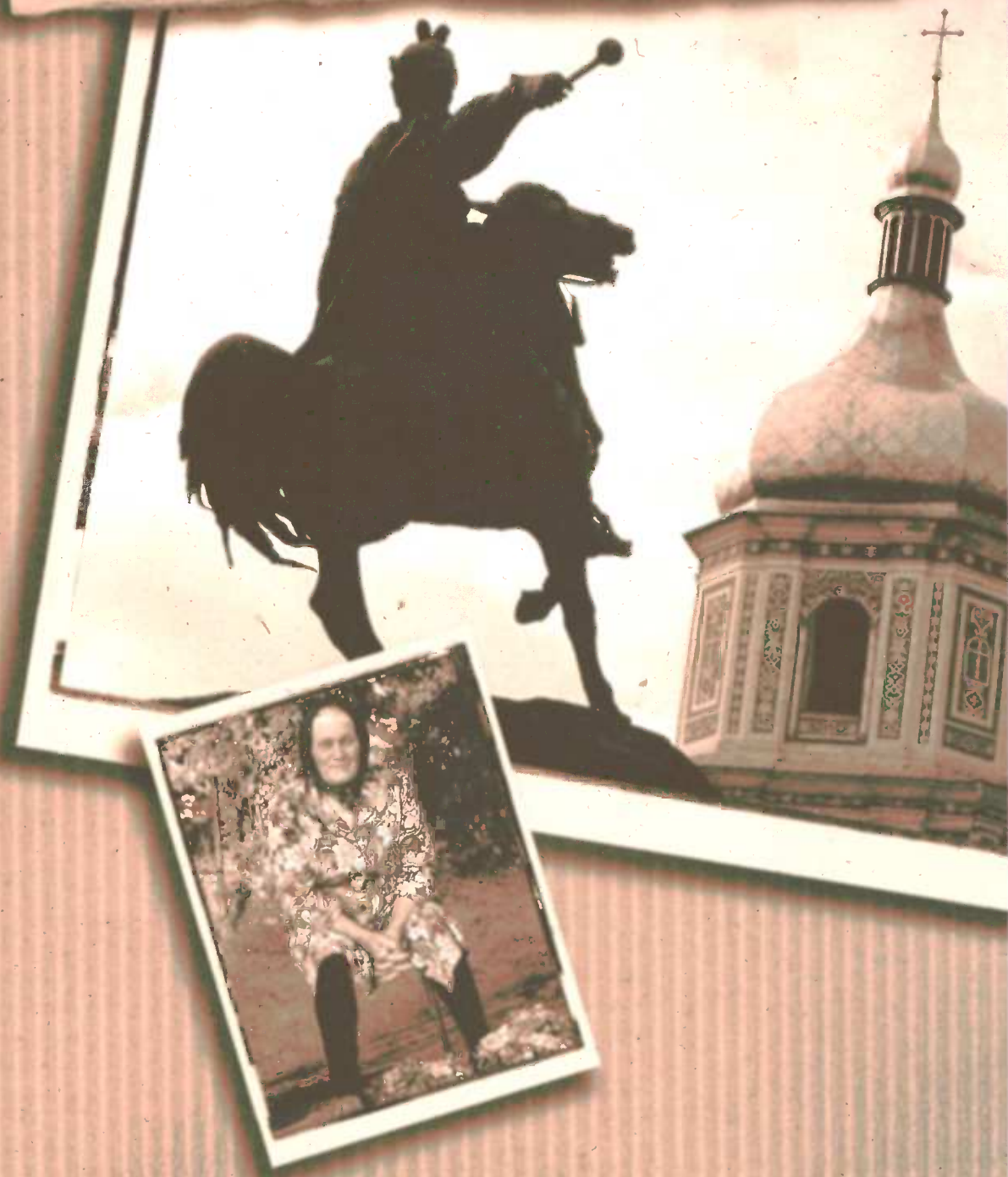
Magazine électronique *Explore*, « L'accès aux télécommunications en Afrique du Sud » : http://www.idrc.ca/reports/read_article_french.cfm?article_num=267

Magazine électronique *Explore*, « Les télécentres latino-américains : le projet pilote de réseautage communautaire » : http://www.idrc.ca/reports/read_article_french.cfm?article_num=347

Site vit : <http://www.itu.int/itu-d-universalaccess/>

Le thème : Stratégies et
politiques pour des
sociétés en santé

Bureau pour les initiatives
en Europe centrale et
de l'Est






Bureau pour les initiatives en Europe centrale et de l'Est

L'enjeu


La transformation de l'Europe de l'Est et des pays de la Communauté des états indépendants (CÉI) après l'effondrement de l'Union soviétique a été beaucoup plus difficile et pénible qu'on ne l'avait imaginé. Dès 1997, les revenus avaient diminué à tel point que 120 millions de personnes (soit environ le tiers de la population de la région) vivaient sous le seuil de la pauvreté, avec 4 \$ US par jour. La situation en Ukraine, jadis un point d'appui économique de l'Union soviétique, illustre certains des changements auxquels ces pays doivent faire face dans leur transition vers la démocratie et une économie de marché.



Dans les huit années qui ont suivi l'indépendance de l'Ukraine, d'après les indicateurs de qualité de vie, le pays est passé de la 45e à la 102e place parmi les pays classés par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les taux de mortalité ont augmenté et la proportion des pauvres atteindrait 70 %. Le chômage, la pénurie de logements, le régime alimentaire déficient, le tabagisme, l'alcoolisme et la crise qu'a connue le système de santé ont tous contribué à ces statistiques, tout comme les sérieux problèmes qui menacent l'environnement. En raison des retombées radioactives de Tchernobyl et du niveau extrêmement élevé de la pollution de l'air et de l'eau, 70 % des Ukrainiens vivent dans des régions écologiquement vulnérables.

Un effort massif, semblable à ceux qui ont été consentis en Afrique, en Asie et en Amérique latine, s'impose pour aider l'Ukraine et ses voisins d'Europe centrale et de l'Est dans leur lutte pour rebâtir leurs sociétés dévastées.

La solution



Le Bureau pour les initiatives en Europe centrale et de l'Est a été créé en 1993 comme une unité du CRDI chargée de mettre sur pied et de gérer les activités du Centre dans la région. Sa création témoignait d'un changement dans la politique étrangère du Canada, laquelle exigeait désormais la présence du Canada et l'instauration d'un programme d'aide en Europe de l'Est et dans les pays de la CÉI afin de les aider à assurer la transition.

Le Bureau est l'organe tout indiqué. Dans sa collaboration avec ses partenaires de l'Europe centrale et de l'Est, le personnel du Bureau peut mettre à profit les 29 années d'expérience du CRDI dans le monde en développement et son réseau mondial de contacts et de ressources. Il peut aussi offrir son savoir-faire technique, son expérience en gestion de projets, son aide dans la constitution de réseaux de recherche et des services de soutien. L'idée est d'accroître les connaissances et les compétences des chercheurs locaux afin qu'ils puissent cibler et régler les problèmes d'une importance cruciale pour leurs pays. Ainsi, le Bureau a formé du personnel ukrainien afin qu'il puisse trouver des moyens de réduire les rejets des industries à nuisance, notamment en effectuant des vérifications environnementales. Grâce à un tel renforcement des capacités, des pays comme l'Ukraine peuvent tirer profit de leurs propres ressources pour progresser dans les nouvelles avenues qu'exigent les réformes politiques, économiques et sociales.

Les objectifs

- Trouver des solutions novatrices aux problèmes de l'Europe centrale et de l'Est en partenariat avec des chercheurs locaux.
- Effectuer des recherches qui visent à améliorer la qualité de vie des gens de la région.
- Appuyer les réformes politiques, économiques et sociales.
- Favoriser l'établissement de liens entre des sociétés canadiennes et des entreprises de l'Europe centrale et de l'Est.

Les résultats

- En 1991, le Canada a été le premier pays occidental à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine et à lui offrir une assistance technique. Le Projet de développement de la gestion environnementale en Ukraine, un ambitieux programme de nettoyage du bassin fluvial du Dniepr, a été la première initiative canadienne dans ce pays et, aujourd'hui encore, la plus importante.
(Reportage)
- Le CRDI a fondé le Centre de la coopération à Kiev afin de fournir des services logistiques et administratifs aux diverses organisations ukrainiennes et canadiennes qui travaillent à des projets de développement en Ukraine. La centralisation des ressources et de l'information sous un même toit permet non seulement d'économiser temps et argent, mais aussi d'accroître la portée des activités des organisations en cause.
- Une vérification environnementale menée dans un abattoir de Vatutio a indiqué que l'approvisionnement en eau était insuffisant et qu'une quantité énorme de gras et de déchets organiques était déversée dans les égouts municipaux. Les mesures adoptées pour résoudre ces problèmes ont permis à l'abattoir d'épargner en une année 79 000 \$ US et de réduire la pollution.
- Les stations locales et nationales en Ukraine de même qu'un réseau de télévision international ont diffusé une série d'émissions d'information sur l'environnement du Dniepr. Des discussions sont en cours en vue de mettre ces programmes en ondes au Canada.
- Un nouveau programme de station de pompage à Kherson a permis d'éliminer la salinisation qui contaminait les réserves d'eau de la ville.



Il faut sauver le fleuve !

Une initiative canadienne aide à nettoyer le fleuve le plus important, et le plus pollué, d'Ukraine.



Le Dniepr, troisième plus grand fleuve d'Europe draine 60 % de l'Ukraine. Bien que très pollué, il demeure la principale source d'eau potable.

Bien que fort pollué, le Dniepr n'en demeure pas moins l'artère vitale du pays – le Nil rêvé de l'Ukraine. Le fleuve est tout pour l'Ukraine : il est la vie, le système d'irrigation, la source d'énergie, la voie de communication et la source d'eau potable pour 70 % de la population. Pour les cosaques d'antan, la beauté du Dniepr évoquait le paradis sur terre. Aujourd'hui, la pollution du fleuve est telle que le problème est devenu infernal.

Les radiations produites par la catastrophe de Tchernobyl, l'utilisation massive de pesticides et d'herbicides, la pollution industrielle, la non-épuration des égouts municipaux ont rendu l'eau du fleuve extrêmement toxique. Sa contamination a contribué à faire de l'Ukraine l'une des républiques de l'ancienne Union soviétique dont l'environnement est parmi les plus dégradés. Les sources d'eau douce en Ukraine étant fort limitées, l'assainissement du fleuve est pour le pays un objectif prioritaire.

Un programme financé par le gouvernement canadien et géré par le CRDI cherche précisément à atteindre cet objectif. La première étape du Projet de développement de la gestion environnementale en Ukraine, nommé EMDU, a donné lieu à plus de 60 activités, qu'il s'agisse du nettoyage de l'eau polluée, du contrôle de la qualité de l'eau, de l'aide technique et scientifique offerte au personnel ukrainien ou de la sensibilisation du public à la dégradation de l'environnement. Les initiatives du programme comprennent l'introduction de technologies vertes dans les industries polluantes, le recours aux vérifications environnementales afin d'améliorer la gestion de l'eau et de l'énergie, et le parachèvement d'une importante étude préliminaire sur la qualité de l'eau qui jette les bases scientifiques de la réhabilitation du fleuve.

L'attention s'est immédiatement portée sur Zaporizhzhya, une ville du sud de l'Ukraine, en raison des graves problèmes de pollution et de la pénurie d'eau qui y sévissent. Selon les estimations, 50 % des eaux usées de la ville échappent aux stations d'épuration et sont déversées dans le Dniepr. Pour aider à la conservation de l'eau et réduire le volume des eaux usées, on a installé dans le cadre d'un projet pilote 1 400 compteurs d'eau remis à neuf, don de la ville d'Edmonton. L'expérience montre que lorsque l'utilisation de l'eau est mesurée au compteur, les consommateurs sont plus enclins à éviter le gaspillage et à payer leurs factures, ce qui incite davantage les autorités à détecter et à réparer les fuites dans les conduites maîtresses.

Toutefois, EMDU ne s'intéresse pas uniquement à la lutte contre la pollution et à la conservation de l'eau; il s'attaque aussi au mécanisme même de la réforme institutionnelle, cherchant à rompre avec l'inefficacité typique de la planification centrale et de la formation des politiques héritée de l'Union soviétique.

Une victime de l'incident de Chernobyl en cours de traitement. L'Ukraine demeure l'une des républiques de l'ex-Union soviétique où l'environnement est le plus dégradé.

C'est près de 20 milliards de mètres cubes d'effluents qui sont rejetés, sans traitement dans le Dniepr, chaque année, soit plus du tiers du débit total estimé à 52 milliards de mètres cubes.



Cet héritage a donné lieu à un énorme chevauchement des travaux entrepris par les institutions ukrainiennes : jusqu'à trois organismes, parfois plus, effectuaient des travaux somme toute identiques (l'évaluation de la qualité de l'eau par exemple), mais utilisaient des normes différentes rendant ainsi toute comparaison impossible. Qui plus est, les données étaient souvent tenues secrètes, autre legs de l'ère soviétique. Il est même arrivé qu'EMDU doive se procurer au Canada des cartes satellites de l'Ukraine, les versions ukrainiennes étant considérées comme des secrets d'État.

En revanche, EMDU a favorisé la collaboration et la communication de renseignements en réunissant des experts ukrainiens qui travaillaient chacun de leur côté. Ainsi, trois institutions ont mené en collaboration une étude préliminaire sur la qualité de l'eau et dressé un plan d'action conjoint fondé sur les résultats de l'étude. EMDU cherche aussi à améliorer les méthodes de gestion des organisations et institutions ukrainiennes. Sa collaboration avec Zaporizhzhya Vodokanal, l'organisme responsable de l'approvisionnement en eau et du traitement des effluents dans la municipalité, a permis à la ville d'obtenir un prêt de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en vue de moderniser ses services publics. Enfin, le programme a aidé les autorités ukrainiennes à former leur propre comité de gestion afin d'étudier et de classer par ordre de priorité les propositions de projets de recherche sur le fleuve. Le comité soumet ensuite les projets retenus au CRDI qui en détermine le financement.

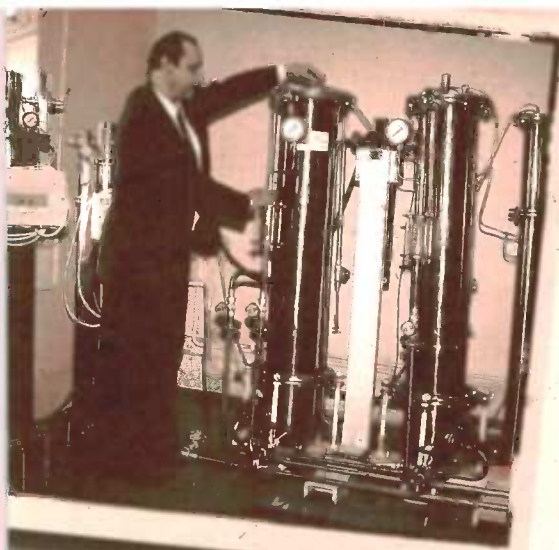
Cette stratégie dite de l'apprentissage par l'action témoigne de la longue expérience du CRDI quand il s'agit d'aider les gens du monde en développement à trouver leurs propres solutions aux problèmes auxquels ils doivent faire face. EMDU a réussi à exporter l'idée en Europe de l'Est où les capacités scientifiques et techniques acquises ont accéléré le processus d'apprentissage. Le modèle proposé a été bien accueilli par les autorités ukrainiennes, notamment par le premier ministre Valery Pustovoitenko, et la contribution d'EMDU a été officiellement reconnue dans le Plan national de protection de l'environnement adopté par le parlement ukrainien en février 1998.



Ihor Iskra et Myron Lahola

Ihor Iskra (droite) est un ingénieur ukrainien et l'agent de liaison du CRDI pour le programme de gestion environnementale en Ukraine. Pour lui, le Dniepr c'est tout pour l'Ukraine : la vie, l'irrigation, l'énergie, l'eau potable, le transport, tout! Son plus grand défi demeure de changer les mentalités pour qu'on s'occupe enfin du fleuve.

À ses côtés Myron Lahola, directrice du Bureau du CRDI à Kiev. Ingénieure en congé temporaire de la Ville d'Edmonton, madame Lahola estime que le projet va au-delà de l'assainissement du fleuve. Plus que le nettoyage du fleuve, nous cherchons à développer les bonnes politiques, à former des équipes et à effectuer des transferts de technologies. Notre approche, c'est de bâtir sur les capacités locales, explique-t-elle.



L'Institute of Colloidal Chemistry a mis du point un purificateur d'eau pour les hôpitaux et les garderies.



Vasyl Tarasuk, directeur de l'entretien pour l'Agence responsable des réseaux d'égouts et d'égouts de la ville de Zaporizhzhia, s'entretient avec l'acquéreur d'un compteur d'eau remis à neuf par la ville d'Edmonton. Aqualta, société privée qui gère l'eau pour la ville d'Edmonton a en effet donné 1 400 compteurs au projet pilote du CRDI en Ukraine. Le projet a démontré que 40 % de l'eau produite par l'usine atteignent jamais le consommateur. Tous les consommateurs paient pour cette inefficacité. La réparation des fuites et la promotion de l'économie d'eau pourraient éviter la coûteuse implantation de nouvelles usines de traitement.

Regard sur l'avenir

Les réalisations d'EMDU constituent d'importants jalons dans la réhabilitation du Dniép. Mais l'énormité de la tâche comme le contexte économique et politique posent un immense défi, surtout si l'on considère qu'il faudra sans doute près de 40 ans pour compléter les travaux. Preuve de l'engagement du Canada envers ce projet, EMDU a entamé une seconde phase en octobre 1997. Cette deuxième étape portait plus spécifiquement sur les domaines les plus susceptibles de mener à bien la réforme entreprise : étude de la toxicologie de l'eau, sensibilisation du public, évaluation de la qualité de l'eau potable et vérifications environnementales en particulier d'usines situées dans le corridor Zaporizhzhya-Dnipropetrovsk, où la concentration industrielle est forte.

Le Bureau étend son programme au delà de l'Ukraine dans le cadre d'une entente conclue avec le Programme des Nations Unies pour le développement en vue d'aider à l'assainissement du fleuve Dniép en Russie et en République du Bélarus prévu par le Fonds pour la protection de l'environnement.



Les organisations de développement canadiennes et ukrainiennes à pied d'œuvre dans la région peuvent profiter des ressources administratives de la Maison de la coopération de Kiev.

Des liens à explorer

Magazine électronique *Explore* : « La réhabilitation du Dniép » : http://www.idrc.ca/reports/read_article_french.cfm?article_num=374

Lessons learned from the EMDU project : Une présentation de Jean-H. Guilmette, directeur d'OCEEI au congrès ECWATECH-98 à Moscou : <http://www.idrc.ca/oceei/moscow.html>

Canada-Ukraine Monitor: Rehabilitating Ukraine's Dniépr River : IDRC : <http://www.idrc.ca/oceei/article1.html>

Site de travail : <http://www.idrc.ca/oceei/index.html>

Le thème : Emploi durable

Petites, moyennes et
micro-entreprises :

Innovations et technologie





Petites, moyennes et micro-entreprises : Innovations et technologie

L'enjeu

Dans la majeure partie du monde en développement, il n'est pas facile de gagner sa vie. Les taux de chômage officiels y sont élevés et l'idéal que représente un emploi stable, à plein temps et rémunéré, tient de l'utopie pour la majorité des pauvres. En Afrique du Sud par exemple, presque 40 % des personnes capables de travailler sont sans emploi. De telles statistiques se traduisent dans les faits par la pauvreté, la perte de potentialités et la paralysie du développement économique et social. Le secteur des petites entreprises, pour peu qu'il soit consolidé, pourrait renverser cette tendance. Déjà, la plupart des emplois non agricoles dans le Sud sont créés non par les grandes entreprises ou le secteur public, mais par les petites et micro-entreprises, y compris les très nombreuses entreprises du secteur informel qui agissent à l'extérieur de l'économie dite officielle. Les petites entreprises doivent toutefois faire face à de fortes pressions : technologie désuète, accès limité au crédit et à la formation, manque d'appui de l'État et concurrence accrue découlant de la libéralisation du commerce. Des programmes et des politiques visant à surmonter ces obstacles pourraient les transformer en sources dynamiques d'emplois et de revenu.

La solution

L'initiative de programme *Petites, moyennes et micro-entreprises : Innovations et technologie* repose sur la tradition d'intervention du CRDI dans le secteur des petites entreprises qui a fait du Centre une importante source de financement de la recherche dans ce domaine. Au début, l'appui du CRDI allait surtout aux technologies à petite échelle; la pompe à main en PVC et le décortiqueur d'arachides manuel introduits dans les pays en développement ont constitué les premières réussites. Or, même si la technologie joue un rôle clé dans le développement, elle n'ouvre pas toutes les portes. L'initiative continue d'appuyer la recherche sur la mise au point et le transfert de technologies, mais dans le cadre d'une stratégie plus globale qui vise à répondre à d'autres besoins des petites entreprises. L'amélioration de l'accès aux marchés, le financement, la formation et les conseils en affaires sont donc des pistes de recherche cruciales. Les travaux cherchent aussi à promouvoir des politiques qui encouragent l'innovation et le développement dans les petites entreprises, notamment l'amélioration des pratiques sur le plan de la réglementation. Qu'il s'agisse du démarrage d'entreprises de haute technologie ou de vendeurs ambulants, l'initiative reconnaît que des petites entreprises florissantes jouent un rôle important en atténuant la pauvreté par la création d'emplois.

Les objectifs

- Appuyer la mise au point, le transfert et la commercialisation de technologies à l'intention des petites entreprises, en particulier de technologies qui permettent de transformer des matières premières locales en produits naturels non alimentaires comme les colorants, les cosmétiques et les produits pharmaceutiques.
- Favoriser la définition, la diffusion et l'application de pratiques améliorées dans les services de soutien aux petites entreprises et des politiques connexes.

Les résultats

- Les produits mis au point avec l'aide du CRDI – des huiles essentielles aux adhésifs à base de manioc – ont fait l'objet d'une présentation lors d'une réunion tenue récemment par un réseau de chercheurs visant à améliorer la qualité et la commercialisation des produits naturels en Afrique. **(Reportage)**
- Plus de 50 petites tanneries de la Bolivie, de la Colombie et de l'Équateur ont réduit la pollution industrielle et amélioré leur rentabilité et leur compétitivité grâce à la recherche sur les améliorations administratives et techniques apportées par l'organisation non gouvernementale PROPEL.
- L'Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ont préparé un manuel, fondé sur des recherches du CRDI, en vue de restructurer les institutions de recherche industrielle. L'objectif est de resserrer les liens entre les milieux de la recherche et le secteur privé, en particulier avec les petites entreprises.
- Des chercheurs de l'Afrique du Sud ont entrepris une étude afin de déterminer combien de vendeuses ambulantes doivent se contenter de vivre et dans quelle mesure le travail de ces femmes contribue à l'économie. Ces données serviront à exercer des pressions auprès des autorités pour qu'elles apportent aux politiques et aux infrastructures des changements qui permettent d'appuyer les entreprises exploitées par des femmes.
- Le paludisme intervient pour près de la moitié de tous les décès d'enfants de moins de cinq ans en Afrique. Les recherches ont révélé que l'utilisation de moustiquaires traitées aux insecticides (MTI) était un des moyens les plus efficaces de lutter contre cette maladie. Un groupe de travail qui fait appel à des stratégies commerciales pour promouvoir la distribution des MTI a publié un répertoire de fournisseurs pour l'Afrique subsaharienne. Il est aussi à mettre au point une trousse d'information afin d'inciter les entreprises locales à s'implanter sur ce marché.



Des plantes qui créent de l'emploi

Les végétaux fournissent la matière première qui sert à produire des colorants traditionnels en Guinée et des huiles essentielles au Maroc. Des projets portant sur ces industries ont été entrepris par un réseau de chercheurs intéressés à trouver aux produits d'origine végétale des débouchés économiques dont pourraient profiter les collectivités pauvres.



Les travaux du CRDI en Guinée visent à protéger l'industrie artisanale de la teinture à l'indigo. Les textiles constituent en Guinée la principale industrie manufacturière.

Depuis des siècles, les femmes de la Guinée extraient de l'indigotier un colorant bleu nuit dont elles se servent pour teindre des tissus réputés partout en Afrique occidentale. Leur travail fait partie intégrante d'un important secteur économique : l'industrie artisanale produit environ 40 % des produits manufacturés de la Guinée et mobilise à peu près 10 % de la population. Toutefois, les femmes optent de plus en plus pour les colorants de synthèse que l'on trouve dans le commerce, qui sont plus faciles à utiliser et offrent une grande gamme de coloris. Mais elles perdent ainsi leur capacité concurrentielle sur le marché international où les produits naturels sont privilégiés.

Appuyés par des spécialistes canadiens, des chercheurs de la Guinée veulent relancer le secteur traditionnel des textiles par une nouvelle méthode d'extraction de l'indigo et des techniques de teinture améliorées. Plusieurs coopératives de femmes ont adopté ces procédés qui ont permis non seulement de réduire les coûts et d'augmenter la production de la teinture à l'indigo naturel, mais aussi d'adoucir les dures conditions de travail qu'exigeait la teinture traditionnelle. La réussite du projet a incité d'autres bailleurs de fonds et le gouvernement de la Guinée à participer financièrement.

Des problèmes persistent toutefois. La deuxième phase du projet, qui vient de commencer, explorera le plein potentiel économique de ces technologies dans le cadre d'une recherche portant sur la commercialisation à grande échelle des teintures locales, l'identification d'autres colorants naturels, la mise en marché, le contrôle de la qualité et l'évolution de l'industrie textile dans son ensemble. Le projet bénéficiera aussi des ressources, de l'expérience et des connaissances regroupées dans un réseau de recherche du CRDI sur le développement de produits d'origine végétale.

Le Réseau pour la valorisation des matières végétales en Afrique rassemble des chercheurs travaillant à une vingtaine de projets du CRDI dans 14 pays et qui mettent en commun l'information qu'ils y ont recueillie et leur savoir-faire. Le réseau est né au terme des nombreuses années de financement accordé par le CRDI aux recherches visant à améliorer le gagne-pain des populations des pays en développement grâce à la production de biens commercialisables à partir des matières premières locales.

Des exemples de projets entrepris par le réseau, notamment le projet sur la teinture traditionnelle en Guinée, illustrent cette démarche. Au Maroc, des chercheurs ont travaillé en collaboration avec de petits producteurs en vue de commercialiser des huiles essentielles extraites de plantes aromatiques.



Les huiles sont surtout destinées à l'exportation et entrent dans la composition des savons, parfums et produits de beauté. Au Sénégal, les habitants des villages côtiers récoltent des algues rouges dont on extrait les carraghénines, substances utilisées dans toutes sortes de produits, allant des encres d'imprimerie à la crème glacée.

Le réseau, lancé en 1994, s'inspire de ces expériences pour régler certains des problèmes communs à ses membres. La plupart de ses activités portent sur la qualité et la commercialisation de produits naturels, la gestion durable des ressources naturelles et la participation de la collectivité à la mise au point et à l'adoption de nouvelles technologies. Les membres du réseau échangent de l'information par courrier électronique ainsi que lors d'ateliers et de réunions. Le réseau octroie aussi de petites subventions de recherche pour appuyer le travail de ses membres, comme dans le cas d'un projet d'amélioration des techniques d'extraction des huiles essentielles réalisé au Maroc.

Cette initiative montre clairement que l'incidence d'une recherche axée principalement sur la technologie ne constitue qu'une des ramifications d'un projet qui comporte plusieurs volets. Comme en Guinée, l'artisanat au Maroc est une tradition séculaire : l'extraction d'huiles essentielles s'y pratique depuis le VII^e siècle. Mais les appareils de distillation étaient inefficaces et toute l'industrie souffrait d'un manque d'innovation et de recherche. Un effort concerté a donc été fait en vue d'accroître la compétitivité du secteur; l'équipe de chercheurs marocains et canadiens qui y a pris part a réussi à améliorer la technologie et leurs travaux ont donné lieu à des percées décisives :

- Il existait peu d'informations scientifiques sur les plantes contenant des huiles essentielles : l'armoise, le romarin, le thym, la verveine, le henné et la rose. Dans le cadre du projet, les chercheurs ont étudié et décrit la composition chimique de plusieurs plantes et identifié un nouveau type de romarin.
- L'analyse des exportations, du volume des échanges commerciaux, des tendances du marché et de la structure de l'industrie des huiles essentielles réalisée dans le cadre du projet a aidé à définir les problèmes du secteur et ses potentialités.
- Un laboratoire scientifique équipé de neuf et un personnel bien formé permet aux chercheurs d'analyser les matières végétales au Maroc plutôt que de les envoyer dans des laboratoires à l'étranger.
- En 1997, les nouveaux produits mis au point et commercialisés dans le cadre du projet auraient, selon les estimations, généré 50 000 \$ US.
- S'inspirant des travaux réalisés dans le cadre du projet, le gouvernement du Maroc a lancé un programme national de valorisation des plantes aromatiques.
- Le projet a suscité un vif intérêt pour la production d'huiles essentielles au Canada, en particulier parmi les petites entreprises et les producteurs de la région du Lac Saint-Jean au Québec.

Grâce au réseau de recherche en Afrique, les résultats du projet sont diffusés à plus grande échelle. Des chercheurs marocains mettront à profit leur savoir-faire dans le cadre d'un deuxième projet d'étude des essences aromatiques en Guinée. Les Marocains peuvent compter sur l'appui du réseau pour effectuer des recherches techniques. Les membres du réseau espèrent que cette collaboration au sein de la communauté scientifique permettra d'assurer le gagne-pain d'un plus grand nombre de pauvres du monde en développement.



**François
Gasengayire**

Avant les événements au Rwanda, François Gasengayire était un des éminents scientifiques que connaissait le pays, partageant son temps entre l'enseignement en chimie organique à l'Université Nationale du Rwanda et le poste de directeur général de l'Institut rwandais de la recherche scientifique et technique qu'il dirigeait depuis 1989. Il était aussi membre de nombre de comités internationaux sur la science et la technologie.

Lors des massacres de 1994, il trouvait refuge chez les Pères barnabites et réussissait à fuir le pays. La même année, il prenait les commandes d'un réseau financé par le CRDI sur la Valorisation de la biomasse végétale en Afrique. De la tragédie rwandaise, monsieur Gasengayire dira : *En un mot, j'ai été chanceux!* Il travaille présentement depuis le bureau du CRDI à Nairobi.



Cette presse à beurre de karité a été développée à l'origine par un projet du CRDI. Les travaux en cours portent sur l'amélioration de la presse qui est source de revenu pour les femmes des zones rurales au Sahel.



La science en mouvement

Des chercheurs sénégalais aident des villageois du pays à exploiter le potentiel commercial formidable des algues rouges *Hypnea musciformis*, abondantes dans la région. Les algues contiennent de la carraghénane utilisée comme épaississant et stabilisant dans l'alimentation, les cosmétiques, les médicaments et les encres d'imprimerie.

Des filets de nylon simulent un banc de corail et servent de capteurs pour récolter des algues en bon état. La vente des algues brute rapporte 120 dollars par mois à la communauté. La transformation de l'algue pourrait rapporter beaucoup plus. Les algues peuvent aussi servir à amender les sols et à nourrir les animaux.

Regard sur l'avenir

En septembre 1998, le CRDI a approuvé le deuxième volet du Réseau de valorisation des matières végétales en Afrique. Ce volet portera en particulier sur l'élargissement de la diffusion et de la commercialisation des technologies mises au point dans le cadre de projets du CRDI. Un autre projet pour l'établissement d'un réseau semblable en Amérique latine devrait être lancé au cours de l'année.

Dans le cadre de ses propres projets et de sa collaboration avec d'autres organismes donateurs, l'initiative cherche à élaborer des lignes directrices visant à améliorer les pratiques dans les petites entreprises. L'initiative de programme accordera une importance particulière à la recherche sur les divers moyens de favoriser l'entrepreneuriat et l'essor d'entreprises, notamment dans des groupes qui ont toujours été difficiles à atteindre comme les collectivités rurales éloignées et les femmes. Les technologies de l'information et de la communication constitueront sans doute une façon rentable d'y parvenir.



Artemisia. Cette plante aromatique marocaine découverte par l'équipe de recherche pourrait être exploitée pour ses huiles essentielles et exportée sur les marchés internationaux.

Des liens à explorer

Banque d'information Nayudamma : « Teintures traditionnelles – Guinée » : http://www.idrc.ca/nayudamma/dyes_f.html

Magazine électronique Explore, « Le retour à la teinture traditionnelle en Guinée » : <http://www.idrc.ca/books/reports/l231/guinee.html>

L'exploitation :

- La gestion de l'information
- L'administration





La gestion de l'information

Les enjeux

Le CRDI a toujours reconnu le rôle crucial que joue l'information dans le développement. Depuis sa création, il appuie des recherches sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) afin d'aider les pays en développement à consolider leurs infrastructures.


Le CRDI a aussi investi dans les TIC pour satisfaire ses propres besoins et ceux de ses partenaires. Des sites publics aux réseaux privés virtuels, du courriel aux forums de discussion, les TIC transforment la façon dont le CRDI exécute son mandat et administre ses sept bureaux régionaux répartis sous six fuseaux horaires. Le défi consiste à veiller à ce que les plus récentes technologies soient assorties de méthodes de gestion de l'information plus efficaces.



La solution

Afin de rationaliser ses opérations, le CRDI a approuvé un plan d'action sur les systèmes et les technologies de l'information. Élaboré en 1997, ce plan triennal établit les priorités du Centre en vue d'améliorer ses principaux systèmes et son infrastructure de communication. Le personnel et la direction du siège social à Ottawa et des bureaux régionaux ont été consultés lors de son élaboration de même que le Comité consultatif sur la gestion de l'information du CRDI et des consultants externes.

La mise en œuvre du plan devrait comporter bien des avantages : conformité des systèmes aux exigences de l'an 2000; accès accru du siège social et des bureaux régionaux aux bases de données du Centre sur les résultats de recherche; présence plus manifeste du CRDI sur Internet; communications plus rapides et plus fiables; infrastructure plus puissante; et de meilleurs services techniques à l'intention des utilisateurs.



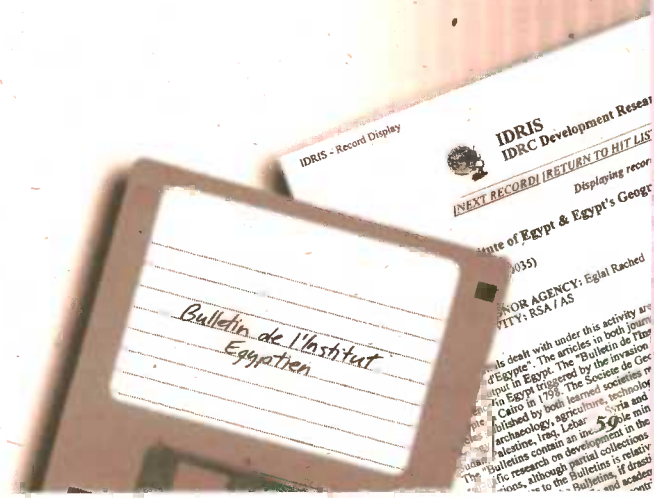
L'amélioration des techniques d'exploitation permettra au CRDI d'utiliser encore davantage les réseaux, dont Internet, devenu indispensable à toute recherche scientifique. L'Internet fait désormais partie des moyens privilégiés qu'utilise le CRDI pour transmettre et échanger avec ses partenaires du monde en développement.

Les objectifs

- Mettre à jour les systèmes et les infrastructures informatiques avant la date butoir de l'an 2000.
- Améliorer et ajuster les procédures de gestion de l'information pour les adapter aux nouvelles technologies.
- Partager l'information en temps réel entre le siège social et les bureaux régionaux du CRDI.
- Consolider les moyens de communications avec nos partenaires du Sud.

Les résultats

- Un nouveau système intégré de gestion financière et de gestion des subventions, adapté à l'an 2000, permet au personnel du CRDI, partout dans le monde, de travailler en temps réel et de partager la même information.
- Une stratégie relative au bogue de l'an 2000 élimine ou gère les risques de pannes informatiques au CRDI et réduit les risques auxquels est exposé le Centre dans les pays en développement.
- Le CRDI a créé une toile de sites Web qui relie le siège social et les bureaux régionaux à nombre d'institutions partenaires.
- La communication des résultats de la recherche aux partenaires du Sud est un élément central de l'approche du CRDI. Afin que les équipes de projets aient la technologie et les moyens nécessaires pour communiquer entre elles et puissent profiter pleinement des ressources offertes par le CRDI et sur Internet, le Centre a lancé Uganisha, une initiative visant à assurer la connectivité de ses partenaires.
- Le Service de gestion de l'information sur la recherche a mis au point deux bases de données : BIBLIO, le catalogue du fonds documentaire de la bibliothèque du CRDI, et IDRIS, la collection complète des descriptions de projets du Centre. Les chercheurs et le grand public y ont facilement accès sur Internet. Les bases de données, qui répertorient 29 ans d'expérience, constituent un moyen de renforcer les capacités en tirant des résultats de la recherche les enseignements qui s'imposent.



En ondes 24 heures sur 24

Quand la journée de travail tire à sa fin au siège social du CRDI à Ottawa, celle du personnel du Centre à Singapour vient à peine de commencer. Le plan d'action adopté par le CRDI pour moderniser son infrastructure informatique permettra à tout le personnel du Centre d'avoir accès à l'information la plus récente, peu importe son lieu de travail. L'amélioration des pratiques permettra aussi au CRDI de mettre en œuvre ses programmes de façon plus rentable et plus efficace.



Une approche pragmatique. Le CRDI donnera à ses employés, en régions comme au siège social, le même accès à l'information nécessaire pour faire leur travail.



Les améliorations aux réseaux d'information et de communication du CRDI n'ont d'autre objet que d'améliorer et de rationaliser l'opération des programmes.

Un plan stratégique

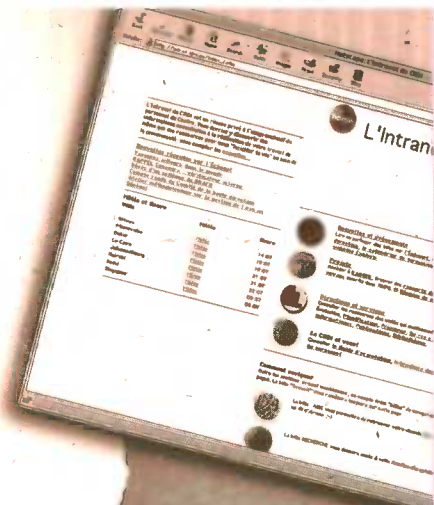
En 1997, le CRDI a conçu un plan d'action pour la mise en œuvre et la gestion d'une ambitieuse stratégie de l'information et des communications. Le projet, qui devait s'échelonner sur trois ans, a atteint son point culminant cette année. Voici quelques-unes des activités entreprises :

- Le CRDI a élaboré un système de gestion financière et de gestion des subventions fondé sur le progiciel et système de gestion de bases de données Oracle. Pour mener à bien ses opérations, le Centre a créé un réseau virtuel privé et sécuritaire (réseau protégé utilisant l'infrastructure et la technologie d'Internet) afin que ses bureaux régionaux aient un accès sûr aux principales données financières ainsi qu'à l'information sur les projets et les programmes. Ce système permettra de satisfaire 24 heures sur 24, sept jours sur sept, aux besoins des bureaux régionaux où l'information la plus récente et la plus précise possible est essentielle.
- Le Centre a déterminé les applications les plus vulnérables au bogue de l'an 2000 et a mené un examen approfondi des technologies dont il se sert pour ses activités. Se fondant sur les résultats de cet examen, la haute direction a décidé de mettre à jour les logiciels et les applications menacées. Un plan d'urgence a été mis en place dans tous les bureaux du CRDI en vue de faire face aux répercussions éventuelles du bogue de l'an 2000, en particulier sur la capacité de fonctionnement du Centre, son aptitude à répondre aux demandes du Parlement, et à assurer la sécurité de son personnel au siège social et à l'étranger.

Pour tout mettre en commun

- Le CRDI a lancé un premier site web en 1996. Il contient présentement environ 10 000 pages et reçoit la visite d'environ 70 000 internautes chaque mois. Un sondage a révélé que les utilisateurs étaient dans l'ensemble fort satisfaits de qu'ils y trouvent : 84 % estiment le site « bon » ou « excellent »; 77 % sont « satisfaits » ou « très satisfaits » du contenu; et 70 % trouvent « facile » ou « très facile » d'y naviguer. La rapide croissance du site et l'ampleur de son utilisation en font un instrument privilégié de la stratégie de communications et d'échange d'information du CRDI.

Grâce à l'internet, M. Batkhuu peut partager les connaissances comprises dans les textes traditionnels de culture mongole. Le partage du savoir est dans la nature même du réseau du CRDI.

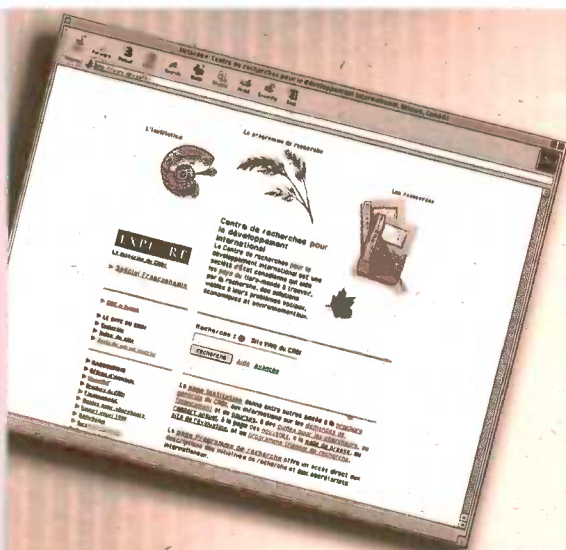


- Un Service de coordination du Web a été mis sur pied afin de consolider les acquis et de lancer un site privé ou intranet. Un projet pilote a permis de tester diverses applications pour faciliter l'accès à des informations de gestion, relatives aux ressources humaines ou aux déplacements du personnel. Un bulletin interne permet au personnel d'afficher nouvelles et informations d'intérêt général. Une enquête interne auprès du personnel a en outre démontré que la mise en commun de l'information au CRDI devait être encouragée.
- Un projet de deux ans, Unganisha, a pris fin cette année. Unganisha est un mot swahili qui signifie connectivité. Le projet avait pour objectif d'explorer les moyens de rapprocher les responsables de projets isolés, de resserrer les liens entre les activités et les agents de programme du Centre, et d'améliorer la collaboration entre les divers services du CRDI. Conçu au départ comme un projet à court terme, Unganisha aura donné un soutien aux projets financés par le CRDI en leur fournissant l'appui financier et technique nécessaire pour brancher les équipes de projet à Internet et leur enseigner comment se servir des TIC et comment publier des documents sur le Web. Unganisha a aussi appuyé des services de dépamagage dans les pays en développement et l'élaboration conjointe de matériel de formation. Un grand nombre de chercheurs du Sud ont ainsi pu profiter de la masse de renseignements disponibles sur Internet et, ce qui est encore plus important, ont pu prendre part aux discussions et débats scientifiques régionaux et mondiaux.
- Le CRDI participe toujours activement à Bellanet, initiative financée par un groupe de donateurs et qui cherche à favoriser la collaboration au sein de la communauté mondiale du développement grâce au recours aux technologies de l'information et de la communication. Cette collaboration accrue et la mise en commun de l'information renforcent l'incidence des programmes de développement.
- MINISIS est un progiciel polyvalent de gestion de l'information et d'extraction de données conçu, mis au point et commercialisé par le groupe des systèmes MINISIS du CRDI depuis les années 1970. Les produits MINISIS sont utilisés dans plus de 60 pays, en particulier dans le monde en développement, afin de permettre aux populations de ces régions d'avoir accès à de bons systèmes de gestion de l'information et de les mettre en application, peu importe leurs moyens financiers. Les applications du progiciel ont évolué depuis sa création. Aujourd'hui, MINISIS contient un logiciel de gestion de bases de données, une interface générique conviviale pour la création de bases de données et un standard Web permettant d'entrer les données et de les diffuser sur Internet. Le système peut aussi créer des applications pour les archives, la gestion muséale et les bibliothèques.

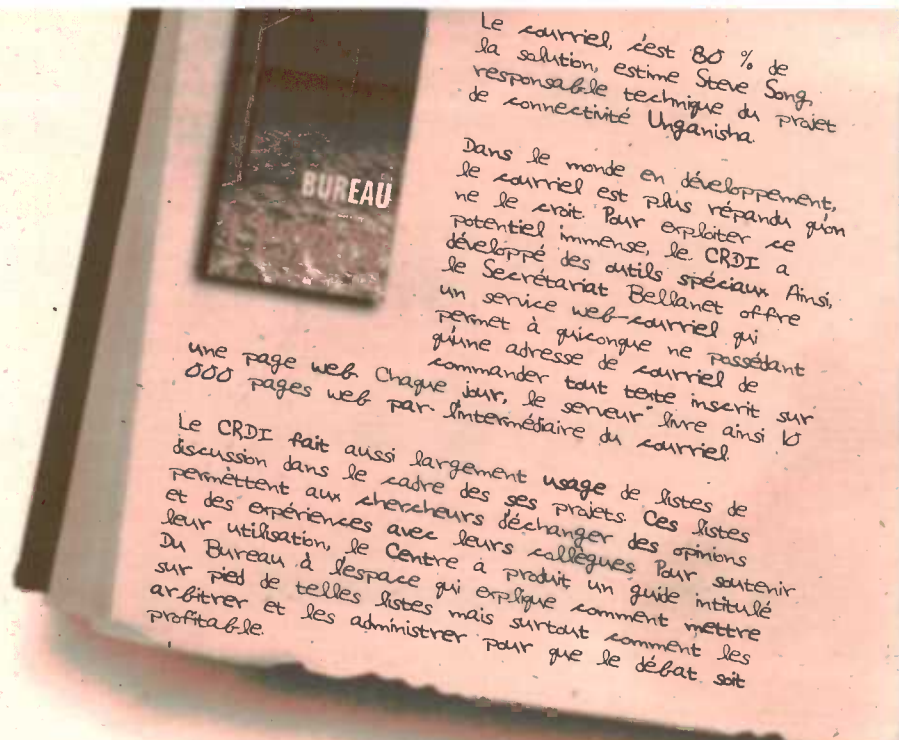
L'intranet du CRDI

La mise en réseau des savoirs et des ressources du Centre est un objectif fondamental de l'institution qui aborde le 21^{ème} siècle avec un nouveau système financier, un nouveau programme de gestion de projets et de nouveaux sites à l'usage exclusif du personnel du Centre. En constante évolution, le site intranet permet déjà de partager les plans de voyages, les rapports d'évaluation et les nouvelles administratives par le biais d'un bulletin appelé Échonet.

Enfin, le Centre a introduit sur l'intranet un groupiciel qui permet un regroupement souple des équipes peu importe leur lieu de travail. Ils ont alors accès à un ensemble d'outils partagés : tableau d'affichage, calendrier, liste de contacts, gestion de projets, échange de documents, courriel-web, forums de discussion, sondages-éclairés et réservations. Le tout sera accessible à tout employé du Centre en tout point relié à l'internet.



Le site du Centre reçoit 70 000 visiteurs par mois. Les chercheurs représentent le quart des visiteurs et constituent à eux seuls le groupe le plus important.



Le courriel, c'est 80 % de la solution, estime Steve Song, responsable technique du projet de connectivité Uganisha.

Dans le monde en développement, le courriel est plus répandu qu'on ne le croit. Pour exploiter ce potentiel immense, le CRDI a développé des outils spéciaux. Ainsi, le Secrétariat Bellanet offre un service web-courriel qui permet à quiconque ne possédant qu'une adresse de courriel de commander tout texte inscrit sur une page web. Chaque jour, le serveur "livre" ainsi à 10 000 pages web par l'intermédiaire du courriel.

Le CRDI fait aussi largement usage de listes de discussion dans le cadre de ses projets. Ces listes permettent aux chercheurs d'échanger des opinions et des expériences avec leurs collègues. Pour soutenir leur utilisation, le Centre a produit un guide intitulé Du Bureau à l'espace qui explique comment mettre sur pied de telles listes mais surtout comment les arbitrer et les administrer pour que le débat soit profitable.

Regard sur l'avenir

Le CRDI renouvellera son plan d'action pour s'assurer que les technologies de l'information servent toujours à appuyer les stratégies relatives aux programmes et à protéger les investissements faits à ce jour.

Des outils de communication intranet seront offerts au personnel du Centre pour leur permettre d'échanger des documents, des listes de contacts, des calendriers de travail et toute autre information importante à leurs activités quotidiennes. Accessibles en tout point du globe relié à Internet, ces outils amélioreront davantage la circulation de l'information entre tous les membres du personnel du CRDI.

Le site public contient déjà bien des informations relatives aux recherches et aux projets du CRDI. De nouveaux liens permettront bientôt d'accéder à la version intégrale de plusieurs de ces documents.



Dès 1983, le CRDI offrait la première base de données au monde à fonctionner en chinois. Le logiciel MINISIS est en usage dans plus d'une soixantaine de pays.

Des liens à explorer

Site public du CRDI : http://www.idrc.ca/index_f.html

Site des ressources du CRDI :
http://www.idrc.ca/ressources/index_f.html

Site de travail Uganisha : <http://www.idrc.ca/uganisha/>

Site MINISIS : <http://minisis.idrc.ca/minisis/>

Banque d'information Nayudamma - MINISIS : Outils de gestion de l'information : http://www.idrc.ca/nayudamma/minisis_96f.html

Site Bellanet : <http://www.bellanet.org/>

L'exploitation :

L'administration du Centre

Le CRDI est, en regard des sociétés d'État canadiennes, un organisme unique en raison de la composition internationale de son Conseil des gouverneurs. La Loi sur le CRDI exige que, des 21 gouverneurs, seuls le président, le vice-président et neuf autres membres soient des citoyens canadiens. Présentement, huit des autres membres du Conseil viennent de pays en développement et le neuvième, des États-Unis.

Qu'est-ce que cette dimension internationale apporte de concret ? La fenêtre que le Centre peut ouvrir sur le Sud, sur ses problèmes de développement, sur ses besoins en constante évolution. Le leadership et l'optique particuliers des gouverneurs de pays étrangers aident à conserver aux programmes du Centre une orientation appropriée au monde en développement tout en les situant dans un contexte international plus vaste.

Au cours des deux dernières années, le Conseil, pour être plus efficace, a prêté davantage attention aux questions garantes d'un judicieux exercice des pouvoirs. Aussi a-t-il pris en compte l'information émanant du Bureau du vérificateur général et les lignes directrices sur la régie des sociétés d'État et autres entreprises publiques préparées par le ministère des Finances et le Conseil du Trésor du Canada. Notre rapport sur la gestion des affaires du Centre ressortit à ces principes directeurs.

L'administration du Centre

Les responsabilités du Conseil

Le Conseil des gouverneurs est au faite de la structure organisationnelle du Centre. C'est lui qui en assure la direction stratégique, sanctionne l'orientation générale des activités et approuve les principales politiques en matière de finances, d'administration et de ressources humaines. Il lui incombe aussi d'approuver chaque année le budget et le programme des travaux du Centre.

Au cours du dernier exercice, le Conseil a aidé le Centre à se préparer aux défis qui se posent au seuil du prochain millénaire. Il a orienté l'élaboration du programme institutionnel, qui établit les objectifs du Centre pour cinq ans à compter de l'an 2000. Cette intervention témoigne de l'évolution du rôle du Conseil des gouverneurs. Alors qu'autrefois, il s'occupait surtout de projets particuliers (parfois plus de 70 lors d'une seule réunion), il s'intéresse maintenant aux questions plus vastes des stratégies et des politiques. Outre sa contribution au programme institutionnel, le Conseil revoie les rapports annuels des initiatives de programme et approuve la création de nouveaux secrétariats ou initiatives de programme. Il examine encore certains projets, mais seulement ceux qui soulèvent une importante question de politique. Cette année, le Conseil a aussi évalué les résultats d'un sondage sur la satisfaction du personnel dans le cadre d'une étude sur le milieu de travail au CRDI et a suivi de près les préparations du Centre à la transition vers l'an 2000.

Dans une large mesure, le travail du Conseil, comme ses délibérations sur le programme institutionnel, consiste à envisager l'avenir du Centre. Il doit toutefois rendre compte également du présent. Le personnel et la direction du CRDI lui font donc régulièrement rapport. Parallèlement au système de vérification du Centre, ces rapports permettent de s'assurer que le CRDI atteint ses objectifs et que les ressources tout comme les éléments d'actif sont protégés et bien gérés.

Les vérifications annuelles comportent des vérifications internes et externes. Le Conseil a également approuvé une résolution invitant le vérificateur général à effectuer un examen spécial ou une étude de la rentabilité des activités du Centre. Le CRDI veut ainsi obtenir une opinion et une évaluation indépendantes de ses systèmes et pratiques. Le vérificateur général a déjà procédé à une étude de la rentabilité du Centre. Ces vérifications ont lieu approximativement tous les cinq ans.

Bien qu'en définitive il revienne au gouverneur en conseil de nommer les membres du Conseil des gouverneurs, celui-ci planifie sa propre succession et donne son avis sur les nouveaux membres. Le Conseil désigne aussi les membres de la haute direction du Centre : trois vice-présidents, le trésorier et le secrétaire. Le Conseil a récemment approuvé la nomination d'un nouveau vice-président aux ressources et directeur des Finances, nomination qui entrera en vigueur en août 1999 lorsque le titulaire actuel du poste prendra sa retraite.

Les objectifs de la politique officielle

La *Loi sur le CRDI*, qui définit le mandat et les objectifs du Centre, oriente les activités du CRDI depuis sa création il y a 29 ans. Le Conseil des gouverneurs veille à ce que le Centre respecte l'esprit et la lettre de la *Loi sur le CRDI* ainsi que le mandat qui lui a été confié, c'est-à-dire lancer, encourager, appuyer et mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement. Le Conseil s'assure également que la direction et le personnel du Centre observent les dispositions des lois canadiennes.

Les communications

Le Conseil examine et approuve la stratégie annuelle des communications, laquelle détermine l'infrastructure qui permettra au Centre d'établir avec le gouvernement du Canada, d'autres intervenants et le public, des communications efficaces.



Le professeur Nambiar avec les gouverneurs Tom McKay et Rodger Schwass lors d'une visite de projet sur les plantes médicinales dans l'état du Kérala, en Inde.

La collaboration avec la direction

Le Conseil et ses relations avec la direction

Le Conseil entretient avec la direction du Centre de bonnes relations de travail. En collaboration avec le président, il détermine les dossiers qu'il devra soumettre à l'étude et à l'approbation du Conseil. Outre le rapport présenté à chaque réunion, le président remet au Conseil un rapport annuel exposant les projets concrétisés au cours de l'année et les objectifs arrêtés.

Le fonctionnement quotidien du Centre relève du Comité de la haute direction, formé de la présidente, des vice-présidents de trois directions (Programmes, Ressources, Affaires institutionnelles), des directeurs régionaux, du directeur des Politiques et de la planification et du directeur des Affaires juridiques. Le comité se réunit régulièrement et formule des recommandations sur la plupart des grandes questions dont le Conseil est saisi. Le comité prend part à toutes les séances du Conseil et entretient des relations, officielles et officieuses, avec les membres du Conseil.

L'indépendance du Conseil

Le Conseil a établi diverses structures et procédures qui lui permettent de fonctionner indépendamment de la direction du Centre. Le rôle de président du CRDI, qui est aussi directeur général, et celui de président du Conseil sont distincts; ce dernier gère les affaires du Conseil tandis que le président du Centre se charge de la gestion du CRDI. Les titulaires de ces deux postes sont nommés par le gouverneur en conseil, la nomination à la présidence du Conseil étant sujette à la recommandation du Conseil des gouverneurs. Le poste de président du Conseil du CRDI est un poste à temps partiel.

Le Conseil tient trois réunions par année. Chaque séance comprend une discussion à huis clos et la présentation des rapports des comités du Conseil. Le Conseil a trois comités permanents : le Comité exécutif, le Comité des finances et de la vérification, et le Comité des ressources humaines. Le cas échéant, le Conseil crée des comités spéciaux chargés d'étudier des questions particulières. Dans certains cas, il fera appel à des experts-conseils de l'extérieur. Le Conseil est tenu au courant des politiques gouvernementales en vigueur par l'intermédiaire du président de l'Agence canadienne de développement international, qui est membre d'office du Conseil des gouverneurs.

Le Conseil a adopté une politique rigoureuse en matière de conflits d'intérêts afin d'assurer la plus stricte intégrité des membres du Conseil et de l'ensemble du personnel du Centre.

La présidence

Le Conseil établit les objectifs que doit réaliser le président et évalue dans quelle mesure ils l'ont été. En cas de vacance, le Conseil peut, pour guider le gouverneur en conseil dans son choix, préciser les aptitudes et attributs qu'il juge essentiels aux devoirs de la charge et recommander un ou plusieurs candidats.

Le fonctionnement du Conseil

Le renouvellement des mandats au Conseil

La *Loi sur le CRDI* stipule qu'au moins onze des gouverneurs doivent avoir de l'expérience dans le domaine du développement international ou dans ceux des sciences naturelles, des sciences sociales ou de la technologie. La composition du Conseil, auquel se sont joints huit nouveaux membres cette année, reflète cette association de formation, de compétences et d'expérience.

La formation des membres

Les nouveaux membres du Conseil reçoivent une documentation complète sur le Centre, dont un Guide à l'intention des gouverneurs, et prennent part à des séances d'orientation. Tous les membres du Conseil effectuent au moins un déplacement pendant leur mandat sur les lieux où se déroulent les projets du CRDI. Leur observation directe des travaux de recherche aide le Conseil à prendre des décisions qui répondent aux besoins du Sud. En outre, des consultants externes sont parfois appelés à donner leur avis au Conseil sur certaines questions de développement.

La rémunération

Le gouverneur en conseil détermine les honoraires versés aux membres du Conseil. Les gouverneurs reçoivent 250 \$ par jour pour assister aux réunions du Conseil ou remplir une affectation particulière et 250 \$ pour se préparer à ces réunions. Les gouverneurs qui sont aussi membres de comités reçoivent en sus 250 \$ pour la préparation et la participation aux réunions de ces comités.

La responsabilité de la conduite des affaires

Le Conseil a établi des lignes directrices pour la conduite des affaires du Centre, fondées en partie sur les directives du ministère des Finances et du Conseil du Trésor. Il tient compte également des recommandations formulées par le vérificateur-général lors de son examen annuel des états financiers du Centre. Le Conseil continue de parfaire les politiques et pratiques en matière de régie interne.



Les gouverneurs Marie-Angélique Savané et Tom McKay visitent un projet de gestion des ressources naturelles à Hong Ha, au Viet Nam.

Le conseil des gouverneurs

Gordon S. Smith, président, Conseil des gouverneurs, Victoria, Canada
Ancien sous-ministre des Affaires étrangères et représentant personnel (sherpa) du premier ministre du Canada pour les sommets économiques

Maureen O'Neil, présidente, CRDI, Ottawa, Canada
Ancienne présidente de l'Institut Nord-Sud et ancienne présidente du Centre des droits de la personne et du développement démocratique

Mervat Badawi, Safat, Koweït
Directrice, Département technique du Fonds arabe pour le développement économique et social

Marie Battiste, Saskatoon, Canada
Professeur agrégé au sein du programme d'études indiennes et du Nord de l'Université de la Saskatchewan et directrice exécutive de l'Apamuek Institute, à Eskasoni, en Nouvelle-Écosse

Herb Breau, Ottawa, Canada
Homme d'affaires et ancien député

José J. Brunner, Santiago, Chili
Ministre de la Présidence, Cabinet du ministre, secrétaire général du gouvernement, Chili

Albert J. Butros, Jubeiha, Jordanie*
Professeur d'anglais, Université de Jordanie, ancien conseiller spécial auprès du prince héritier Hassan de Jordanie et ancien ambassadeur de la Jordanie au Royaume-Uni

Margaret Catley-Carlson, New York, États-Unis
Ancienne présidente du Conseil de la population à New York et ancienne présidente de l'Agence canadienne de développement international

Joan E. Foley, Toronto, Canada**
Professeur de psychologie, Université de Toronto

Beryl Gaffney, Nepean, Canada
Ancienne députée fédérale et ancienne conseillère de la municipalité de Nepean et de la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton

Jacques-Gérin, Montréal, Canada
Consultant, Hatch & Associés, Inc., ancien sous-ministre de l'Environnement et ancien vice-président de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)

Octavio Gómez-Dantés, Cuernavaca, Mexique
Directeur des politiques de santé au Centre de recherches sur les systèmes de santé de l'Institut national de santé publique du Mexique

Jon K. Grant, Toronto, Canada**
Président du Conseil d'administration de la Société immobilière du Canada Limitée et ancien président et chef de la direction de Quaker Oats

Donna S. Kaufman, Toronto, Canada**
Avocate, conseillère juridique et consultante

Huguette Labelle, Gloucester, Canada
Présidente, Agence canadienne de développement international

Miguel de la Madrid Hurtado, Mexico, Mexique***
Directeur, Fondo de Cultura Económica, et ancien président du Mexique

Dan M. Martin, Chicago, États-Unis
Directeur, Programme mondial sur l'environnement et les ressources, Fondation John et Catherine T. MacArthur

Sir Alister McIntyre, Kingston, Jamaïque

Conseiller technique en chef auprès du Mécanisme régional de négociation de la communauté des Caraïbes (CARICOM) et ancien vice-chancelier de l'University of the West Indies

Tom McKay, Kitchener, Canada

Comptable en management accrédité, consultant et directeur des services administratifs de la municipalité de Kitchener

Ivy F. Matsepe-Casaburri, Bloemfontein, Afrique du Sud

Ministre des postes, des télécommunications et de la télédiffusion et ancienne Premier ministre, État libre d'Afrique du Sud.

Jean-Guy Paquet, Québec, Canada

Président et chef de la direction, Institut national d'optique, ancien président de l'Université Laval et ancien chef de la direction, Laurentienne Vie Inc.

Vulimiri Ramalingaswami, New Delhi, Inde

Professeur en recherche nationale, département de pathologie, All-India Institute of Medical Sciences, médecin et chercheur médical

Sir Shridath Ramphal, Guyana****

Coprésident, Commission sur la gouvernance mondiale, et ancien secrétaire général du Commonwealth

Francisco Sagasti, Lima, Pérou

Président, FORO Nacional/Internacional, et ancien chef de la planification stratégique à la Banque mondiale

Rodger Schwass, Toronto, Canada

Professeur émérite et chercheur principal à la Faculté d'études de l'environnement de l'Université York

Marie-Angélique Savané, Dakar, Sénégal

Consultante, sociologue et ancienne directrice, Division Afrique, Fonds des Nations Unies pour la population

Paulynn Sicam, Makati City, Philippines

Chargée du secteur de la paix et des droits de la personne de la Fondation Benigno Aquino aux Philippines et ancien commissaire chargée de l'éducation et de l'information, Commission des droits de la personne des Philippines

Olav Slaymaker, Vancouver, Canada

Professeur de géographie, Université de la Colombie-Britannique

Les cadres supérieurs

Maureen O'Neil, présidente

Ancienne présidente de l'Institut Nord-Sud et ancienne présidente du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

Raymond J. Audet, vice-président, Ressources, et directeur des finances

Monsieur Audet a quitté Canadair Ltd en 1971 pour devenir contrôleur financier du CRDI; nommé en 1983 vice-président, Ressources, il est aussi, depuis 1995, directeur des finances

Pierre Beemans, vice-président, Affaires institutionnelles

Expert en développement et ancien directeur général de l'Agence canadienne de développement international

Caroline Pestieau, vice-présidente, Programmes

Économiste, membre permanent du Conseil économique du Canada (aujourd'hui dissout), ancienne directrice de la recherche et ancienne directrice de la section montréalaise de l'Institut CD Howe

John Hardie, directeur, Politiques et planification

Ancien économiste spécialisé en agriculture, Overseas Development Administration (Royaume-Uni) et Agriculture Canada

Robert Robertson, directeur, Affaires juridiques

Avocat et conseiller juridique au Barreau de l'Ontario

Roger Finan, directeur régional, Asie du Sud

Gestionnaire et comptable en management; M. Finan a à son actif une vaste expérience internationale acquise dans les secteurs privé et public, en Europe et dans les pays en développement

Eglal Rached, directeur régional, Moyen-Orient et Afrique du Nord

Expert en agriculture et en ressources renouvelables, chercheur spécialisé dans les domaines de l'aridoculture et de la désertification

Eva M. Rathgeber, directrice régionale, Afrique orientale australe

Ancienne chercheuse universitaire, Centre for Developing Area Studies, Université McGill, Montréal, Canada

Randall W. Spence, directeur régional, Asie du Sud-Est et de l'Est

Ancien économiste principal, Gouvernement du Kenya

Carlos Seré, directeur régional, Amérique latine et Antilles

Économiste agricole et ancien économiste principal du programme des pâturages tropicaux, Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)

Sibry Tapsoba, directeur régional, Afrique centrale et occidentale

Ancien professeur, Institut des sciences de l'éducation, Université de Ouagadougou et chargé de cours à l'École nationale d'administration et de magistrature, Burkina Faso

Marc Van Ameringen, directeur régional, Afrique du Sud

Ancien consultant et responsable d'études de marché, Investment and Hotel Consultants Inc.

* Les mandats de M. Butros et de M^{me} Kaufman ont pris fin en juin 1998.

** Les mandats de M^{me} Foley et de M. Grant ont pris fin en novembre 1998.

*** M. de la Madrid Hurtado a démissionné en mai 1998.

**** Sir Shridath Ramphal a démissionné en juin 1998.

Rapport Financier
1998-1999

L'ESSENTIEL

CRÉDIT PARLEMENTAIRE

Le crédit parlementaire du CRDI pour l'exercice 1998-1999 s'est élevé à 86,5 millions de dollars. Pour 1999-2000, il est légèrement supérieur à 86,8 millions de dollars.

MODIFICATION DE LA POLITIQUE COMPTABLE

Les fonds afférents aux acquisitions des immobilisations sont désormais comptabilisés au bilan à titre de revenu reporté et sont constatés à titre de revenu selon la même méthode et sur la même base que les immobilisations connexes.

AUGMENTATION DES REVENUS

Les fonds provenant des activités liées à l'augmentation des revenus ont atteint un nouveau sommet. Ils ont totalisé 35,9 millions de dollars, soit 6,4 millions de dollars de plus qu'au cours de l'exercice précédent.

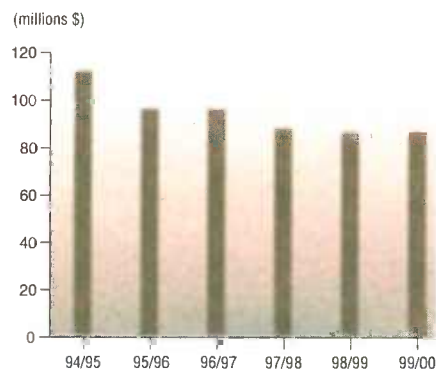
PLAN D'ACTION TRIENNAL SUR LES STI

L'exercice 1998-1999 a marqué la deuxième année de mise en application du plan d'action triennal visant à moderniser les systèmes et technologies de l'information (STI) au CRDI. Outre l'amélioration de l'architecture et de l'infrastructure globale visant à assurer des communications rapides et fiables avec ses bureaux régionaux et ses partenaires du milieu du développement, le Centre a procédé à la mise à niveau ou au remplacement de quatre systèmes institutionnels. Les principaux systèmes modifiés ont été les systèmes financiers (subventions) et les systèmes de gestion des projets.

INTRODUCTION

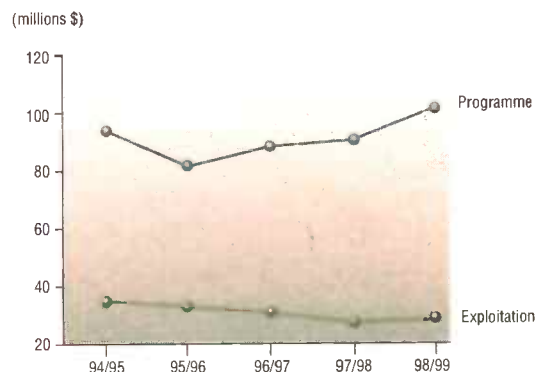
Le crédit parlementaire (subvention) annuel constitue la principale source de revenu du CRDI. Pour 1998-1999, il s'est chiffré à 86,5 millions de dollars, soit une réduction de 1,6 million de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le crédit parlementaire pour 1999-2000 s'élève à 86,8 millions de dollars. La figure 1 illustre les fluctuations du crédit parlementaire depuis 1994-1995.

Figure 1 **Crédit parlementaire, de 1994-1995 à 1999-2000**



Durant cette période, le CRDI a pu consacrer une somme élevée à ses dépenses de programme grâce à l'accroissement de ses activités liées à l'augmentation des revenus. La figure 2 résume les dépenses de programme et d'exploitation des cinq dernières années.

Figure 2 **Dépenses de programme et d'exploitation, de 1994-1995 à 1998-1999**



La haute direction a approuvé le premier plan d'action triennal du CRDI en matière de systèmes et technologies de l'information, en juillet 1997. L'efficacité et l'efficience du Centre, les problèmes anticipés en l'an 2000 et la nécessité de donner aux bureaux régionaux un accès équitable et mieux adapté à l'information sont les facteurs qui ont motivé l'approbation de ce plan. Les besoins du CRDI en matière d'information et ses exigences opérationnelles sont particulièrement complexes pour un organisme de cette taille. Afin de maximiser le rendement du capital investi dans les systèmes et technologies de l'information et d'assurer que ces investissements répondent aux besoins des programmes institutionnels, le modèle du plan d'action s'est avéré un outil de gestion des plus précieux.

REVENUS

Tableau 1 **Revenus (000 \$) en 1998-1999 et 1997-1998**

	1998-1999			1997-1998	
	Budget révisé	Réalisations	Écart par rapport au budget (%)	Réalisations	Écart entre les réalisations (%)
Revenu global	122 462 \$	125 050 \$	2,8 %	121 355 \$	4,3 %
Crédit parlementaire					
Subvention régulière	83 288	82 347	1,1 %	85 850	4,1 %
Supplémentaire	5 550	2 113	-61,9 %	1 800	17,4 %
Activités liées à l'augmentation des revenus	30 000	35 907	19,7 %	29 487	21,8 %
Revenus de placement	1 200	2 343	95,3 %	1 832	27,4 %
Amortissements					
- Immobilisations reportées	1 624	1 626	0,1 %	1 338	21,5 %
Autres revenus	800	714	-10,8 %	1 048	-31,9 %

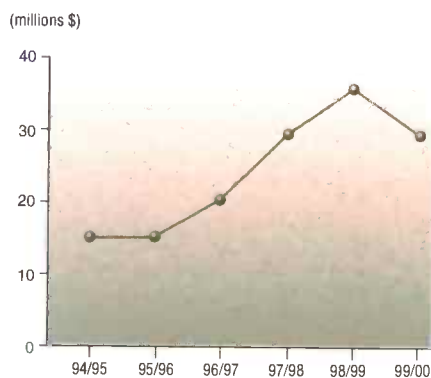
Au cours du présent exercice, les revenus se sont élevés à 125,1 millions de dollars, soit une légère augmentation (3,7 millions de dollars ou 3 %) par rapport au revenu global de l'exercice précédent (121,4 millions de dollars).

En 1993-1994, le CRDI a reçu une subvention supplémentaire de 15 millions de dollars pour la mise en œuvre d'une initiative d'appui à la santé en Afrique. Pour cette activité entreprise en 1998-1999, les dépenses comptabilisées se sont élevées à 2,1 millions de dollars. La portion non dépensée de la subvention (8,1 millions de dollars) est comptabilisée dans le bilan à titre de revenu reporté.

La portion de la subvention destinée à l'acquisition de biens immobilisés est désormais comptabilisée au bilan à titre de revenu reporté. Ils sont constatés à titre de revenu selon la même méthode que les immobilisations connexes.

Le CRDI a continué à diversifier ses sources de revenu. Les activités liées à l'augmentation des revenus comprennent tous les fonds que le Centre gère pour le compte d'autres organismes. Il peut s'agir du cofinancement de projets, de l'administration des secrétariats ou des services du personnel du CRDI pour la gestion ou la conduite d'activités de recherche au nom d'autres organismes. Au 31 mars 1999, ces revenus et dépenses totalisaient 35,9 millions de dollars, soit une augmentation de 6,4 millions de dollars (ou 21,8 %) par rapport à l'exercice précédent. De cette somme, 23,7 millions de dollars étaient destinés à l'Initiative pour les micronutriments. En 1999-2000, le CRDI prévoit tirer des revenus de 31 millions de dollars des activités liées à l'augmentation des revenus. La figure 3 montre la croissance des revenus provenant de ces activités depuis cinq ans et fait état des prévisions pour l'exercice 1999-2000.

Figure 3 **Fonds provenant de l'augmentation des revenus, de 1994-1995 à 1999-2000 (prévisions)**



DÉPENSES

En 1998-1999, le total des dépenses a été de 129,8 millions de dollars contre 117,7 millions de dollars en 1997-1998.

Tableau 2 Dépenses (000 \$) en 1998-1999 et 1997-1998

	1998-1999			1997-1998	
	Budget révisé	Réalisations	Écart par rapport au budget (%)	Réalisations	Écart entre réalisations (%)
Total des dépenses	129 344 \$	129 834 \$	0,4 %	117 671 \$	10,3 %
Activités de recherche et dépenses afférentes					
Recherche pour le développement	64 194	61 377	-4,4 %	56 581	8,5 %
Activités liées à l'augmentation des revenus	30 000	35 907	19,7 %	29 487	21,8 %
Soutien technique	9 370	8 716	-7,0 %	9 063	-3,8 %
Gestion des bureaux régionaux	5 265	5 253	-0,2 %	4 816	9,1 %
Diffusion de l'information et bibliothèque	4 510	4 345	-3,6 %	4 569	-4,9 %
Gestion du siège social	3 836	3 676	-4,1 %	3 623	1,5 %
Administration	13 208	12 231	-7,4 %	11 188	9,3 %
Frais généraux recouvrés sur les activités liés à l'augmentation des revenus	(1 400)	(1 671)	19,4 %	(1 456)	14,8 %
Fonds d'exploitation spécial	361	—	—	—	—

ACTIVITÉS DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT — Les dépenses liées à la recherche pour le développement correspondent aux coûts directs de tous les projets de recherche scientifique et technique financés par le CRDI. Elles sont au cœur du mandat du Centre. Cette catégorie de dépenses comprend les activités de programme telles que définies, mises en place et gérées par des chercheurs des pays en développement et les projets pris en charge par le Centre. En 1998-1999, les dépenses inscrites à ce poste ont totalisé 61,4 millions de dollars, soit 47,3 % des dépenses totales. Cela représente une augmentation de 4,8 millions de dollars (ou 8,5 %) par rapport à l'an dernier. En 1999-2000, le CRDI prévoit affecter 60,4 millions de dollars au poste de la recherche pour le développement.

ACTIVITÉS LIÉES À L'AUGMENTATION DES REVENUS — Les dépenses engagées pour les activités liées à l'augmentation des revenus reflètent les coûts directs des activités de recherche gérées par le CRDI au nom d'autres organismes. Il peut s'agir du cofinancement de projets, de l'administration des secrétariats ou des services du personnel du CRDI pour la gestion ou la conduite d'activités de recherche pour le compte d'autres organismes. En 1998-1999, les dépenses à ce titre se sont élevées à 35,9 millions de dollars, soit une hausse de 6,4 millions de dollars (ou 21,8 %) par rapport à l'exercice précédent. De cette somme, 23,7 millions de dollars ont été affectés à l'Initiative pour les micronutriments.

SOUTIEN TECHNIQUE — Les dépenses relatives au soutien technique représentent les coûts afférents du personnel de programme chargé d'aider à la conception de nouveaux projets, de surveiller des projets de recherche en cours et d'apporter un soutien particulier aux bénéficiaires. Ces dépenses se sont élevées à 8,7 millions de dollars en 1998-1999, soit 0,3 million de dollars (ou 3,8 %) de moins que l'an dernier.

GESTION DES BUREAUX RÉGIONAUX — Les bureaux régionaux permettent au CRDI d'être plus efficace dans la conduite de ses activités de recherche dans les pays en développement. La présence du Centre sur le terrain est l'occasion d'élargir ses connaissances et de se sensibiliser davantage aux conditions de la recherche et du développement dans les pays du Sud. Les bureaux du CRDI outre-mer sont situés en Afrique du Sud, en Égypte, en Inde, au Kenya, au Sénégal, à Singapour et en Uruguay. Leur coût d'exploitation s'est élevé à 5,3 millions de dollars en 1998-1999, soit une augmentation de 0,5 million de dollars (ou 9,1 %) par rapport à l'exercice précédent.

DIFFUSION DE L'INFORMATION ET BIBLIOTHÈQUE — La diffusion de l'information et le fonctionnement d'une bibliothèque spécialisée font partie intégrante du rôle que le CRDI est appelé à jouer dans la promotion de la recherche pour le développement. Outil indispensable pour le personnel, la bibliothèque est également ouverte au public. Les frais d'exploitation des services de bibliothèque et de diffusion de l'information ont été de 4,3 millions de dollars en 1998-1999, soit 0,2 million de dollars (ou 4,9 %) de moins qu'au cours de l'exercice précédent.

GESTION DU SIÈGE SOCIAL — L'équipe de gestion du siège social est chargée d'appuyer et d'orienter le programme des travaux du CRDI. Les dépenses à ce chapitre se sont élevées à 3,7 millions de dollars.

ADMINISTRATION — Afin de mener à bien ses activités et d'être en mesure de respecter ses engagements, le CRDI assume un large éventail de fonctions relatives aux politiques, à la direction, à l'administration et aux services. Le Conseil des gouverneurs, le bureau de la présidente et la direction générale des ressources s'acquittent de ces fonctions. Les dépenses d'administration pour l'exercice visé ont totalisé 12,2 millions de dollars, soit une augmentation de 1 million (ou 9,3 %) par rapport à 1997-1998.

FRAIS GÉNÉRAUX RECOUVRÉS SUR LES ACTIVITÉS LIÉES À L'AUGMENTATION DES REVENUS — Le CRDI recouvre les dépenses d'administration indirectes engagées dans le cadre de ses activités liées à l'augmentation des revenus en facturant un pourcentage desdites dépenses. Au cours du présent exercice, une somme de 1,7 million de dollars a été recouvrée contre 1,5 million l'an dernier.

EXPLOITATION — Le tableau 3 indique la part relative des dépenses de programme et d'exploitation au cours des cinq dernières années. Le rapport entre le financement des programmes et les dépenses d'exploitation s'est amélioré de façon constante au fil des ans en raison de l'essor des activités liées à l'augmentation des revenus et de la baisse des frais d'exploitation du Centre.

Tableau 3 **Dépenses de programme et d'exploitation (000 \$), de 1994-1995 à 1998-1999**

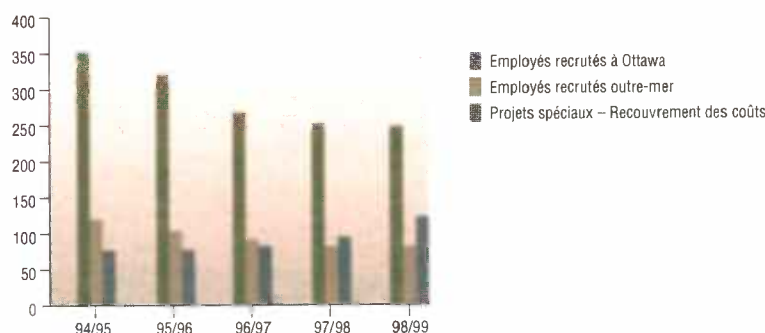
	1998-1999	1997-1998	1996-1997	1995-1996	1994-1995
Programme	101 629	90 437	88 379	81 530	95 165
% du total	78,3 %	76,9 %	74,2 %	71,3 %	73,2 %
Exploitation*	28 205	27 234	30 654	32 828	34 865
% du total	21,7 %	23,1 %	25,8 %	28,7 %	26,8 %

* Après recouvrement des frais généraux sur les activités liées à l'augmentation des revenus. Les dépenses d'exploitation comprennent les frais de soutien technique, de gestion des bureaux régionaux, de gestion du siège social et d'administration, mais excluent les coûts de la restructuration de l'année 1995-1996.

RESSOURCES HUMAINES

Au 31 mars 1999, le CRDI comptait 248 employés recrutés par le siège social, 80,5 employés recrutés par les bureaux régionaux et 121,8 employés affectés à des projets particuliers pour lesquels il y a recouvrement des coûts.

Figure 4 Années-personnes, de 1994-1995 à 1998-1999



AFFECTATIONS

Tableau 4 Affectations (000 \$) en 1998-1999 et 1997-1998

	1998-1999			1997-1998	Écart entre réalisations (%)
	Budget révisé	Réalisations	Écart par rapport au budget (%)	Réalisations	
Affectations totales	143 120 \$	137 604 \$	-3,9 %	129 530 \$	6,2 %
Programme régulier	72 180	69 446	-3,8 %	68 887	0,8 %
Activités liées à l'augmentation des revenus	38 900	38 282	-1,6 %	31 952	19,8 %
Exploitation*	32 040	29 876	-6,8 %	28 691	4,1 %

* Exclut les coûts recouvrés.

Pour l'exercice clos le 31 mars 1999, les affectations totales du CRDI se sont élevées à 137,6 millions de dollars, soit une augmentation de 8,1 millions de dollars (ou 6,2 %) par rapport à l'exercice précédent.

Les affectations du programme régulier correspondent au financement des activités autorisées durant l'exercice. Les débours pour ces activités pourront à l'avenir s'étaler sur cinq ans ou plus. En 1998-1999, ces affectations ont totalisé 69,4 millions de dollars, soit une légère hausse comparativement à l'an dernier. Pour le prochain exercice, les affectations du programme régulier ont été établies à 65,5 millions de dollars. La figure 5 présente les affectations de programme de l'exercice 1998-1999, par région, et la figure 6 les indique selon les thèmes de recherche.

Figure 5 Affectations de programme par région en 1998-1999

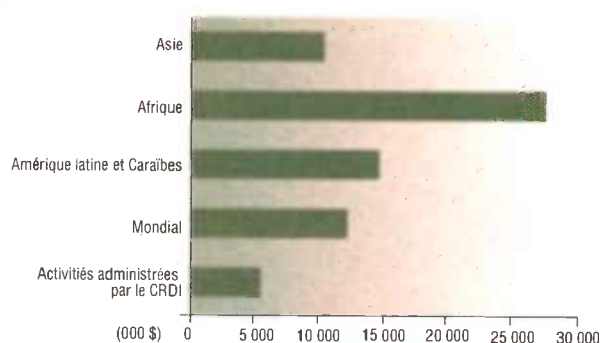
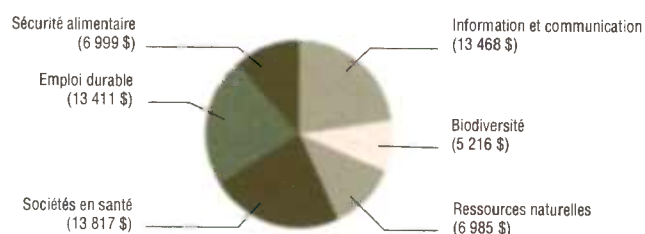


Figure 6 Affectations de programme (000 \$) par thème de recherche en 1998-1999



Au cours de l'exercice, le CRDI a signé des accords avec d'autres organismes donateurs pour l'administration d'un montant global de 38,3 millions de dollars. De cette somme, 33,3 millions de dollars sont réservés à l'Initiative pour les micronutriments. Il s'agit là aussi d'activités qui peuvent s'étaler sur plusieurs années. En dollars, environ 35,5 % du portefeuille de programme du CRDI vont à des activités liées à l'augmentation des revenus. Le CRDI prévoit signer l'an prochain de nouveaux accords d'une valeur de 42,9 millions de dollars pour la conduite d'activités liées à l'augmentation des revenus.

RESPONSABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS

La direction assume la responsabilité des états financiers exposés dans le présent rapport annuel, lesquels ont été examinés et approuvés par le Conseil des gouverneurs du CRDI. Ces états financiers, qui comprennent des chiffres que la direction a appréciés en se fondant sur son expérience et son jugement, ont été correctement préparés dans les limites matérielles acceptables et sont conformes aux principes comptables généralement reconnus. La direction assume aussi la responsabilité de toute autre information présentée dans le rapport annuel, cette information étant conforme, s'il y a lieu, aux données contenues dans les états financiers.

La direction s'appuie sur des méthodes et des systèmes de contrôle financier et de gestion qui garantissent, d'une manière raisonnable, la fiabilité des informations financières, la protection des biens et l'efficacité des activités, comme le stipulent la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international* et les règlements du Centre. La Section de la vérification interne du CRDI est chargée de procéder à la révision périodique des mécanismes internes de contrôle et de veiller à leur application.

C'est au Conseil des gouverneurs qu'il appartient de s'assurer que la direction assume ses responsabilités en matière de communication de l'information financière et de contrôle interne. Il remplit cette fonction, qui comporte entre autres volets l'examen et l'approbation des états financiers, par l'entremise du Comité des finances et de la vérification. Ce comité, formé de gouverneurs, se réunit régulièrement avec la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes.

Le vérificateur général du Canada procède à une vérification indépendante des états financiers, conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Sa vérification comprend les sondages et autres procédés nécessaires pour lui permettre d'exprimer une opinion sur les états financiers. Le Comité des finances et de la vérification du Conseil des gouverneurs demeure à l'entière disposition des vérificateurs externes.

La présidente,



Maureen O'Neil

*Le vice-président, Ressources,
et directeur des finances*



Raymond J. Audet

Ottawa, Canada
le 22 juin 1999



AUDITOR GENERAL OF CANADA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Centre de recherches pour le
développement international
et au ministre des Affaires étrangères

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 1999 et les états des résultats et de l'évolution de l'avoir et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Centre au 31 mars 1999 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Pour le vérificateur général du Canada

Richard Flageole, FCA
vérificateur général adjoint

Ottawa, Canada
le 28 mai 1999

ÉTATS FINANCIERS : BILAN

au 31 mars 1999 (en milliers de dollars)

	1999	1998 (Redressé – note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse et placements à court terme (note 4)		
Non affectés	8 424	13 162
Affectés	22 681	20 575
Débiteurs (note 5)	12 293	4 989
Frais payés d'avance	1 974	5 035
	<u>45 372</u>	<u>43 761</u>
Placements à long terme (note 6)	2 983	7 079
Immobilisations (note 7)	7 069	4 554
Dépôts recouvrables	145	153
Fonds de dotation (note 8)	354	348
	<u>55 923</u>	<u>55 895</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer (notes 5 et 9)	8 028	6 925
Provision pour la restructuration (note 10)	–	562
Revenus reportés (note 11)	27 872	24 417
	<u>35 900</u>	<u>31 904</u>
Revenus reportés à long terme (note 11)	4 119	6 394
Indemnités de cessation d'emploi courues	3 104	2 808
Loyer reporté pour le siège social	936	662
Fonds de dotation (note 8)	354	348
	<u>44 413</u>	<u>42 116</u>
REVENUS REPORTÉS – IMMOBILISATIONS (note 12)	7 069	4 554
AVOIR (note 3)	4 441	9 225
	<u>55 923</u>	<u>55 895</u>

Éventualités (note 19)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil :

Naureen O'Neil

La présidente,

[Signature]

Le vice-président, Ressources,
et directeur des finances,

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DE L'AVOIR

pour l'exercice terminé le 31 mars 1999 (en milliers de dollars)

	1999	1998 (Redressé – note 3)
REVENUS		
Crédit parlementaire (subvention) (note 13)	82 347	85 850
Crédit parlementaire supplémentaire (subvention) (note 14)	2 113	1 800
Fonds au titre des activités liées à l'augmentation des revenus (note 15)	35 907	29 487
Revenus de placement	2 343	1 832
Amortissement des revenus reportés – Immobilisations (note 12)	1 626	1 338
Autres revenus	714	1 048
	125 050	121 355
DÉPENSES		
Activités de recherche et dépenses connexes		
Activités de recherche pour le développement	61 377	56 381
Activités liées à l'augmentation des revenus (note 15)	35 907	29 487
Soutien technique	8 716	9 063
Gestion des bureaux régionaux	5 253	4 816
Diffusion de l'information et bibliothèque	4 345	4 569
Gestion du siège social	3 676	3 623
	119 274	107 939
Frais d'administration	12 231	11 188
Frais d'administration recouvrés dans le cadre des activités liées à l'augmentation des revenus (note 15)	(1 671)	(1 456)
	129 834	117 671
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	(4 784)	3 684
Avoir au début de l'exercice		
Avoir au début de l'exercice, tel qu'établi antérieurement	13 779	9 172
Diminution attribuable à l'application avec effet rétroactif de la modification de convention comptable (note 3)	(4 554)	(3 631)
Avoir au début de l'exercice, redressé	9 225	5 541
Avoir à la fin de l'exercice	4 441	9 225

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

pour l'exercice terminé le 31 mars 1999 (en milliers de dollars)

	1999	1998
		(Redressé – note 3)
Flux de trésorerie – activités d'exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	(4 784)	3 684
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement des immobilisations	1 626	1 338
Gain sur cession d'immobilisations	(19)	(118)
Indemnités de cessation d'emploi	540	489
Amortissement des revenus reportés – Immobilisations	(1 626)	(1 338)
Amortissement du loyer reporté	274	274
	(3 989)	4 329
Variation nette du fonds de roulement à l'exclusion de l'encaisse et des placements à court terme	(483)	4 367
Variation des revenus reportés à long terme	(2 275)	(1 380)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	(6 747)	7316
Flux de trésorerie – activités de financement		
Financement des immobilisations	4 141	2 261
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	4 141	2 261
Flux de trésorerie – activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations après déduction du produit des cessions de matériel	(4 122)	(2 143)
Augmentation de l'encaisse affectée	(2 106)	(422)
Variation des placements à long terme	4 096	(7 079)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(2 132)	(9 644)
Diminution nette de l'encaisse	(4 738)	(67)
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	13 162	13 229
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	8 424	13 162

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

En milliers de dollars, sauf indication contraire

1. POUVOIRS ET OBJETS

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Ses activités sont financées principalement au moyen d'un crédit parlementaire annuel (subvention). Le Centre est réputé être un organisme de bienfaisance reconnu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le Centre a pour objets de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus, et suivent les principales conventions comptables énoncées ci-après.

A) CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Une portion du crédit parlementaire (subvention), équivalente aux acquisitions d'immobilisations de l'exercice, est comptabilisée à titre de revenus reportés – immobilisations au bilan et est amortie selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations connexes. Le solde du crédit parlementaire est comptabilisé à l'état des résultats durant l'exercice pour lequel il est approuvé.

Les crédits parlementaires destinés à des projets particuliers sont reportés et constatés à titre de revenus lorsque les dépenses connexes sont engagées.

B) AUTRES REVENUS

Les fonds reçus ou à recevoir au titre des activités d'expansion des ressources sont reportés et constatés à titre de revenus lorsque les dépenses connexes sont engagées.

Tous les autres revenus sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

C) IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties de façon linéaire sur leur durée de vie utile prévue. Pour chaque catégorie d'immobilisations, la durée de vie utile prévue est comme suit:

Matériel informatique	3 ans
Logiciels	3 ou 5 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Véhicules	3 ans
Réseau téléphonique	5 ans
Améliorations locatives	Durée non écoulée du bail

D) PLACEMENTS

Les placements à court terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur au marché. Les placements à long terme sont comptabilisés au coût. Lorsque les placements à long terme subissent une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value.

E) FONDS DE DOTATION

Les fonds de dotation comprennent les sommes reçues sous forme de legs, de cadeau ou de don et sont généralement destinés à des fins précises. Les dépenses connexes sont imputées aux fonds appropriés durant l'exercice où elles sont engagées.

F) CONVERSION DES DEVISES

Les opérations en devises sont converties en dollars canadiens soit selon un taux de change moyen qui avoisine le taux de change en vigueur à la date de l'opération, soit selon le taux de change en vigueur le jour de l'opération. Les actifs et passifs monétaires en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains et les pertes sur change sont inclus dans les résultats de l'exercice sous la rubrique autres revenus.

G) INDEMNITÉS DE CESSATION D'EMPLOI COURUES

Les employés bénéficient d'indemnités de cessation d'emploi calculées d'après leur salaire à la date de cessation et selon les conditions d'emploi en vigueur. Le passif résultant desdites indemnités est comptabilisé lorsque les employés y deviennent admissibles.

H) LOYER REPORTÉ

Toute période de loyer gratuite et les autres avantages incitatifs liés à des contrats de location à long terme sont reportés et amortis de façon linéaire sur la durée du contrat.

I) CHARGES DE RETRAITE

Les employés du Centre participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Centre sont tenus de cotiser au régime. Ces cotisations représentent la totalité des engagements contractés par le Centre au titre du régime de pension de retraite et elles sont comptabilisées sur une base courante. En vertu des mesures législatives en vigueur, le Centre n'est pas tenu de cotiser pour les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

3. MODIFICATION DE CONVENTION COMPTABLE

Avant 1999, les fonds reçus pour l'acquisition d'immobilisations étaient comptabilisés à titre de revenus de l'exercice au cours duquel ils étaient reçus. Les fonds reçus pour l'acquisition d'immobilisations sont maintenant comptabilisés à titre de revenus reportés – immobilisations au bilan. Ils sont amortis selon la même méthode que les immobilisations connexes. Cette modification de convention comptable, qui a été appliquée rétroactivement, a eu pour effet de réduire l'avoir et d'augmenter les revenus reportés – immobilisations de 7 069 \$ (1998 : 4 554 \$) dans le bilan, de même que d'augmenter l'excédent des dépenses sur les revenus de 2 514 \$ (1998 : 923 \$).

4. ENCAISSE ET PLACEMENTS À COURT TERME

	1999	1998
Encaisse	8 157	2 193
Placements à court terme		
Banques à charte canadiennes	8 932	17 515
Gouvernement fédéral	4 096	—
Sociétés commerciales	9 913	13 889
Banques étrangères	7	140
	<u>31 105</u>	<u>33 737</u>

Le Centre est autorisé à investir dans les titres productifs d'intérêts des institutions susmentionnées. Ces fonds sont placés dans des instruments du marché monétaire à court terme qui doivent bénéficier d'une cote équivalente ou supérieure à R-1 selon l'évaluation d'une agence reconnue de cotation des titres. Les instruments de placement sont constitués principalement d'acceptations bancaires, de dépôts à échéance fixe et de billets à court terme.

Le rendement moyen du portefeuille détenu au 31 mars 1999 était de 5,11 % (1998 : 4,83 %) et la durée moyenne des placements était de 59 jours (1998 : 76 jours). La juste valeur marchande des placements au 31 mars 1999 équivaut approximativement à leur valeur comptable nette.

Parmi les comptes bancaires que le Centre possède, certains sont munis d'une marge de crédit. Au 31 mars 1999, aucune marge de crédit n'était utilisée.

Du montant total de l'encaisse et des placements à court terme, 22 681 \$ (1998 : 20 575 \$) sont affectés à des activités de recherche particulières comme suit :

	1999	1998
Activités liées à l'augmentation des revenus	14 563	14 440
Interventions en santé – Afrique	8 118	6 135
	<u>22 681</u>	<u>20 575</u>

5. DÉBITEURS ET CRÉDITEURS

Les débiteurs et les créditeurs sont enregistrés dans le cours normal des activités. Ils sont payables sur présentation et ne portent pas intérêts. La valeur comptable de ces comptes avoisine la juste valeur en raison de leur échéance brève. Une fraction importante (65 %) des débiteurs est due par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et ne présente aucun risque notable de crédit. Du montant total des débiteurs, 10 142 \$ (1998 : 3 417 \$) étaient affectés à des activités liées à l'augmentation des revenus.

6. PLACEMENTS À LONG TERME

Ces fonds sont investis dans des obligations du gouvernement du Canada.

Au 31 mars 1999, le rendement moyen du portefeuille détenu était de 5,63 % (1998 : 5,63 %) et la durée moyenne des placements, de 4,6 ans. La juste valeur des placements à long terme était de 3 198 \$ au 31 mars 1999 (1998 : 7 279 \$).

7. IMMOBILISATIONS

	Coût		Amortissement cumulé		Valeur comptable nette	
	1999	1998	1999	1998	1999	1998
Matériel informatique	6 757	6 904	4 915	4 738	1 842	2 166
Améliorations locatives	1 759	1 710	1 090	854	669	856
Logiciels	3 528	555	40	—	3 488	555
Mobilier et matériel de bureau	1 754	1 604	1 296	1 226	458	378
Réseau téléphonique	1 359	1 273	999	900	360	373
Véhicules	855	826	603	600	252	226
	16 012	12 872	8 943	8 318	7 069	4 554

Le Centre capitalise les coûts liés aux logiciels. L'amortissement de ces coûts débute durant l'exercice où les logiciels sont mis en service. L'amortissement relatif à l'exercice est de 1 626 \$ (1998 : 1 338 \$).

8. FONDS DE DOTATION

En 1987, la succession du regretté John Bene a créé un fonds dans le but d'octroyer une bourse d'études supérieures en foresterie sociale. Le Centre administre également d'autres fonds de dotation, dont le fonds créé à la suite d'un don d'un gouverneur et le fonds pour la recherche sur le sida.

	1999	1998
Solde au début de l'exercice	348	202
Nouveaux apports	—	142
Intérêts créditeurs	16	10
Dépenses	(10)	(6)
Solde en fin d'exercice	354	348
John Bene	290	287
Autres	64	61
Total des fonds de dotation	354	348

9. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	1999	1998
Charges à payer – projets	2 281	2 122
Fournisseurs	3 051	2 317
Congés annuels et autres congés à payer	1 883	1 979
Autres	813	507
	8 028	6 925

10. PROVISION POUR LA RESTRUCTURATION

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1996, le Conseil des gouverneurs a approuvé la restructuration des programmes et des activités du Centre, tant au siège social que dans les bureaux régionaux. Le coût total de cette restructuration, qui comprend les indemnités de départ accordées en vertu du programme spécial de compensation ainsi que d'autres frais connexes, a été estimé à 5,5 millions de dollars. Au 31 mars 1999, il ne restait aucune somme à payer (1998 : 0,6 million). Une somme de 0,6 million de dollars (1998 : 0,9 million) a été payée au cours de l'exercice.

11. REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés comprennent la portion non dépensée des fonds perçus, ou débiteurs, au titre des activités liées à l'augmentation des revenus ainsi que la portion du crédit parlementaire supplémentaire (subvention) accordé au mois de mars 1994 (voir note 14) qui n'avait pas encore été utilisée au 31 mars 1999. Les soldes sont les suivants :

	1999	1998
À court terme		
Activités liées à l'augmentation des revenus	23 873	20 579
Crédit parlementaire supplémentaire (subvention)		
Interventions en santé – Afrique	3 999	3 838
	<u>27 872</u>	<u>24 417</u>
À long terme		
Crédit parlementaire supplémentaire (subvention)		
Interventions en santé – Afrique	4 119	6 394
Total	<u>31 991</u>	<u>30 811</u>

Du montant reporté au titre des activités liées à l'augmentation des revenus, 8 411 \$ (1998 : 15 285 \$) a été reçu de l'ACDI durant l'exercice et 8 026 \$ (1997 : 1 078 \$) était dû par cette dernière à la fin de l'exercice. Un montant additionnel de 573 \$ (1998 : 3 600 \$) a été comptabilisé à titre de frais payés d'avance.

12. REVENUS REPORTÉS – IMMOBILISATIONS

Les fonds reçus pour acquérir des immobilisations sont comptabilisés à titre des revenus reportés – immobilisations au bilan. Ils sont inclus dans les revenus à l'état des résultats et de l'évolution de l'avoir selon la même méthode que la dépense d'amortissement.

	1999	1998
Solde au début de l'exercice	4 554	3 631
Acquisition d'immobilisations	4 141	2 261
Amortissement	(1 626)	(1 338)
Solde en fin d'exercice	<u>7 069</u>	<u>4 554</u>

13. CRÉDIT PARLEMENTAIRE

Une portion du crédit parlementaire voté et reçu est reporté et comptabilisé au bilan à titre de revenus reportés – immobilisations. La portion restante du crédit parlementaire est comptabilisé à titre de revenus à l'état des résultats et évolution de l'avoir.

	1999	1998
Crédit parlementaire voté et reçu	86 488	88 111
Report pour les acquisitions d'immobilisations (note 12)	(4 141)	(2 261)
Crédit parlementaire dans l'état des résultats et évolution de l'avoir	<u>82 347</u>	<u>85 850</u>

14. CRÉDIT PARLEMENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE (SUBVENTION)

En mars 1994, le Centre s'est vu accorder un crédit parlementaire supplémentaire (subvention) de 27 millions de dollars, affecté au financement d'un programme d'interventions en santé en Afrique (15 millions de dollars) et à celui de l'Initiative pour les micronutriments (12 millions de dollars). La somme destinée à l'Initiative pour les micronutriments a été entièrement dépensée en 1995-1996, mais les activités du programme d'interventions en santé en Afrique se poursuivent toujours. Durant l'exercice, les revenus constatés au titre de ces activités s'élevaient à 2,1 millions de dollars (1998 : 1,8 million). Le solde non utilisé de 8,1 millions de dollars (1998 : 10,2 millions) est inclus dans les revenus reportés (voir note 11).

15. ACTIVITÉS LIÉES À L'AUGMENTATION DES REVENUS

Les activités d'expansion des ressources désignent plus particulièrement les activités de recherche exécutées ou gérées par le Centre au nom d'autres institutions. Ces activités de recherche sont financées par l'ACDI et par d'autres organismes, dont certains du gouvernement du Canada. Voici la ventilation de ces activités.

	1999	1998
ACDI	27 723	24 399
Autres organismes	7 386	4 345
Autres organismes du gouvernement du Canada	798	743
	<u>35 907</u>	<u>29 487</u>

Le Centre recouvre les frais d'administration dans le cadre des activités liées à l'augmentation des revenus. Les sommes ainsi récupérées s'établissaient à 1 671 \$ (1998 : 1 456 \$), dont 1 012 \$ (1998 : 1 000 \$) provenaient de l'ACDI.

16. ENGAGEMENTS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

Le Centre a signé des contrats de location pour le logement de son personnel dans différents pays et pour les locaux et le matériel qu'il utilise au Canada et dans les bureaux régionaux. Le contrat de location des locaux du siège social expire en 2007. Les paiements annuels minimaux à verser en vertu des différents contrats de location sont les suivants :

1999-2000	5 290
2000-2001	5 239
2001-2002	5 030
2002-2003	5 048
2003-2004	4 752
2004-2007	19 318
Total	44 677

17. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS - SUBVENTIONS ET ÉLABORATION DE PROJETS

Le Centre s'est engagé à effectuer des paiements totalisant 131,7 millions de dollars (1998 : 135,3 millions) au cours des quatre prochains exercices, à la condition que le Parlement du Canada ou les partenaires externes fournissent les fonds nécessaires et que les bénéficiaires se conforment aux modalités des ententes de projets. Le Centre s'est officiellement engagé à verser des subventions totalisant 1,4 million de dollars (1998 : 1,7 million) à des bénéficiaires susceptibles de confirmer leur acceptation.

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Outre les opérations entre apparentés dont il est fait mention ailleurs dans les présents états financiers, le Centre entretient des liens en matière de propriété commune avec tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Centre fait affaire avec ces derniers dans le cours normal de ses activités.

19. ÉVENTUALITÉS

Une réclamation de quelque 0,8 million de dollars afférente à un bien loué en Inde demeurait en suspens à la fin de l'exercice. En se fondant sur les avis juridiques reçus, la direction estime qu'il n'est pas possible de déterminer le montant du passif pouvant découler, le cas échéant, de cette poursuite.

Le Centre est défendeur dans d'autres procès non jugés. La direction considère toutefois comme improbable qu'il en résulte des passifs significatifs.

20. INCERTITUDE DÉCOULANT DU PROBLÈME DU PASSAGE À L'AN 2000

Le passage à l'an 2000 pose un problème parce que de nombreux systèmes informatiques utilisent deux chiffres plutôt que quatre pour identifier l'année. Les systèmes sensibles aux dates peuvent confondre l'an 2000 avec 1900 ou une autre date, ce qui entraîne des erreurs lorsque des informations sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourront se faire sentir le 1er janvier 2000, ou encore avant ou après cette date, et, si l'on n'y remédie pas, les conséquences sur l'exploitation et l'information financière peuvent aller d'erreurs mineures à une défaillance importante des systèmes qui pourrait nuire à la capacité du Centre d'exercer normalement ses activités. Il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 qui ont une incidence sur le Centre, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou d'autres tiers, seront entièrement résolus.

21. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés de façon à être conformes à la présentation adoptée en 1999.

